

JEAN LORÉDAN

---

LILLE

ET

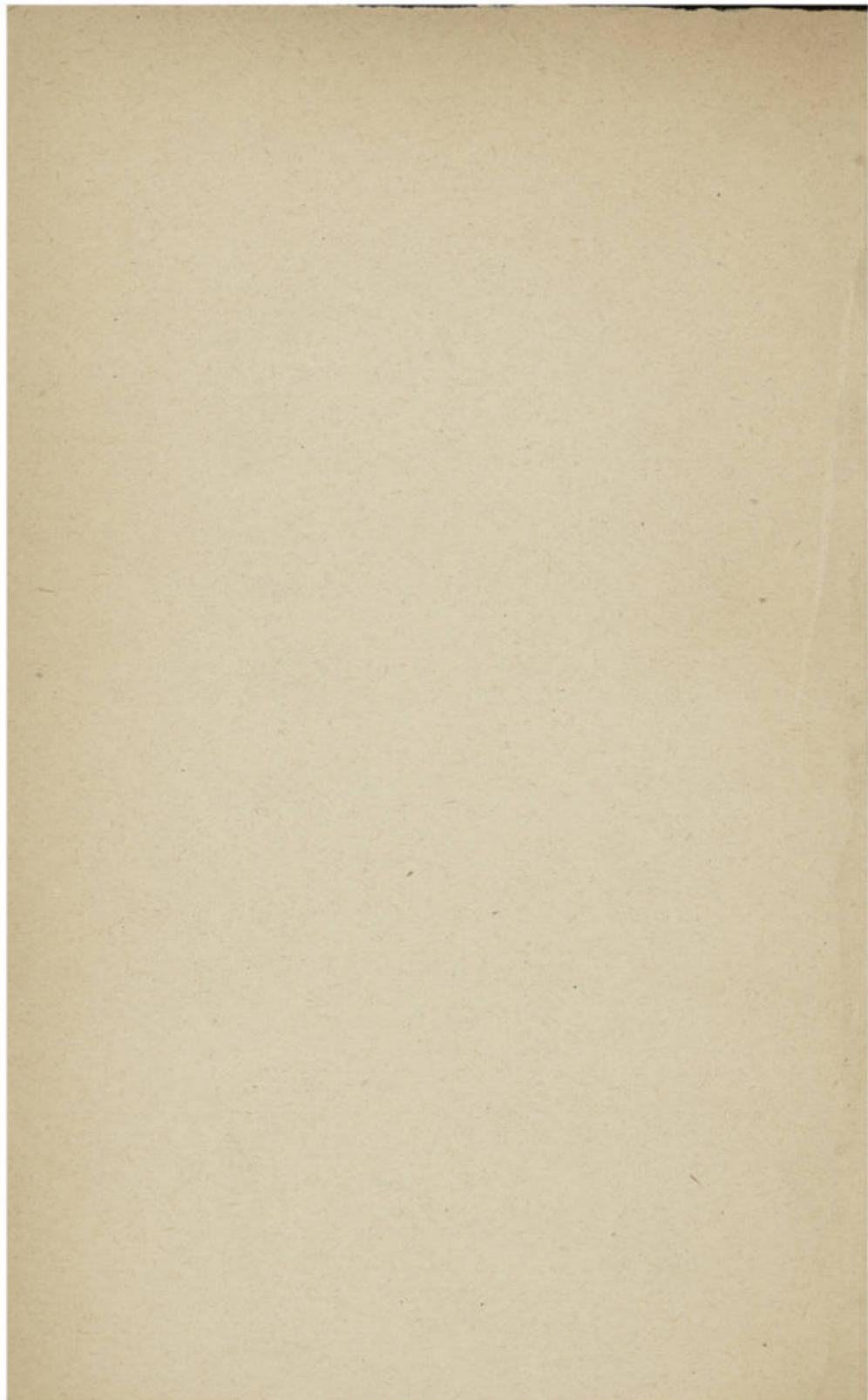
L'INVASION ALLEMANDE

1914-1918

Abandon, Martyre et Délivrance de Lille

---

*Librairie académique PERRIN et C<sup>ie</sup>*



double de 2563

C. H. 7

à mon distingué confrère M. Charles Chasse,  
à l'un de ceux qui souffrirent pour  
la patrie

Hommage bien sympathique

Jean Loridan

LILLE

ET L'INVASION ALLEMANDE

Don des Archives du Finistère,  
10-1-1966.

DU MÊME AUTEUR

---

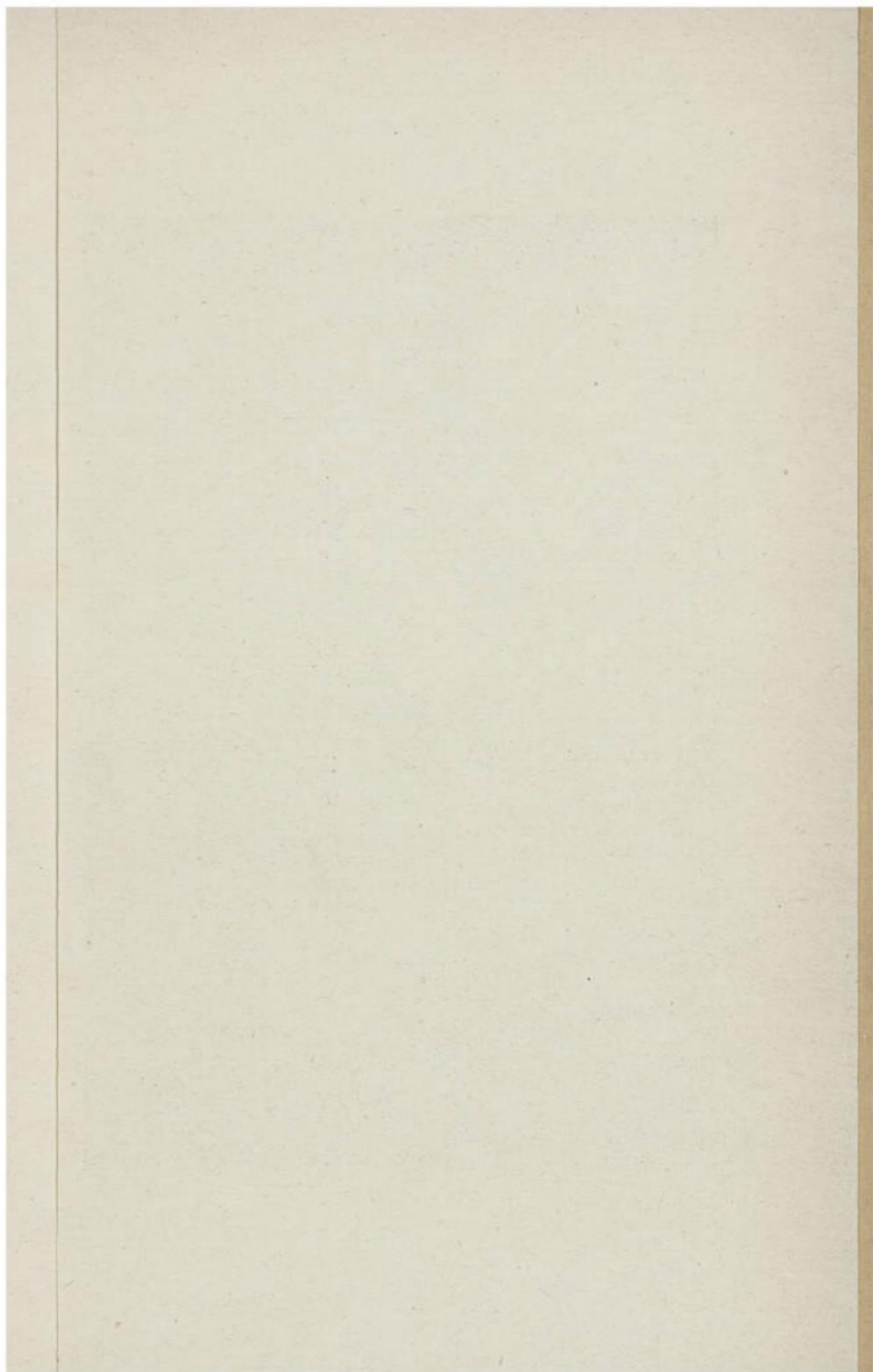
**La grande misère et les voleurs au XVIII<sup>e</sup> siècle.**

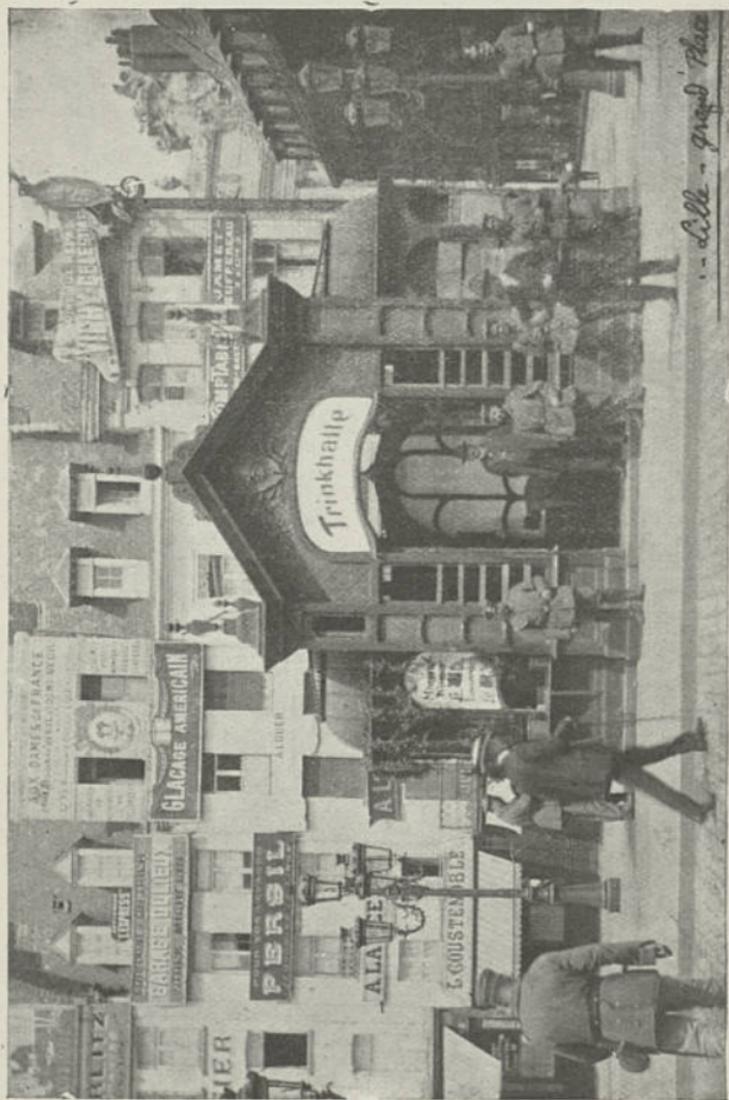
Marion du Faouët et ses « associés » (1740-1770), d'après des documents inédits. 1 volume in-8° écu avec gravures et plans.

**Un grand procès de sorcellerie au XVII<sup>e</sup> siècle.**

L'abbé Gaufridy et Madeleine de Demandolx (1600-1670) (*Couronné par l'Académie française*). 1 volume in-8° avec gravures.

---





Lille - Grand Place

LA GRAND PLACE DE LILLE PENDANT L'OCCUPATION ALLEMANDE

- 2 AVR. 2013

JEAN LORÉDAN

IRHIS - Lille 3

CARN - C28645

---

LILLE

ET

L'INVASION ALLEMANDE

1914-1918

Abandon, Martyre et Délivrance de Lille

---

PARIS

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE

PERRIN ET C<sup>ie</sup>, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35

1920

Tous droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays.

---

IL A ÉTÉ IMPRIMÉ DE CET OUVRAGE  
10 EXEMPLAIRES NUMÉROTÉS  
SUR PAPIER VERGÉ PUR FIL DES PAPETERIES LAFUMA

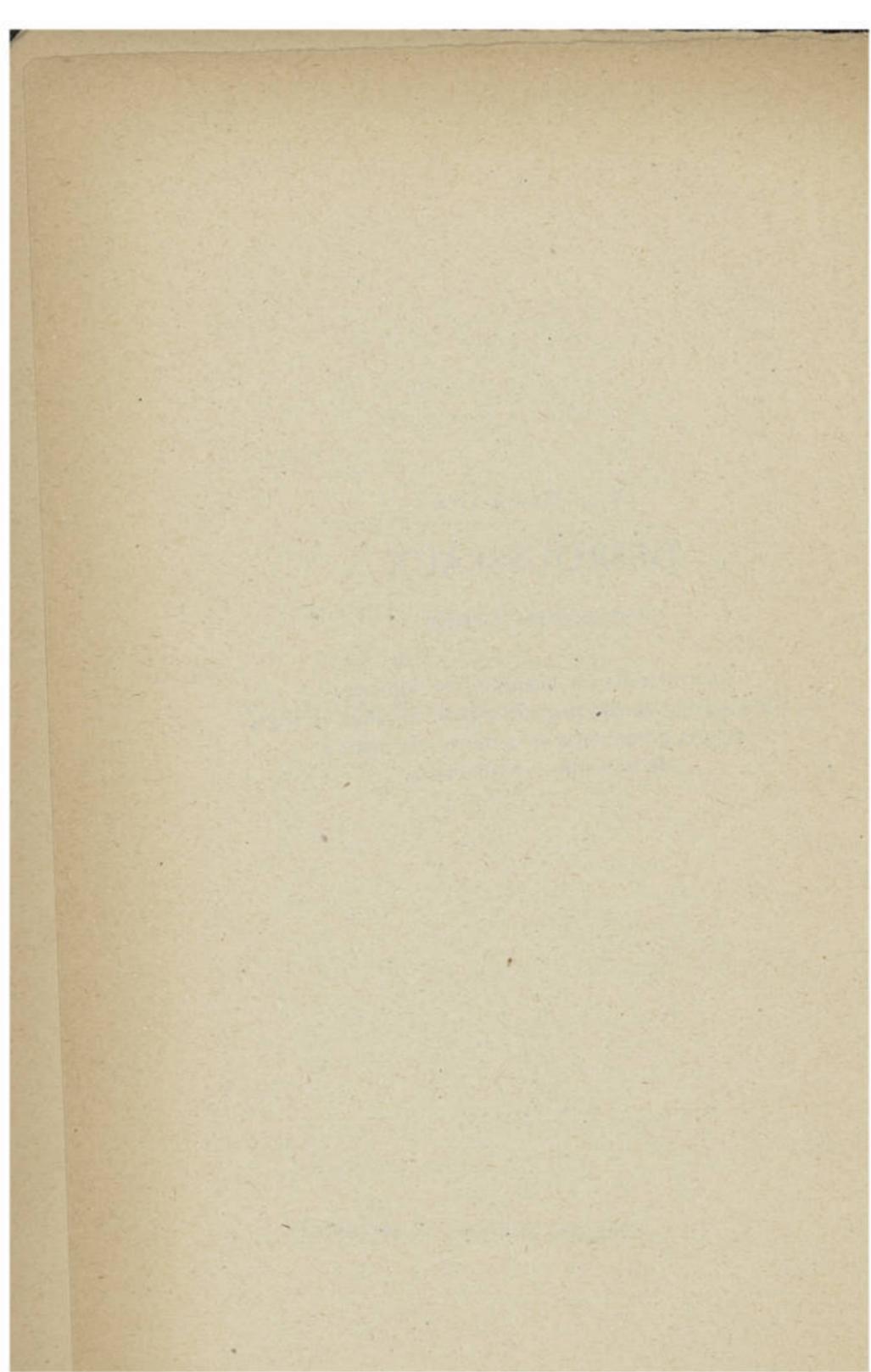
---

*Copyright by Perrin et C<sup>ie</sup>, 1920.*

A LA MÉMOIRE DE  
**DESROUSSEAUX**

CHANSONNIER LILLOIS,

qui tant aima les enfants et les humbles,  
les faubourgs où vivent les petites gens, le patois du pays,  
les rues grouillantes et le tic-tac des métiers  
de sa vieille cité laborieuse.



# LILLE

## ET L'INVASION ALLEMANDE

---

### I

#### LES FORTIFICATIONS DE LILLE QUELQUES OPINIONS D'AVANT-GUERRE

Fallait-il ou ne fallait-il pas déclasser la place de Lille ?

Vielle question. Elle se posait depuis 1871. Mais tant d'autres questions se posaient !

D'abord avions-nous lieu de nous inquiéter ? La guerre nous menaçait-elle ? Beaucoup de gens, en France, ne le voulaient pas croire. — La guerre ! dans notre état de civilisation, alors que tous les peuples disposaient de ces formidables engins de mort ! Non, cela n'était pas possible. L'humanité tout entière se révolterait. Ces horreurs cesseraient au bout de quelques semaines.

Puis nos généraux, ceux qui avaient pour mission de prévoir et de nous protéger, croyaient

avoir fait le nécessaire et que nous ne courions aucun risque.

Jadis, au lendemain de nos désastres, alors que leur souvenir nous obsédait tous et nous rendait prudents, nous nous étions occupés beaucoup de fortification et de défensive. Nous défendre victorieusement contre une attaque possible c'était, pensions-nous, tout ce que nous pouvions espérer, pour le moment. L'Allemagne, par ce traité de Francfort, ne nous interdisait-elle pas toute offensive ? Nous défendre, fermer nos portes, ajouter à nos défenses naturelles des défenses artificielles puissantes, bien nous enfermer chez nous, c'était le plus pressé, l'indispensable. Nous nous étions donc mis à la besogne tout de suite, dès 1873 ; et très rapidement, en six ans à peine, grâce aux travaux de l'habile et laborieux général Séré de Rivières, alors directeur du Génie au Ministère de la Guerre, nous avions bouché les trous de notre frontière de l'Est et pris, pour la protection de notre frontière du Nord, des dispositions excellentes, semblait-il, préparé l'inondation de ce grand pays plat sillonné de cours d'eau, la constitution entre Lille et Dunkerque d'un immense camp retranché, établi çà et là, aux points faibles de notre frontière, des forts isolés, dits *forts d'arrêt*, destinés à ralentir la marche de l'ennemi. Notre situation s'améliorait sensiblement.

Mais, par malheur, tous n'approuvaient pas

ces sages méthodes, ni cette attitude. Et puis, survint un événement ! Un événement d'ordre diplomatique et d'importance considérable — la Russie devenait « notre amie » ! Bientôt, disait-on, cet immense empire serait notre allié ! Nous ne serions plus seuls ! Nous avions déjà des promesses ! Ce fut une grande joie. On s'enthousiasma. Dans l'armée surtout de radieuses espérances naissaient. Ah ! combien on se prit à dédaigner ce vieux Séré de Rivières et ses procédés archaïques, ses inondations ! Et comme ils semblaient timides, arriérés, ces apôtres de la circonspection, de la temporisation, de la défensive ! — La défensive ! « Un signe de faiblesse ! » disait-on. La fortification permanente, une habitude qui « ruine dans la troupe et dans le commandement l'esprit d'offensive et, loin d'augmenter la résistance de l'armée, la condamne à l'ataxie et à la dispersion, occupant trop de monde et immobilisant la manœuvre » ! (1) Et ces inondations ! comme au temps de Louis XIV !... Non, l'offensive seule peut nous procurer la victoire. L'offensive résolue, rapide, sans hésitations ni tergiversations, l'offensive sur plusieurs points à la fois s'il est possible, la grande ruée furieuse qui surprend l'ennemi ! Parbleu, les poitrines humaines tiennent lieu de forteresses. On se bat en rase campagne. En rase cam-

(1) Capitaine GILBERT, *Sept études militaires*. Paris. Librairie de la Nouvelle Revue, 1892.

pagne seulement se décide le sort des empires. D'ailleurs, tout le présageait, la guerre de demain serait une guerre de manœuvres.

Où se produiraient-elles, ces manœuvres ? Vers les Hauts de Meuse ? Dans les plaines de Champagne ?... Mais qu'importait le lieu de l'action si cette action était bien préparée ? Qu'importait le terrain qu'il faudrait abandonner avant d'en venir à la grande affaire ? Paris même, aux yeux de certains exaltés, semblait une ville comme les autres, « un camp retranché d'une plus grande envergure que les autres », rien de plus. Clausewitz n'a-t-il pas dit que Paris est seulement la tête de la France mais qu'Orléans en est le cœur ? Donc, pourvu qu'on garde Orléans et le cours moyen de la Loire !... Pourvu qu'on préserve nos grands ateliers, Nevers, Bourges, le Creusot, Saint-Étienne !...

En somme, pensait-on, pour livrer cette grande bataille, on pouvait sans inconvénient exécuter un recul de 200 ou 250 kilomètres. Ainsi s'exprimait un de nos plus fameux stratèges :

« Si la lisière extérieure du théâtre d'opérations principal (lisez : la frontière) réclame peu de chose de la fortification, il faut, par contre, en prévision de revers, préparer à 200 ou 250 kilomètres des premiers champs de bataille une ligne solide de défense intérieure, avec des camps retranchés... A cette distance de la frontière, cette ligne de défense peut s'organiser à

loisir. On a deux mois pour mobiliser les places, aguerrir leurs garnisons de formation récente. Les armées battues se replieront vers ces régions fortifiées : suivant leur degré d'affaiblissement, elles feront halte en avant pour livrer de nouvelles batailles ou, passant dans les intervalles, elles iront se reconstituer en arrière tandis que l'ennemi, contraint à des sièges, gêné par la destruction des voies ferrées, usera cette force spécifique de pénétration dont parle Clausewitz. La fortification jouera alors son véritable rôle. »

Un plan certainement étudié avec soin, par un homme qui croit avoir tout prévu. Il indique aussi, naturellement, la direction des troupes en retraite :

« La véritable direction de retraite du gros de nos armées n'est donc pas vers Paris (non, Paris ne compte pas), encore moins sur Reims et Laon ; elle doit être prise sur Nevers et la Loire moyenne, et un système de défense qui en détourne est, par là même, condamné... C'est derrière la Loire que nos troupes de campagne, *appelant à elles d'inépuisables contingents*, pourront se refaire avec sécurité. C'est dans le massif inexpugnable du Morvan, dans le bassin supérieur de la Saône protégé par le quadrilatère Dijon-Langres-Belfort-Besançon, qu'une partie de nos armées pourront encore effectuer à propos une retraite latérale. *Orléans, Nevers, Autun, Dôle, voilà les directions de nos lignes de retraite...* »

Les voilà bien, ces lignes de retraite : la Loire moyenne, « le massif inexpugnable du Morvan », le bassin supérieur de la Saône, ... en attendant cette « retraite latérale » ; et tout est bien calculé, ce repli, ces deux mois dont on dispose, ces « inépuisables contingents » ! Mais que deviennent Reims, Paris, et ces vastes terrains que nous avons abandonnés ? Peu importe ! N'est-ce pas une guerre de manœuvres que nous voulons faire ? L'offensive d'abord, l'offensive immédiate, vigoureuse, furieuse, le cyclone qui renverse et brise tout, le grand choc irrésistible des « poitrines humaines » ; et puis, en cas d'insuccès, le recul à 200 ou 250 kilomètres, vers des régions fortifiées, vers des camps retranchés ; puis, à l'abri de ces « lignes solides de défense », de nouvelles concentrations pour de nouvelles batailles. Et ainsi « la fortification jouera son véritable rôle », qui est uniquement de boucher des trouées, de *servir la tactique* et de loger des troupes de couverture. Ces forteresses ne sont d'aucune autre utilité. Du reste, très probablement, elles seront abandonnées à l'ennemi. Il faut donc les armer en conséquence, n'y rien laisser qui puisse être employé contre nous, qui puisse servir à de nouveaux sièges.

En résumé, guerre de mouvements, dès le début et toujours. Et surtout pas d'hésitations. « On s'engage partout, et puis l'on voit », disait Napoléon. A quel meilleur guide s'adresser ? On

ne remarquait pas, d'ailleurs, que ce précepte du grand manieur d'armées concernait la tactique et non la stratégie...

Qui se fût alors insurgé contre la parole napoléonienne ? « L'enseignement de l'École de guerre, lisons-nous dans un récent et très important ouvrage (1), fut dominé par le culte de Napoléon et se basa presque exclusivement sur la notion de manœuvre et l'étude des campagnes impériales ; « manœuvrer son ennemi, être manœuvrier c'est tout l'art de la guerre », proclamait l'apôtre de cette doctrine. Suivant une judicieuse remarque, on en vint à « substituer l'esprit des manœuvres à l'esprit de la guerre » et à tenir pour secondaires les considérations du territoire et de la position ; la destruction de la force ennemie était le but essentiel, le reste l'accessoire. »

Oui, qu'importait le terrain perdu si l'armée était sauvée ! Combien de fois, au cours de ces dernières années, nous fut affirmé ce principe !

C'est imbu de ces idées qu'en 1880 le général Farre, alors ministre de la guerre, décida de suspendre l'application du programme Séré de Rivières. « Sur la frontière ouverte, écrivait un général, l'instrument de défense le plus puissant est un bon réseau ferré ; c'est à améliorer nos

(1) FERNAND ENGERAND, *Le Secret de la Frontière*. Paris, Bossard, 1918.

facultés de concentration et non à restaurer une muraille de Chine qu'il faut consacrer des millions. » On cessa de restaurer la « muraille de Chine ». C'était la mort des places ; la fortification devenait une science démodée, dédaignée, « une annexe de l'archéologie » ; on ne l'étudiait plus ; les tirs de sièges disparurent des règlements de campagnes. Certains n'estimaient-ils pas qu'il fallait « supprimer Verdun, Toul, Épinal en tant que camps retranchés, raser à Verdun les forts de la rive gauche et les deux premières lignes de la rive droite, à Toul les forts de Villey, de Gondreville, du Tillot, à Épinal ceux de la rive gauche, à Belfort les ouvrages à l'ouest de la Savoureuse » (1) ? Quant à la seconde ligne de défense entre La Fère et Reims, cette position de repli rêvée par Séré de Rivières, elle fut encore plus maltraitée, en conséquence de cette opinion, répandue par un ennemi, par Clausewitz, que Paris n'est que la tête de la France mais qu'Orléans en est le cœur.

Et puis, certaines découvertes de l'artillerie, notamment l'invention des obus-torpilles, imposaient à la fortification des transformations coûteuses. Il fallait cuirasser, blinder, bétonner, dépenser des sommes considérables ! Et tout cela servirait-il ? Les meilleures cuirasses sauraient-elles résister ? Beaucoup le niaient.

(1) FERNAND ENGERAND, ouvrage déjà cité, page 55.

C'est pourquoi bon nombre de villes riches et fortifiées, industrielles, resserrées dans leurs vieilles enceintes démodées, se plaignaient, ne demandaient qu'à voir tomber ces remparts — puisqu'on les disait inutiles —, ces vieux murs et ces vieux talus qui gênaient leur développement commercial. Et l'on ne pouvait les en blâmer.



Le 24 février 1899, M. de Freycinet, ministre de la guerre, déposa sur le bureau de la Chambre un projet de loi relatif au « classement des ouvrages de fortification de la défense de terre de la France ». Ce projet, approuvé par le Conseil supérieur de la Guerre, rangeait nos places fortes en trois catégories. A la première catégorie appartenaient « les ouvrages qui, à raison du rôle important qu'ils jouent dans la défense du pays, doivent être munis de toutes les ressources en matériel et en hommes nécessaires à une résistance de longue durée » ; — à la deuxième « les ouvrages qui ont à remplir un rôle éventuel de point d'appui et qui ne seront entretenus, armés et approvisionnés que dans des limites à déterminer par décisions ministérielles dans chaque cas particulier » ; — à la troisième enfin « les places et ouvrages qui ne seront entretenus, ni armés, ni approvisionnés, ni pourvus d'une

garnison de défense » — c'est-à-dire qui seront abandonnés, comme semblent, d'ailleurs, devoir être abandonnés les ouvrages de la deuxième classe. En somme, seuls les ouvrages de première classe resteraient.

Dans la première classe figuraient uniquement Paris, Lyon, Toul, Verdun, Epinal, Belfort, les forts de Frouard, de Pont-Saint-Vincent, du Cagnolot et de Manonviller. Dans la deuxième Maubeuge, — Maubeuge ! la clé de la trouée de l'Oise, qui menait à Paris ! — Montmédy, Besançon, etc., etc... Quant à Lille, La Fère, Laon, Reims, Hirson..., passant dans la troisième classe, ils étaient condamnés sans appel.

Puis, le 9 mai 1899, M. Krantz, succédant à M. de Freycinet, demandait le déclassement immédiat de Lille, des places du Quesnoy, de Condésur-Escaut, Péronne, Longwy, « qui n'avaient plus de valeur réelle au point de vue de la défense du territoire ».

« Le projet actuel — déclarait son rapporteur à la Chambre, M. Forest — le projet actuel, qui range La Fère, Laon, Reims, Langres et Dijon dans la troisième classe, ne reconnaît plus aucune valeur défensive aux ouvrages de la seconde ligne ; pour la première ligne, dans le groupe du Nord, nous ne conservons que Maubeuge, et la défense devra s'en effectuer *en utilisant les obstacles naturels du sol* ; les fortifications de l'Est sont les seules auxquelles le projet de loi recon-

naisse une véritable importance. » Et il ajoutait, manifestant bien les idées de ses mandants : « Nous consacrons ainsi le principe de la défense active de nos frontières et nous comptons avant tout sur la valeur de notre armée. »

« La défense *active* », « la valeur de notre armée » ! La grande théorie des « poitrines humaines ».

Le projet fut adopté sans discussion. Mais, au dehors, des protestations s'élevèrent. Le vieux général Béziat, collaborateur de Séré de Rivières, poussa le cri d'alarme : « Avec notre tendance persistante à réduire nos défenses du Nord, dit-il, *la violation de la neutralité belge n'est plus seulement rationnelle, elle devient fatale.* Loin de se heurter de front à toutes les résistances accumulées sur les frontières de l'Est, l'ennemi pénétrera en France par les vallées de la Scarpe, de l'Escaut ou de l'Oise, par la trouée de Chimay comme il l'a fait en 1814, pour arriver en quelques jours à Paris par le plus court chemin, menaçant les derrières des armées dirigées vers la frontière allemande. Il suffit de jeter un coup d'œil sur une carte de l'Europe pour se convaincre que la voie d'invasion de l'Allemagne la plus directe, la plus rapide et la plus sûre, traverse la Belgique et que, dès l'entrée sur notre territoire, Lille serait débordée et tomberait, en cas d'insuccès, au pouvoir de l'envahisseur qui la trouverait sans moyens de défense... *Le sys-*

*tème de Lille et le groupe La Fère-Laon forment les deux points d'appui d'une armée dont la présence dans le Nord sauvegarderait bien mieux la neutralité belge que toutes les conventions internationales (1). »*

Des villes menacées s'inquiétèrent. Lille d'abord, puis Laon, La Fère, Langres, se plaignirent. Devenu ministre de la Guerre, le général de Gallifet s'empressa de retirer le projet avant son vote par le Sénat. Puis vint le tour du général André, qui, ayant remplacé Gallifet, s'en alla tout de suite visiter la place de Lille, la trouva dans un état satisfaisant, déclara qu'il importait de la conserver. Mais le coup fatal avait été porté. Ces places, que deux ministres successivement, appuyés par le Conseil supérieur de la Guerre, avaient voulu détruire, furent oubliées, négligées, ne furent plus ni entretenues ni armées et réellement cessèrent d'exister en tant que places fortes.

En 1900 notre frontière du Nord était à peu près abandonnée.



Et pourtant n'était-elle pas en danger plus même que notre frontière de l'Est ?

(1) *Mémoire du général Béziat au sujet du projet de loi relatif au nouveau classement des ouvrages fortifiés.* Paris, Gauthier-Villars, 1899.

Nous étions protégés, disait-on, par la neutralité belge, reconnue, affirmée par l'Allemagne. Tous les Français, il faut s'empresse de le déclarer, à l'honneur de notre intelligence, ne professaient pas ces idées béatement optimistes.

En Belgique on avait aussi, depuis vingt ans, pressenti l'offensive allemande. Dès 1880 l'éventualité de cette attaque était le sujet de toutes les études militaires, et les Belges admettaient la probabilité de cette violation de leur territoire lors d'un prochain conflit franco-allemand. Les écrivains différaient seulement d'avis sur le chemin qui serait suivi par l'envahisseur : les uns — le savant ingénieur belge général Brialmont, le général Dejardin — pensaient que l'ennemi entrerait en Belgique par la rive gauche de la Meuse ; les autres — notamment le général Ducarne — estimaient qu'il y devrait pénétrer par la rive droite, la rive gauche étant trop excentrique et présentant trop d'obstacles, en particulier la forteresse française de Maubeuge.

Enfin, un autre fait, important, cité par le général Palat (1), montre que la Belgique avait prévu la violation de son territoire. « Quand il s'agit — dit l'auteur — d'obtenir du Parlement belge le vote de la loi de 1913, qui renforçait très notablement les forces nationales, M. de Broqueville jugea nécessaire d'exposer, dans une

(1) Article dans *La Revue*, 1<sup>er</sup> décembre 1917.

séance secrète, les véritables motifs qui avaient décidé le dépôt du projet de loi. Après avoir montré que la loi de 1912 permettrait aux Allemands d'avoir en première ligne 300.000 hommes de plus que la France, le président du Conseil ajoutait :

« Pendant l'été dernier, nous avons appris  
« que cette augmentation avait pour but de faire  
« passer l'armée allemande à travers la Belgique.

« Cela nous l'avons appris de différentes puis-  
« sances. Notre inquiétude est encore augmentée  
« par le fait que des plans nous ont été commu-  
« niqués... »

M. de Broqueville donnait alors lecture de plusieurs documents concernant la possibilité pour l'Allemagne de jeter *en une nuit* 50.000 hommes devant Liège. Il rapportait que, pendant l'été de 1913, un chef d'État, ami de la Belgique — le roi Charles de Roumanie, semble-t-il — avait dit textuellement :

« Je donne à la Belgique le conseil amical de préparer sérieusement sa propre défense, car le miracle de 1870, où la Belgique resta préservée entre les deux armées, ne se renouvellera plus... »

Comment de telles déclarations, bien que faites en séance secrète, ne seraient-elles pas arrivées à notre connaissance ? Comment, si l'on savait, ne prenait-on nulle précaution pour préserver notre frontière du Nord ?

Chose curieuse, le péril avait été pour la première fois dénoncé en France par une femme, par M<sup>me</sup> Juliette Adam. Ce péril elle le voyait sous les espèces d'une armée de 50.000 ou 60.000 hommes que l'Allemagne concentrerait aisément au camp de Malmédy. La prédiction n'avait éveillé qu'un étonnement railleur.

Puis on avait lu les auteurs militaires allemands, von Bernhardt entre autres, qui tous, depuis 1904, préconisaient l'attaque brusquée à travers la Belgique.

Et des livres, des articles, des brochures avaient été publiés chez nous : *La Doctrine de la défense nationale*, par le capitaine Sorle (1912) ; *France et Allemagne*, par le lieutenant-colonel Grouard (1913) ; *Mission de couverture du 2<sup>e</sup> corps d'armée*, par « Une Sentinelle de l'Est » (1913) (1) ; *Considérations sur la défense de la frontière du Nord*, par le général Herment (2) ; *Nos frontières de l'Est et du Nord*, par le général Maitrot (3)... Tous ces auteurs annonçaient l'attaque presque inévitable par la Belgique.

« L'offensive allemande par la Lorraine, avec une attaque tournante par la Belgique, disait le général Maitrot, va être certainement abandonnée pour une autre conception. Pourquoi ? Parce

(1) Dans le *Progrès de l'Est*, 15 juin 1913 et suivants.

(2) Chapelot, Paris, 1913.

(3) Berger-Levrault, Paris, 1911, revu en juillet 1914.

que les Français ont tellement multiplié et renforcé les fortifications sur le front de la Lorraine que les armées allemandes n'y trouveront plus l'espace nécessaire pour la « manœuvre ». Qu'on veuille bien songer à ceci, qu'il ne s'agit plus, comme en 1870, d'effectifs de 500.000 hommes, chiffre déjà énorme, mais que ce sont des masses de 1 million d'hommes qui se choqueront de part et d'autre de la frontière. Pressées contre notre muraille de Chine, voyant les routes qui mènent à la Meuse fermées devant elles, les armées allemandes vont se dérober et transporter le centre de gravité de leur concentration dans une région où elles auront l'espace et la liberté de manœuvre, dans la région Cologne-Aix-la-Chapelle-Trèves-Coblentz. Il n'y aura plus alors sur le front de Lorraine qu'une attaque démonstrative ; l'effort principal des Allemands se fera sur la Meuse, de Maëstricht à Givet, et la Belgique tout entière deviendra le champ clos où la France et l'Allemagne videront leur querelle. Les armées françaises devront, elles aussi, changer leur concentration pour faire face aux Allemands ; elles appuieront donc leur droite à Verdun, leur gauche à Lille et à Dunkerque... Ce changement radical se produira quand les Allemands auront fermé aux Français les routes du Rhin, comme ceux-ci leur ont fermé les routes de la Meuse. *Et c'est ce à quoi ils travaillent maintenant... On estime que dans trois ou quatre*

ans, c'est-à-dire en 1914, tous ces travaux de défense seront finis... Trois ou quatre ans, voilà le temps dont dispose la France pour créer son front des Flandres, améliorer Hirson, terminer Maubeuge et créer le camp retranché de Lille ; car... les Flandres sans Lille c'est la frontière de l'Est sans Belfort... »

Et presque en même temps, — quelques mois après la présentation du funeste projet Messimy du 7 novembre 1911 dont nous aurons à parler — un autre général français qui connaissait bien, lui aussi, l'importance de Lille et de sa région, le général Herment, commandant l'artillerie du 1<sup>er</sup> corps, s'écriait : « Dans la situation où se trouve l'Europe on projette de raser les fortifications et les ouvrages de Lille, ainsi que les forts d'Hirson, de Maulde et de Flines. Quand ce sera fait, il existera entre Maubeuge et Dunkerque une énorme trouée et notre frontière du Nord ne sera plus protégée... Croit-on que l'ennemi ne cherchera pas à mettre la main sur les richesses de cette région qu'il saura n'être pas défendue et qu'il ne tentera pas d'en priver la France?... » (1)

Cependant les ennemis de la fortification, les bouillants apôtres de l'offensive tête baissée et

(1) *Considérations sur la défense de la frontière du Nord.* (Paris, Chapelot, 1913) ; *L'État des forteresses belges et sa répercussion sur les défenses de la frontière du Nord.* (Paris, Lavauzelle, 1913).

du recul à 250 kilomètres, souriaient d'un sourire incrédule.

Comme nous l'avons dit, un projet de déclassements avait été présenté en 1911 par M. Messimy, alors pour la première fois ministre de la Guerre. C'était le 7 novembre 1911, peu après la provocation d'Agadir. Il y eut même trois projets déposés. Ils portaient le déclassement des forts d'Hirson, de Curgies, de Maulde, de Flines, de Condé-sur-Aisne, de Pagny-la-Blanche-Côte et de Bourlemont ; des citadelles de La Fère et de Laon ; de l'enceinte et des ouvrages détachés de Lille. — Le renforcement de ces ouvrages, disait-on dans l'exposé des motifs, exigerait des travaux coûteux ; ces remparts gênent les populations ; le Conseil supérieur de la Guerre, constitué en Conseil de défense, approuve la proposition ; le déclassement comporterait, d'ailleurs, démantèlement, « afin d'empêcher que dans une guerre malheureuse ils (ces ouvrages) ne puissent être utilisés contre nous par l'ennemi ».

Le rapporteur était M. Vandame, député de Lille. Les deux premiers projets furent votés sans discussion par la Chambre le 26 mars 1912, par le Sénat le 11 juillet 1912, et promulgués comme lois d'État le 17 juillet 1912. Tous ces forts tombaient, tous ces remparts, sauf *ceux de Lille*. Seuls l'enceinte et les ouvrages détachés de Lille restaient, grâce à l'intervention d'un député.

« M. Messimy et M. Vandame — explique M. Fernand Engerand (1) — avaient obtenu le déclassement de Hirson, Curgies, Maulde, Flines, Condé-sur-Aisne, Pagny-la-Blanche-Côte, Bourlemont, La Fère et Laon, en inscrivant à l'ordre du jour la discussion du projet « sous réserve qu'il n'y aura pas débat ». Cette appellation étrange — discussion sous réserve qu'il n'y aura pas *débat* ! — est l'euphémisme parlementaire dont on désigne le vote par surprise ; on glisse le projet à l'ordre du jour en fin de séance ; personne, le plus souvent, ne s'en aperçoit, et le lendemain le vote est enlevé à l'improviste ; mais l'affaire est manquée si un orateur s'inscrit et demande la discussion. » Pour Lille, le commandant Driant s'inscrivit, et ainsi, pendant deux ans, il empêcha le vote du projet.

Mais les apôtres de l'offensive à outrance ne croyaient pas à l'attaque par la Belgique :

« La violation de la neutralité belge par l'Allemagne — s'exclamait un des leurs — ne peut que donner lieu à la destruction complète de son armée. Le général Bernhardi, s'il est un brillant général de cavalerie, est un bien médiocre stratège ; si nous étions à la place de ses compatriotes, nous l'inviterions fortement à retourner sur les bancs de l'École de guerre pour revoir son Clausewitz... Quant à nous, nous ne pouvons,

(1) *Le Secret de la Frontière*, page 91.

avec nos amis belges, que désirer ardemment l'adoption de ses idées par le grand État-major allemand ; jamais la victoire ne nous aura été si facile. »

Et, à la veille de la guerre, les décrets des 28 octobre et 2 décembre 1913 sur « la conduite des grandes unités et le service des armées en campagne » affirmaient ces principes avec une admirable assurance : « La conduite de la guerre est dominée par la nécessité de donner aux opérations *une impulsion vigoureusement offensive...* Portée par nous jusqu'à la perfection, la doctrine de l'offensive nous a valu les plus glorieux succès, et, par une contre-épreuve cruelle, le jour où nous l'avons méconnue, elle a précisément fourni à nos adversaires les armes à l'aide desquelles ils nous ont vaincus... Le premier devoir du chef est de vouloir la bataille... Pour vaincre il faut rompre par la force le dispositif de combat de l'adversaire. Cette rupture exige des attaques poussées jusqu'au bout sans arrière-pensée ; elle ne peut être obtenue qu'au prix de sacrifices sanglants... »

Le commandant Driant, le général Herment toujours s'obstinaient à défendre Lille. Le sénateur Maxime Lecomte consacrait un livre émouvant à la même tâche (1). Le général Pédoya,

(1) *Neutralité belge et invasion allemande*, Volume in-8 de 608 pages, aujourd'hui introuvable.

discutant la loi des trois ans, intervenait à son tour — le 12 juin 1913. Puis, le 13 mars 1914, à propos du budget de la Guerre, M. Daniel Vincent, député du Nord, s'efforçait d'attirer l'attention de la Chambre sur la menace allemande, sur ces travaux étranges, inquiétants, que faisait l'Allemagne au bord du Luxembourg...

En réponse à ces avertissements répétés, le 16 mars 1914, M. Noulens, ministre de la Guerre, réclama le déclassement de Lille. Il le réclamait comme une chose urgente. M. Vandame, député du Nord, était, cette fois encore, rapporteur du projet. M. Noulens l'appuyait. « Le gouvernement, dit-il, ne voit que des avantages à cette discussion et il soutiendra le projet. » Le commandant Driant se félicita d'avoir, pendant deux ans, empêché « cet événement d'une forteresse indispensable à la défense du Nord ». « Le général Lebas, déclarait-il, chargé de la défense de Lille, se fait fort de défendre le camp retranché en dépit des difficultés locales ; je suis persuadé avec lui qu'un chef décidé à tenir énergiquement conserverait Lille à la France au moins pendant une vingtaine de jours. »

— « Vingt jours, c'est peu ! interrompit M. Vandame.

— « C'est déjà beaucoup, répliqua M. Driant ; en vingt jours notre sort peut se décider. »

M. Vandame, paraît-il, avant de consentir à

porter devant la Chambre ce projet de loi, avait hésité, avait tenu à consulter l'État-Major de l'armée et la direction du Génie. Il lui avait été répondu : « Rien à craindre ; les Allemands n'auront que 25 corps d'armée et une attaque par la rive gauche de la Meuse n'est pas possible (1). »

Cependant, le 17 juillet 1914, inquiet de nouveau, prévoyant la catastrophe, le député du Nord avait adressé au général Pédoya, président de la Commission de l'Armée, une lettre par laquelle il demandait qu'on ne procédât pas à ce déclassement deux fois sollicité par lui-même. Il était trop tard. La campagne avait porté ses fruits. Le mal était fait. Quelques jours après, le 1<sup>er</sup> août 1914, — le jour même de la déclaration de guerre à la Russie, — M. Messimy, obéissant aux impulsions de l'État-Major, déclassait en quelque sorte la place de Lille et, par simple télégramme ministériel, déclarait supprimé l'emploi du gouverneur de Lille. M. Viviani, président du Conseil, approuvait.



Les ennemis de la fortification triomphaient,  
— sans arrière-pensée, sans souci d'aucun genre.

(1) ENGERAND, ouvrage cité, p. 164.

Avaient-ils donc à se préoccuper de nos richesses minières, industrielles, artistiques et autres ? Ils les ignoraient. Bon nombre d'entre eux sans doute estimaient n'avoir nullement à les connaître.

Un anonyme général X... n'écrivait-il pas, l'autre jour (1) : « Chez nous, la guerre c'était affaire de militaires, rien de plus, et chacun travaillait dans son coin » ? Puis il ajoutait, non sans quelque douce philosophie : « Est-ce la faute de l'État-Major, est-ce la faute des industriels ? Je crois bien qu'il y a de la faute des deux, sans compter le gouvernement qui, tout de même, ne doit pas se désintéresser de la question sous prétexte qu'il existe une administration compétente à qui il a donné pour mandat de défendre le pays. Dans ces conditions, pourquoi voulez-vous que l'État-Major, *pour qui le terrain, selon la formule des plus grands capitaines, n'a aucune valeur*, fit l'impossible pour conserver ce petit coin du sol, pareil, dans son esprit, à n'importe quel autre ?... » — Il s'agissait du riche bassin lorrain de Briey, abandonné, lui aussi, comme fut abandonnée notre région du Nord, et l'excellent général X... — après 50 mois de guerre — venait donner les raisons qui, selon lui et, sans doute, selon ses camarades

(1) « Pourquoi n'a-t-on pas bombardé Briey ? » (*Le Matin*, 14 février 1919.)

de l'État-Major, avaient amené l'abandon de cette partie du territoire français. A cet abandon, disait-il, il y avait eu deux causes : 1° l'impossibilité absolue de construire là des forts sans provoquer aussitôt de violentes protestations de l'Allemagne ; 2° surtout, l'insignifiance militaire de ce lieu, qui n'offrait aucun avantage, ni stratégique, ni tactique. Et il expliquait : « C'est toujours sur les mêmes champs de bataille que se sont heurtés les peuples en guerre ; il y a, à l'usage des conquérants, un Bædeker d'un genre particulier qui leur fait choisir telle plaine, tel défilé, telle trouée spécialement destinée par la nature à ces rencontres armées. Tous les ans, les professeurs de l'École de guerre conduisaient leurs élèves sur ces lieux historiques. Lisez les voyages d'État-Major, vous y verrez qu'il y est question du sol et de ses accidents, mais jamais du sous-sol et de ses ressources. Le bassin de Briey ne figure pas sur le Bædeker du stratège. » Notre frontière du Nord non plus, selon toute apparence, ne figurait pas « sur le Bædeker du stratège ». Au Grand État-Major, au Conseil supérieur de la Guerre on ignorait que Briey produisait du fer, dont, à l'aide de la houille, on faisait de l'acier, dont on peut faire des canons, pour tuer nos soldats. On ignorait également sans doute que le sous-sol du Nord recèle en quantité notable de cette houille qui sert à fabriquer des canons, à chauffer des fours d'usines

et des locomotives, que le Nord est une région riche et qu'il est bon de la conserver. Mais « les plus grands capitaines » — qui firent la guerre autrefois — n'ont-ils pas enseigné que « le terrain n'a aucune valeur » ! Et si, par hasard, un terrain sans valeur militaire, « tactique ni stratégique », possède quelque autre valeur, quelque richesse utile au pays, c'est aux industriels de le dire, au gouvernement de s'en occuper. Quant aux militaires, ils n'ont qu'à « manœuvrer l'ennemi », pour les offensives vigoureuses, et victorieuses, en des « lieux historiques », suivant les règles immuables de la guerre.

---

## II

### LA GUERRE LILLE VILLE OUVERTE

Lille, en cette fin de juillet 1914, vivait paisiblement — laborieuse et riche, toute à ses industries, à son commerce.

Elle avait près de 220.000 habitants, ses vieux remparts, dessinés par Vauban, et leurs talus gazonnés où venaient jouer les enfants du peuple, se reposer parfois les ouvriers, les ouvrières des fabriques, flâner les « petits pioupious d'un sou » en pantalon rouge — en ce temps-là, par les beaux dimanches, au bras de quelque amoureuse. — Elle avait sa belle Citadelle, son Palais-Rihour, construit par les ducs de Bourgogne, du moins les vestiges de son Palais-Rihour (conservés dans la partie sud-ouest de l'Hôtel de Ville), son antique église Saint-Étienne, son église Sainte-Catherine, commencée au temps des Espagnols, son Hôpital Militaire. Elle avait son Palais des Beaux-Arts et son Palais Rameau, son Nouveau Théâtre dont elle s'enorgueillissait. Elle avait surtout sa Grand'Place qui était son cœur et son âme, cette Grand'Place où, chaque

mercredi, depuis le XI<sup>e</sup> siècle, se tenait le grand marché institué par Bauduin IV de Flandre ; sa Grand'Place et sa Bourse magnifique, toute ciselée, joyau de l'architecture hispano-flamande, sa Grand'Garde devant laquelle passa le Bien-Aimé Louis XV allant coucher au Palais-Rihour (1745) et du perron de laquelle Testelin, joyeux, annonçait au peuple lillois la proclamation de la République ; et sur la haute colonne de pierre, au centre de cette place, se dressait toujours sa fière « Déesse », glorieux souvenir du fameux siège de 1792.

Les sièges ne manquent pas dans les annales lilloises. Elle fut souvent convoitée, la vieille cité des Flandres, — par Philippe-Auguste, Philippe-le-Bel, Louis XIV, les Autrichiens...

Se souvenait-elle beaucoup de ces choses anciennes ? Elle tissait le fil, le lin, la laine aussi, fabriquait du linge de table, des draps, des toiles de toute sorte ; elle avait plus de vingt filatures de lin et d'étoupes, 53 tissages, des fabriques de fil à coudre, de fil à dentelles, de fil pour cordonniers, des ateliers de ferronnerie, de menuiserie d'art, des faïenceries, des briqueteries, des imprimeries, des fonderies de caractères, des brasseries, des blanchisseries de fil et de grandes entreprises de produits chimiques, de constructions mécaniques, une raffinerie, une manufacture des tabacs ; elle était un centre agricole considérable, le plus important

de toute cette région, une des plus grandes villes de France.

Elle travaillait. Elle s'occupait surtout de son présent, ne s'inquiétait guère, sans doute, au sujet de son avenir. Quelle raison de s'inquiéter ? Elle non plus, ne voulait pas croire à la guerre. Parfois elle se plaignait de ces remparts — qui la gênaient, qui l'empêchaient de grandir, de respirer et de travailler à son aise. Puisque ces vieux murs, disait-on, n'étaient plus, aujourd'hui, de nulle utilité...

Auprès d'elle deux grandes cités populeuses se confondaient presque avec elle — Roubaix et Tourcoing. Elle avait aussi, dans son voisinage immédiat, les puissants ateliers et les forges de Fives ; à quelques kilomètres d'elle, au Nord-Ouest, la grande localité d'Armentières, avec ses 30.000 habitants et ses tissages, ses filatures, ses nombreuses fabriques de linge de table surtout, ses brasseries...

Des forts détachés, épars dans la campagne, l'entouraient et la défendaient. Mais la défendaient-ils bien ? Question fréquemment débattue, sur laquelle les avis différaient. Ces forts, disait le général Maitrot, étaient beaucoup trop rapprochés de l'enceinte, en outre ils ne sauraient résister aux nouveaux explosifs, entre autres à un certain mortier de 21 centimètres dont parlait une brochure allemande, répandue dans toutes les librairies militaires de Berlin, —

mortier « tirant sur roues, c'est-à-dire sans plateforme, et pouvant lancer à 14 kilomètres un projectile contenant une trentaine de kilos d'explosifs » — ; néanmoins, il convenait, non seulement de les conserver, ces ouvrages, en les améliorant, mais d'augmenter leur nombre. Quant à l'enceinte, il était possible de la modifier un peu, dans les parties masquées par ces villes voisines ; dans ces parties, les remparts pouvaient être remplacés « par une forte grille ou par un simple mur précédé d'un fossé sec, tracés en avant des agglomérations à englober » ; et, comme on l'a fait dans l'Est, aussi bien du côté français que du côté allemand, en pleine région forestière, on dégagerait soigneusement tous ces ouvrages, ménageant des vues notamment sur les deux flancs de Roubaix. En tout cas, de manière absolue, il fallait défendre Lille, car « la place de Lille n'appartient pas à la frontière du Nord seule ; elle *appartient à la France !* elle fait partie de son patrimoine militaire » (1).

Dé même le général Herment, comme nous l'avons vu, exigeait le maintien de Lille. Lille devait être maintenue énergiquement et, de plus, armée de canons à tir rapide. Démanteler Lille serait non seulement manquer de prudence, mais manquer à nos devoirs vis-à-vis de la Bel-

(1) Général MAITROT, *Nos frontières de l'Est et du Nord*, op. cit.

gique, dont nous avons garanti la neutralité (1).

Quant au général Coupillaud, ancien gouverneur de Dunkerque, s'il voulait conserver les forts — assez mal situés, d'ailleurs, et qui ne pouvaient servir à grand chose, — il abandonnait bien volontiers, naturellement, les vieux remparts de Vauban. A quoi peuvent-ils servir ? « Nous ne sommes plus à l'époque... où femmes et enfants couraient après les bombes pour les noyer. » La guerre aujourd'hui « *devra être essentiellement manœuvrière* ». Du reste, la France serait-elle « assez riche en troupes manœuvrières pour doter Lille d'une suffisante garnison » ? (2)

En ce même temps, le général Lebas, gouverneur de Lille, affirmait que la ville pouvait et *devait* être défendue par l'inondation, que, grâce à l'inondation, elle serait « mieux défendable que Maubeuge ». Et le général de Castelnau, jetant son double décimètre sur la carte, déclarait : « *Lille est indéfendable ! Mesurez vous-même. Voyez le front belge à occuper. Les Allemands ne disposeront que de 20 corps d'armée. Jamais ils n'oseront attaquer par la Belgique* (3). » C'était aussi l'avis du général Joffre.

(1) Général HERMENT, *Considérations sur la défense de la frontière du Nord*, op. cit. — et *France militaire*, 14 décembre 1912.

(2) Général COUPILLAUD, article dans le *Nord Illustré* (Lille, 1<sup>er</sup> mai 1910).

(3) Déposition du Général LEBAS devant la Commission

Et le Génie militaire avait récemment autorisé la ville à pratiquer dans sa ceinture fortifiée une brèche de 12 mètres pour livrer passage à son Grand Boulevard — ce fameux boulevard nouveau dont on était si fier, qui joint Roubaix à Lille.

Cependant les incidents d'Agadir, en 1911, avaient causé quelques soucis. Mais ils étaient oubliés aujourd'hui.

Aussi quelle émotion, ce 1<sup>er</sup> août 1914, quand on apprit que l'Allemagne venait de déclarer la guerre à la Russie, notre alliée !



Quelle émotion ! — La Guerre ! Était-ce possible ? Permettrait-on de telles horreurs !

Pourtant, des gens qui semblaient bien informés manifestaient de l'inquiétude. La mobilisation, disaient-ils, ne pouvait tarder : demain peut-être des troupes de couverture se mettraient en marche.

Et la mobilisation, en effet, fut décrétée, ce jour même, à 16 heures. La nouvelle courut comme une traînée de poudre. Les ateliers, les usines se fermaient. On s'interpellaient dans la rue ; des groupes se formaient aux portes.

d'Enquête. Il y rendit compte d'une réunion tenue en 1913, où fut étudiée la question du déclassement de Lille.

Le lendemain, 2 août, l'Administration militaire prit possession de la Gare ; et ce fut le régime nouveau, le régime guerrier, la fin de tout mouvement commercial. Quel changement ! Plus de marchandises qu'on apporte, de voitures qui s'arrêtent devant les grandes baies vitrées et dont descendent les voyageurs, avec leurs bagages. Des uniformes ; des baïonnettes ; des képis rouges dans la foule, parmi ces gens qui s'en vont et que des parents, des femmes, des amis accompagnent, ces gens qui s'en vont on ne sait où, un paquet sous le bras, la musette au flanc dans laquelle on a mis des vivres pour la route. Et l'on s'embrasse, on pleure, on chante. Quelques officiers sont là. Des sergents de service, la jugulaire au menton, inspectent des livrets.

Puis, à la Banque de France, à la Caisse d'Épargne, à la Trésorerie Générale, autre spectacle, autre public. Là c'est de l'argent qu'on vient chercher, qu'on vient attendre, anxieusement, patiemment, en longue file devant le guichet, sous l'œil vigilant de la police.

Puis, au seuil des épiceries et des boutiques de comestibles, la clientèle prudente qui redoute un siège — sait-on jamais ? comme à Paris en 1870 ! — et qui veut du chocolat, des sardines, du thon, des pâtes alimentaires...

Les trains s'emplissent, se succèdent. Des figures animées rient nerveusement, des mains

s'agitent aux portières. On chante la *Marseillaise*. On crie : « Au revoir ! A bientôt ! » On va leur régler leur compte, à ces Allemands ! Depuis trop d'années ils nous provoquent !

Avec quelle émotion on salue ces troupes qui s'en vont à la frontière, — à la victoire ! — ces drapeaux !... Le 43<sup>e</sup> est déjà parti — ce cher 43<sup>e</sup> bien connu des Lillois. Des ouvriers Belges circulent, — de ces ouvriers agricoles qui viennent en France pour la moisson — paisibles, avec leurs cheveux blonds, leurs pipes de terre rouge, leur teint couleur de brique. On les fête, on les entoure. C'est une cacophonie de *Marseillaise*. Les Belges qui arrivent, les Français qui partent ne se lassent pas de s'acclamer mutuellement. — On va les recevoir, ces Allemands, et les arranger, leur montrer par où l'on rentre dans leur pays ! Et on leur fera un pas de conduite, par la même occasion ! — La ville est ardente, vibrante. La nuit, des chants guerriers éclatent dans la rue, aux portes des estaminets.

Le lundi 3 août, on vit arriver un homme de haute taille, à la physionomie énergique : le général Percin, du cadre de réserve, rappelé à l'activité la veille et nommé commandant de la 1<sup>re</sup> région.

Le 6 août *l'Echo du Nord* annonçait sa nomination : « le général Percin, né à Nancy en 1846, officier d'artillerie, blessé à Loigny, puis au

second siège de Paris, ex-directeur de la Manufacture de Saint-Etienne, général de division en 1903, ex-commandant du 13<sup>e</sup> corps d'armée, membre du Conseil supérieur de la guerre, en outre écrivain de valeur... »

Ce même lundi 3 août, à 9 heures du soir, le nouveau commandant de la 1<sup>re</sup> région s'était entretenu avec M. Trépont, préfet du Nord, ainsi qu'avec le général Lebas, ex-gouverneur de Lille, des dispositions que nécessiterait l'état de siège ; car la ville allait être mise en état de siège.

Ainsi que nous l'avons dit, l'emploi de gouverneur de Lille avait été supprimé le 1<sup>er</sup> août ; du moins, par télégramme du 1<sup>er</sup> août, le général Lebas avait appris que de ce jour son État-Major cessait d'exister et que lui, Gouverneur de Lille, recevrait très prochainement une autre destination.

Ce soir du 3 août également, à 10 heures et sur convocation du Préfet, avait eu lieu à la Préfecture une réunion des représentants des principales banques lilloises et des grandes industries de la région, réunion au cours de laquelle avaient été discutées les mesures à prendre en vue de continuer « la marche normale de l'industrie locale et d'assurer le règlement des salaires » (1).

Puis de bonnes nouvelles se répandirent.

(1) *Echo du Nord*, 6 août 1914.

Le 9 août, les journaux annoncèrent que les Français étaient entrés en Alsace. Quelle joie ! Après avoir livré un brillant combat aux Allemands, nos troupes s'étaient emparées d'Altkirch, de Mulhouse ! « Événement historique, disait-on, que saluent les acclamations d'un peuple et la justice de l'histoire. » Le général Joffre venait d'adresser aux habitants une proclamation :

« Enfants de l'Alsace,

« Après quarante-quatre années d'une douloureuse attente, des soldats français foulent à nouveau le sol de votre noble pays. Ils sont les premiers ouvriers de la grande œuvre de la revanche. Pour eux, quelle émotion et quelle fierté !

« Pour parfaire cette œuvre, ils ont fait le sacrifice de leur vie ; la nation française unanimement les pousse, et, dans les plis de leurs drapeaux, sont inscrits les noms magiques du droit et de la liberté.

« Vive l'Alsace !

« Vive la France !

« JOFFRE. »

Quant à l'armée russe, « forte de 500.000 hommes et disposant de 700 canons », elle se trouvait sur la frontière allemande, « prête à avancer » (1). Et l'Angleterre mettait sur pied 200.000 hommes, dont 20.000 avaient déjà débarqué à Zeebrugge. Toutes les fenêtres se garnirent de drapeaux. Les quartiers ouvriers surtout attes-

(1) Londres, *Standard*.

taient leur allégresse. Dans les rues de Wazemmes, entre autres, on marchait sous une véritable voûte fleurie aux couleurs françaises, belges, anglaises et russes.

Ce furent quinze jours de confiance patriotique.

Cependant Liège se défendait péniblement, nous avons abandonné Mulhouse, et Pont-à-Mousson était bombardée « à distance ». « Patience ! Confiance ! » s'écriait M. Stephen Pichon, dans le *Petit Journal*. « Patience ! Confiance !... Le gouvernement a pris de rigoureuses mais sages décisions en n'admettant, sur tout ce qui concerne les conditions essentielles de notre défense nationale, que la publication des communiqués officiels. Il n'y a qu'eux qui doivent faire foi. Pour tout le reste, soyons sur nos gardes... Nous saurons par les voies gouvernementales *tout ce que nous devons savoir*... Qu'aurait-on, d'ailleurs, à nous dissimuler ? Tout ce qui se passe depuis la déclaration de guerre confirme l'unanime et excellente impression qui s'est manifestée d'un bout à l'autre du territoire. *Tout arrive comme nos autorités militaires l'avaient prévu.* »

Non, ne nous inquiétons pas : les forts de Liège tiennent toujours et l'armée belge a repris l'offensive. Nous allons attaquer, nous aussi, de nouveau. Et alors,... quand les Russes marcheront à leur tour !.. Oh, alors !..

Pourtant des pessimistes s'inquiétaient de toutes ces lenteurs et de toutes ces imprécisions. « Patience ! Confiance ! Soyons sur nos gardes. » Que dissimulait-on ?

La ville était en état de siège. Aucune manifestation tumultueuse n'y devait être tolérée. Les cafés, cabarets, débits de boissons, par ordre de l'autorité militaire, fermaient à 10 heures du soir. Dès son arrivée, le général Percin avait été péniblement surpris en apprenant, par le chef de la section territoriale de l'État-Major, que cette place, qu'il avait crue « place de guerre », armée en conséquence, était en réalité déclassée, sans gouverneur, puisque son gouverneur, le général Lebas, allait prochainement recevoir une autre destination, puisque son État-Major venait d'être dissous, que, par ordre du Ministre de la Guerre, une bonne partie du matériel constituant son armement et comprenant, entre autres choses, toutes les sections de mitrailleuses avec leurs approvisionnements de cartouches, avait été expédiée sur Maubeuge, Hirson, Vincennes ou Versailles (1). Et, les jours suivants, ces expéditions continuèrent, en vertu d'ordres adressés au commandant du parc d'artillerie. Tout cela devenait désagréable, inquiétant. D'ailleurs, les nouvelles n'étaient point mauvaises. On en rece-

(1) Réponses écrites du général Percin (16 novembre 1914) aux questions posées par le général Pau le 6 novembre 1914.

vait fort peu. On n'était renseigné que par les communiqués, tous très rassurants. Le 18 notamment, l'un d'eux affirmait que « la situation des armées françaises en Belgique était toujours brillante ». On était à la veille de Charleroi. Mais le 18 aussi on apprit que les Allemands approchaient.

Ils paraissaient se diriger sur Lille. Pour s'opposer à leur avance, le général d'Amade venait de recevoir le commandement d'une armée de trois divisions territoriales (laquelle armée fut bientôt portée à quatre divisions). Le lendemain il adressait un de ses officiers d'État-Major au général Percin. Le général d'Amade, disait cet officier, compte sur l'appui de la place de Lille. — Le général d'Amade ignorait le déclassement de la place de Lille ! — Alors tout aussitôt, le 20 août, le général Percin se rendit auprès de son chef hiérarchique, à Arras — où était établi le quartier du général d'Amade. Il importait de le voir, de lui parler, de solliciter des ordres, de s'entendre avec lui, de le renseigner exactement sur la situation actuelle de Lille. Ah ! la situation, elle était bien simple : 200 bouches à feu, mais pas une seule mitrailleuse ; et ces bouches à feu étaient en magasins ; pas un canon sur les remparts ; pas un obus chargé ; pas une gargousse confectionnée. — On avait négligé d'informer de tout cela le général d'Amade.

Cependant, affirmait le général Percin, si l'on ne perdait pas de temps, rien n'empêchait de faire « une défense très honorable ». A la rigueur, « en se dispensant de construire des plates-formes, on pouvait assez rapidement remettre les pièces en batterie, charger quelques obus et confectionner quelques charges ». Mais les canonniers manquaient.

Il offrit de passer par Douai en regagnant Lille, de voir le général de brigade Herment qui résidait là, qui commandait l'artillerie de la première région, de conférer avec lui. — Sans doute Herment pourrait-il fournir le matériel et le personnel nécessaires ; il était, d'ailleurs, particulièrement qualifié pour diriger les travaux de réarmement et de défense de la place.

Le général d'Amade approuva ces idées.

Deux heures après il recevait de Douai une dépêche du général Percin lui annonçant que dès le lendemain, le général Herment arriverait à Lille avec 1.000 canonniers, 3 batteries de 75 et un escadron de cuirassiers.

De plus, le 22, par télégramme, le commandant de la première région demandait au Ministre de la Guerre 40 mitrailleuses et 2 avions. Le 22 également, à 9 heures du matin, arrivait le général Herment avec le matériel et le personnel promis. Puis le général d'Amade envoyait 9.000 hommes d'infanterie prélevés sur les divers dépôts des environs.

La défense s'organisait. Toutes ces troupes, s'ajoutant à celles qu'on avait, étaient réparties entre les différents ouvrages de la place. On visitait les forts ; on établissait des postes avancés devant Roubaix, devant Tourcoing. « Le 21 août, dit M. Engerand (1), la place de Lille comptait 14.971 hommes » ; puis, à l'aide des prélèvements effectués, la nuit même, sur chacun des régiments de la région, cette garnison s'éleva tout aussitôt à 25.000 hommes. Tous ces forts — dont 14 sur 21 étaient bétonnés —, tous ces ouvrages se trouvaient très suffisamment garnis, et munis.

Cependant ces préparatifs guerriers causaient quelques inquiétudes, principalement, semblait-il, parmi ceux que leur situation chargeait du soin de défendre la ville. — Que prévoyait-on ? Qu'allait-il arriver ? Que se passait-il là-bas, dans la campagne ?

Un soir, trois uhlans furent amenés. Des éclaireurs, en patrouille dans les environs. Ils avaient été capturés, disait-on, du côté du Croisé-Laroche, à 8 kilomètres de Lille. On les enferma à la Grand-Garde et, de 8 heures à minuit, plus de 2.000 Lillois stationnèrent sur cette Grand'Place, devant cette Grand-Garde, pour les voir sortir, ces Allemands !... Quelques jours plus tôt, on avait aussi promené par les rues des casques de

(1) *Le Secret de la Frontière*, p. 550.

cuir bouilli et des bottes jaunes à tiges molles — des casques et des bottes de ces Germains, de 3 ou 4 de ces Germains tués dans une rencontre aux alentours. Ces spectacles inspiraient des enthousiasmes mêlés de craintes. On regardait ces artilleurs avec leurs canons sur les remparts. Ces défenseurs, vus d'en bas, n'avaient pas l'air bien menaçant.

Le 21 août, à 5 heures du soir, dit M. Georges Wauquier, adjoint au maire de Lille (1), le maire, M. Delesalle, reçut dans son cabinet, en présence de ses adjoints et de quelques personnalités, le commandant du génie Mercier, attaché à l'État-Major du général Percin.

Dans une interview qu'il accorda vers le début de novembre 1918 à un rédacteur du *Journal* et qui parut le 4 novembre (2), M. Delesalle, *par erreur*, ainsi que nous le verrons, donnait à cet entretien la date du 23 août et il le racontait ainsi : « Le 23 août, brusquement, le commandant Mercier, du génie, se présenta à mon cabinet de la part du général d'Amade, qui commandait à Arras l'armée du Nord. Il venait me demander de réquisitionner la population civile pour aider à la mise en état de défense de Lille

(1) Lettre du 10 décembre 1915, adressée à M. André Fage et publiée dans le *Bulletin des Réfugiés du Nord* du 15 décembre 1915.

(2) *Le Journal*, 4 novembre 1918 ; article signé LUCIEN CHASSAIGNE.

en entassant aux portes des obstacles de toute sorte. Je fus suffoqué. « Il y a donc un si pressant danger ? » — « Je l'ignore absolument : je vous transmets la demande du général. » — « Mais pourquoi, alors, ne pas lever les ponts-levis ? » — « Cela prendrait trop de temps. »

« A cette conversation assistait M. Lemoine, ingénieur des travaux. Il fit remarquer au commandant à quels dangers de représailles cette immixtion de la population civile dans des travaux militaires exposait la ville. Le commandant reconnut le bien-fondé de l'observation et promit d'en référer à ses chefs. »

« Je fus suffoqué », dit M. Delesalle. A la date du 21 août il eût pu être « suffoqué », étonné tout au moins ; à la date du 23 il ne le pouvait pas. Et voici pourquoi :

Le 22, M. le Maire de Lille, accompagné du Préfet du Nord et de deux sénateurs de la région, était venu demander au général Percin d'éviter à la population lilloise les horreurs d'un siège si la place n'était pas en état de défense et si ces souffrances, ces ruines devaient être inutiles. — Il faut l'avouer, le rôle de M. Delesalle, bon patriote et maire d'une ville menacée de bombardement, était en cette circonstance un rôle assez difficile à tenir. — M. Delesalle, au courant des préparatifs qu'on faisait sur les remparts et dans les forts de Lille, était donc allé — le 22 — trouver le général Percin. Voici

comment celui-ci rapporte les faits (1) :

« Dans la matinée du 22 j'avais reçu la visite du Maire de Lille, accompagné du Préfet du Nord et de deux sénateurs de la région. « — Notre population, me dit M. le Maire, serait assez patriote pour supporter les horreurs d'un siège, si la place était en état de faire une défense sérieuse. Mais il n'en est rien. Votre détermination expose donc inutilement mes concitoyens à des représailles redoutables. »

« Je répondis à M. le Maire : que je n'avais qu'à exécuter les ordres de mes chefs ; que, personnellement, je jugeais Lille capable, dans son état actuel, de prêter un appui sérieux aux opérations des troupes en campagne ; que ce serait une honte d'abandonner à l'ennemi, sans coup férir, cette portion du territoire national ; que si la place tenait seulement quinze jours, ce seraient quinze jours pendant lesquels les troupes ennemies, ainsi tenues en échec, ne se trouveraient pas en face du général Joffre. »

Puis il ajoute : — « Afin qu'il restât trace de cet entretien, j'envoyai à la presse un communiqué qui parut le 24, dans l'édition de *l'Écho du Nord*, destiné aux communes extérieures et aux départements limitrophes, édition dont j'ai un exemplaire entre les mains. Ce communiqué,

(1) Général PERCIN, *La Vérité. Lettre à un ami*. (25 septembre 1914.)

qui atteste ma résolution de défendre la place, est ainsi conçu : « Certaines personnes se sont émues des mesures prises pour remettre la place et les forts de Lille en état de défense. Cette émotion est injustifiée. La première région est une portion du territoire national comme les autres, dont l'accès doit être interdit à l'ennemi, comme on interdit l'accès de toutes les autres. Si cette région ne contenait pas de fortifications, on opposerait à l'envahisseur simplement des troupes de campagne. On remuerait alors la terre ; on construirait alors des ouvrages de circonstance, comme on le fait dans toutes les opérations défensives. Des ouvrages existent. Il serait étrange qu'on ne les utilisât pas. Si, après une résistance énergique, la garnison succombe, elle aura fait son devoir, comme la garnison de Liège a fait le sien, en immobilisant pendant un certain temps une partie des forces ennemies. »

Il semble donc certain que cet entretien du Maire de Lille avec le commandant Mercier, à la Mairie, eut lieu, non le 23, mais le 21. A la suite de cet entretien, M. Delesalle ne se contenta pas d'aller trouver le général Percin, il envoya deux de ses adjoints à Arras, vers le général d'Amade. « Celui-ci, dit M. Delesalle (1), refusa tout renseignement sur la situation militaire. « S'il le

(1) Interview précitée.

faut, se borna-t-il à dire, je défendrai Lille rue par rue, maison par maison... »

Et il continue :

« Cette réponse, tout en nous réconfortant, nous étonna, car, à notre connaissance, aucune troupe française n'était massée dans les environs. » — M. Delesalle ignorait-il donc les quatre divisions du général d'Amade, divisions auxquelles vont s'ajouter, le 25 août, deux divisions de réserve ?

« Cependant, dit-il, les nouvelles, d'après l'État-Major, étaient plus rassurantes : la crainte d'un raid audacieux sur Lille pouvait être écartée lorsque, le 24 au soir, une automobile stoppa sur la Grand'Place, amenant quatre prisonniers allemands capturés aux portes mêmes de la ville. Ce fut le signal d'une vive panique ; de nombreux habitants partirent.

« Le docteur Debierre, sénateur, accourut à la mairie. Mis au courant des déclarations du général d'Amade, il s'éleva contre elles avec violence, affirmant que le président du conseil, M. Viviani, lui avait donné l'assurance que Lille était et resterait ville ouverte. »

M. Delesalle semble commettre une seconde erreur de date. Mais après plus de quatre années, si remplies, si dramatiques parfois, une erreur de date est admissible. « Le 24 au soir, dit-il, une automobile... » Si cette automobile chargée de quatre prisonniers allemands arriva le 24

août, sa venue, l'émotion qu'elle causa ne purent avoir nulle influence sur l'événement suivant, que M. le Maire de Lille paraît attribuer en partie à la panique et qu'il raconte en ces termes :

« Une réunion eut lieu à laquelle assistaient, outre M. Debierre et moi, MM. Delory et Ghesquière, députés. Il fut décidé que nous irions à Paris, au Ministère de la Guerre, afin d'établir nettement la situation. »

Cette réunion eut lieu, non pas le lundi 24, mais le dimanche 23, au café Jean, rue Faidherbe. En effet, relatant certains détails de cet épisode historique, la *Dépêche* de Lille, le 24 octobre 1918, citait de M. Delory ces paroles : « Dès le début de la guerre, exactement le 23 août 1914, le Maire de Lille nous pria d'aller trouver le gouvernement pour savoir ce qu'il entendait faire de la ville. Allait-on défendre la ville ? Si oui, il convenait de lui donner les moyens de résistance. Si non, on devait lui éviter le bombardement. »

D'autre part, nous lisons dans le *Réveil du Nord*, à la date du 26 août 1914 :

« D'accord avec M. le Maire de Lille, MM. Debierre, Delory, Ghesquière, Brackers d'Hugo, Wauquier, sont allés faire une démarche à Paris auprès du Président du Conseil.

« Partis lundi matin (24) par le train de 8 heures, ils sont arrivés à Paris vers midi. Immédia-

tement ils se sont rendus au quai d'Orsay (ministère des Affaires étrangères), pour y voir M. Viviani, président du Conseil, qui les a reçus vers 3 h. 1/2.

« Ghesquière nous a ainsi exposé l'entrevue des représentants de Lille avec le Ministre :

« Nous sommes allés expliquer la situation de  
« la ville de Lille au Ministre. Nous lui avons  
« dit que la ville était exposée, par suite du  
« simulacre de forces en garnison à Lille, à de  
« larges représailles de la part de l'ennemi, d'au-  
« tant plus que les meilleurs canons étaient  
« envoyés depuis quelques jours dans les forts  
« de Maubeuge et remplacés par de vieux modè-  
« les qui étaient insuffisants.

« Le Président du Conseil nous a répondu,  
« qu'avant notre venue, il avait donné l'ordre  
« dès le matin (24 août) au Préfet et au général  
« commandant la place de dégarnir la ville de  
« Lille à l'effet de ne pas laisser à celle-ci la  
« situation de place forte et que par conséquent,  
« puisqu'elle était déclassée, il était inutile de  
« faire une défense, qui, nous le disons plus  
« haut, n'aurait pu qu'exciter les Allemands,  
« s'ils étaient venus à Lille, contre la popula-  
« tion, sans utilité pour la défense nationale. »

Puis ce journal ajoute :

« Comme il n'y avait plus de train pour ren-  
« trer le soir, Debierre et Ghesquière ont pris un  
« train le lendemain matin (25 août), mais, les

chemins de fer ne fonctionnant plus sur une partie de la ligne, ils ont dû emprunter des moyens de locomotion divers et ils viennent de rentrer ce matin (26 août) seulement, vers 11 heures. »

M. Delesalle, « à la dernière minute, dit-il, ayant appris la chute de Tournai », n'avait pas cru pouvoir abandonner son poste et s'était fait remplacer par un de ses adjoints. M. Viviani, au dire de M. Ghesquière, déclarait à 3 h. 1/2 — *la Dépêche* de Lille dit à 2 h. 1/2 — qu'il « avait donné l'ordre *dès le matin* au préfet et au général commandant la place de dégarnir la ville de Lille à l'effet de ne pas laisser à celle-ci la situation de place forte ».

A quelle heure parvint cet ordre au préfet ? Il parvint au commandant de la place — c'est-à-dire au général Herment, devenu *commandant intérimaire de la 1<sup>re</sup> région* — à 5 h. 30 du soir, par l'intermédiaire du général d'Amade, qui, semble-t-il, l'avait reçu lui-même vers 3 heures, ainsi que nous le verrons.

Mais d'autres faits s'étaient produits qu'il importe de noter dans leur ordre chronologique.

Le dimanche 23 août, vers 4 heures du soir — presque à l'heure où se réunissaient au café Jean les autorités civiles — était arrivé à Lille le général d'Amade. Il venait, de la part du Ministre de la Guerre, offrir au général Percin

les fonctions d'inspecteur général de l'artillerie de la réserve et de la territoriale (1). En même temps il annonçait son intention d'attaquer, le lendemain matin, dès l'aube, Tournai, que l'armée belge avait dû évacuer, et il demandait le concours de la cavalerie de Lille et de l'artillerie d'un des forts.

On venait également de recevoir un avis fort inquiétant : l'ennemi s'était avancé jusqu'au nord de Tourcoing et de Roubaix, où il avait fait sauter des dépendances de la gare de Mouscron ; cette nouvelle ajoutait à l'émotion publique.

Ce même soir, à 10 heures, M. Messimy informait le Directeur du parc d'un envoi qu'il lui faisait — envoi de 14 mitrailleuses — et le lendemain 24, dans la matinée, il lui annonçait télégraphiquement 3 millions de cartouches d'infanterie et 3.000 coups de 75 (2).

Dans la même matinée du 24, *entre 8 et 9 heures*, le général Percin apprenait, par message téléphonique, qu'il était nommé « inspecteur général des formations d'artillerie de la réserve et de l'armée territoriale » (3). Le général Herment recevait le commandement intérimaire de la 1<sup>re</sup> région (4).

(1) Lettre du 25 septembre 1914, précitée.

(2) Réponses écrites du général Percin aux questions du général Pau (6 novembre 1914).

(3) Lettre Percin du 25 septembre 1914, précitée.

(4) Réponses verbales du général Percin (21 septembre 1914).

Quelques heures plus tard, ce lundi 24 août à 5 heures et demie du soir, revenant d'observer du haut du fort de Sainghin des opérations qui s'effectuaient sur le plateau de Bouvines, rentrant à son quartier général, le général Herment y trouvait beaucoup d'effervescence et ces trois messages émouvants :

1° — « Aujourd'hui 24 août, à 15 heures 45, le général d'Amade a adressé au général commandant la défense de Lille le message suivant : — En réponse à la communication téléphonique relative à la défense de Lille, le général d'Amade fait connaître ce qui suit : *Considérez Lille comme ville ouverte, retirez les troupes des forts et des remparts.* Faire évacuer, d'accord avec le préfet, valeurs de banque par auto et chemin de fer vers l'intérieur. Demander au général Herment de téléphoner au général d'Amade s'il y a les dispositions prévues pour évacuation dépôts artillerie arsenal de Douai, lui demander ordre d'urgence pour ces évacuations en raison importance matériel. »

2° — « *Général d'Amade, commandant groupe divisions territoriales, à général commandant défense de Lille : — Lille étant considérée comme ville ouverte, toutes les troupes et les dépôts qui l'occupent l'évacueront immédiatement et coopéreront à la défense du barrage principal entre la 81<sup>e</sup> division à gauche et la 82<sup>e</sup> division à droite. Le secteur à occuper par ces troupes et dépôts s'étendra à La Bassée exclu à Aire-sur-la-Lys exclu. Ces troupes seront sous les ordres du général Tournier. Prière d'informer cet officier général de la mission qui lui est confiée. Le quartier général du général Tournier sera installé à Lillers.* »

3° — « Le commandant en chef adresse au général d'Amade le télégramme suivant : — Donnez les ordres pour évacuer par voie ferrée la plus grande quantité possible de matériel artillerie et génie se trouvant à Lille et mise hors service du reste. Vous signale comme devant être évacués 2.280 fusils modèle 1886, la mélinite. »

Le général Herment fut très ému — lui qui, depuis plusieurs jours, avec tant d'ardeur, organisait la résistance, lui qui depuis si longtemps avait lutté pour la défense de Lille, pour la défense du Nord. Il voulut avoir la confirmation de ces instructions auxquelles il ne pouvait croire : il rédigea un télégramme chiffré à l'adresse du général d'Amade, mais ce télégramme ne put être expédié, les communications étant rompues.

Voici, d'après M. Léon Gobert, conseiller municipal de Lille, actuel rédacteur en chef du *Journal des Réfugiés du Nord*, ce qui venait de se passer dans les hautes sphères administratives lilloises en cet après-midi mémorable du 24 août 1914.

« Vers 3 heures et demie, dit-il, un coup de téléphone convoqua un certain nombre de personnes à la Préfecture et l'on apprit soudain que l'évacuation de Lille par les services militaires et administratifs était décidée : l'ordre venait de Paris. Il n'y avait qu'à s'incliner (1). »

(1) *Journal des Réfugiés du Nord*, 27 mai 1916.

Puis, sans entrer en plus de détails à ce sujet, notre confrère ajoute :

« Ce qui est certain, c'est qu'à cinq heures la poste était fermée, les fils télégraphiques et téléphoniques coupés, les appareils démontés ou mis hors d'usage ; que les mêmes mesures étaient prises dans quelques maisons possédant des appareils télégraphiques. Le chemin de fer avait reçu l'ordre de se replier en même temps que les administrations publiques ; le dernier train pour Paris partait à 6 heures et demie du soir ; le matériel était évacué vers le nord du département. Pendant toute la fin de l'après-midi et la soirée, les trains portaient emmenant les fonctionnaires, les archives, etc..., etc..., vers Dunkerque, Calais et Boulogne.

« En même temps on apprenait que les Allemands étaient arrivés en masses profondes à Orchies, à Saint-Amand, à Valenciennes dans l'après-midi. Leurs colonnes débouchaient de tous côtés, couvrant les routes, se hâtant vers Paris. A Souain, les agents du chemin de fer avaient pu signaler leur passage ; à Valenciennes les soldats du 2<sup>e</sup> territorial se retiraient en faisant le coup de feu. »

Évacuant ainsi ces services divers, M. Trépont s'était conformé aux instructions ministérielles. Le directeur des postes de Lille s'était ponctuellement conformé aux instructions préfectorales — reçues vers 4 heures et demie ce 24 août 1914

et tout aussitôt confirmées par l'État-Major de la 1<sup>re</sup> région.

Et l'acte était accompli. Avec ses 25.000 hommes, avec l'appui certain des 80.000 hommes que possédait le général d'Amade (1), Lille était déclarée ville ouverte, tout à coup, alors que les généraux Herment et Percin l'estimaient parfaitement capable de se défendre, au moment où M. Messimy, Ministre de la Guerre, lui envoyait des mitrailleuses et des munitions.

Le général Percin, le soir même, se mit en route, par Béthune et Saint-Pol, vers Paris, son nouveau poste. On l'accusa d'avoir causé l'envahissement du territoire national, d'avoir fait évacuer la place de Lille, cédant aux instances de certaines autorités civiles, d'avoir trahi la France, empêché la jonction des troupes alliées... Plus tard on raconta que le général d'Amade lui avait sauté à la gorge, que le général French lui avait brisé son épée, qu'on l'avait fusillé, qu'il s'était suicidé, etc., etc...

Il tenta d'arrêter ces calomnies. Il écrivit trois fois au Ministre de la Guerre, — alors M. Millerand (qui remplaçait M. Messimy depuis le 26 août), — n'en reçut aucune réponse, essaya de publier une protestation, — dont l'insertion fut interdite par le bureau de la presse, — et

(1) M. Engerand évalue l'ensemble de ces forces à 120.000 hommes.

finalement, le 30 août, fut relevé de ses fonctions d'inspecteur général de l'artillerie.

Et il attendit plus de 25 mois la réparation de ces injustices — réparation qui lui fut accordée d'abord, en octobre 1916, par M. Briand, « désireux de donner à M. le général Percin la satisfaction morale à laquelle il a droit », ensuite par M. Painlevé, qui, le 14 juillet 1917, le nomma Grand-Croix de la Légion d'honneur.



Donc, le 24 août 1914, dans l'après-midi, était ordonnée l'évacuation de Lille, ville ouverte. M. Hanotaux affirme (1) que cet ordre vint du Ministère de la Guerre. Avant de le donner, le ministre avait-il consulté le Général en chef ? Cela semble établi par le texte même du troisième message ci-dessus : « *Le commandant en chef adresse au général d'Amade le télégramme suivant :...* »

« C'était l'abandon sans combat de Lille et de toute la région... Moment critique. C'est le sort de la vallée de l'Escaut, peut-être de la Somme et de toute la région du Nord, qui se joue...

(1) HANOTAUX, *Histoire illustrée de la Guerre de 1914* (t. VI, p. 54).

Laissera-t-on accomplir le projet d'enveloppement? » (1)

Quoi qu'il en soit, cette évacuation, commandée brusquement, s'effectua dans un grand désordre. Le 26, les Lillois purent lire sur les murs de leur ville cette affiche peu optimiste que les circonstances paraissaient motiver pleinement :

« Le Maire a télégraphié hier par Arras au Ministre de l'Intérieur, pour lui signaler l'abandon de notre Cité par tous les services administratifs et militaires.

« Notre Ville est en effet isolée de tout : plus de chemin de fer, plus de téléphone, plus de télégraphe, plus de poste.

« Méfiez-vous, par conséquent, de toutes les fausses nouvelles qui tendraient à vous faire perdre le sang-froid, le calme, la résignation dont vous avez plus que jamais besoin. La situation n'a pas changé, l'ennemi occupe toujours une portion très rapprochée de notre territoire.

« L'Administration municipale porte tout son effort sur la question de l'alimentation et sur le développement de plus en plus étendu des fourneaux économiques.

« Elle essaye, par tous les moyens possibles, d'atténuer la crise terrible que nous subissons. Elle demande à tous les bons citoyens de l'aider dans sa tâche.

« Pour le maintien de l'ordre, une garde civique a été organisée par des hommes de bonne volonté.

« Pour les transports variés l'Administration fait

(1) HANOTAUX, *ibid.*

appel au concours de ceux qui possèdent des attelages et les hommes nécessaires au chargement.

« Encore une fois le Maire de Lille supplie la population de demeurer silencieuse et calme devant l'éventualité qui reste toujours aussi menaçante.

« Hôtel-de-Ville, le 26 août 1914.

« Le Maire de Lille, CH. DELESALLE. »

Paroles peu rassurantes : « le calme », « la résignation », « l'éventualité qui reste toujours aussi menaçante » ! Une vive inquiétude se révélait. Quant à la première phrase, signalant « l'abandon » de la ville « par tous les services administratifs et militaires », elle était surtout un *avis d'exécution* : le préfet, le général commandant la place s'étaient conformés aux ordres qu'ils avaient reçus de M. Viviani, président du conseil. M. le Maire de Lille *l'annonçait*. Il ne pouvait s'étonner de ces ordres ni de leur exécution.

Ils avaient été donnés bien brusquement, ces ordres — venus du Ministère de la Guerre, du Grand Quartier Général, du Commandant en chef », ainsi qu'il est attesté par le message n° 3 : « *Le Commandant en chef adresse au général d'Amade...* » — ; ils furent exécutés hâtivement, au milieu d'un grand désordre. « *A 5 heures*, dit M. Delesalle (1), un coup de téléphone me fit connaître que, définitivement, Lille était ville

(1) Interview précitée (*Le Journal*, 4 novembre 1918).

ouverte et ne serait pas défendue. Le jour même, les soldats présents partirent, non sans un serrement de cœur. Les agents de police remirent leurs revolvers à l'autorité militaire. Tout fut abandonné ; 600 chevaux, des équipements par milliers ; les casernes restèrent vides et ouvertes. Le préfet, l'administration des postes, les chemins de fer partirent également ; l'ennemi était à Valenciennes. La mairie seule resta et fit face à tous les besoins. La population gardait un calme admirable. »

On avait, dit M. Victor Méric (1), oublié sur des tables, dans des bureaux ouverts à tout venant, des documents précieux, même des papiers intéressant la défense nationale, et, dans les grands magasins généraux militaires, rue Royale, on ramassa « 8900 kilos de sucre cassé, 900 kilos de sucre cristallisé, 136 sacs de café à brûler, 198 sacs de sel, 241 caisses de boîtes de conserves, 188 sacs de riz, 48 paniers de lard, 44 sacs de lentilles, 36 cuves et 50 fûts de saindoux, 12 balles de haricots », puis, à la caserne Saint-Ruth, on découvrit « 600 chevaux abandonnés et appartenant à l'autorité militaire, plus loin encore, dans les pâturages, 132 bœufs et 1200 moutons, également abandonnés ; enfin, les autorités civiles purent sauver du désastre 37.000 fusils Lebel, 16.000 fusils transformés,

(1) *Journal du Peuple*, 18 juin 1919.

un million de cartouches, 400.000 kilos de poudre salpêtre pour la mélinite, 5 millions de kilos en préparation, de nombreux obus, caisses à munitions et canons, 5.000 équipements militaires, etc., etc... »

Ce fut un affolement sans doute. De son côté, M. Engerand nous fournit la liste des approvisionnements de toute sorte sauvés ou détruits par le général Herment (1) : « 1800 fusils, dit-il, 240 tonneaux de mélinite, 3000 cartouches de 75, les obus, et les armements de 90, 300.000 cartouches 1886 furent évacués ; les bouches à feu de la place furent mises hors de service, leurs culasses arrachées ; les organes de pointage, les guidons, les hausses, les raies de roues, les organes des canons-revolvers brisés... » — Ces deux énumérations montrent, tout au moins, que les munitions et provisions ne manquaient pas à Lille, le 24 août 1914. — En exécution des ordres ministériels, les 81<sup>e</sup> et 82<sup>e</sup> divisions territoriales furent envoyées dans les secteurs désignés. Le 25 août, le général Herment est à Douai pour en régler l'évacuation : il sauve ainsi 18.000 fusils, 1.600.000 cartouches 1886, 15.000 obus. Le 27, il prend à Arras le commandement des troupes qui y avaient été évacuées et les ramène par étapes à Rouen, Elbeuf et Louviers, où il les embarque pour la 12<sup>e</sup> région...

(1) *Le Secret de la Frontière*, p. 559.

Depuis lors, le général Herment fut chargé de réorganiser les dépôts d'artillerie de la 12<sup>e</sup> région. En février 1916, son commandement fut supprimé : Galliéni lui en promit un autre, mais Galliéni mourut et la promesse ne fut pas tenue. Herment fut oublié et, depuis lors, l'homme sur les idées duquel notre artillerie a vécu en partie depuis cette guerre, celui qui, dès 1912, annonça les étapes de l'invasion de 1914, qui eût sauvé Lille si Lille avait dû être sauvée, celui-là, ne pouvant rentrer dans son pays occupé, vit sans emploi à Périgueux, désespéré d'avoir vu les événements lui donner si cruellement raison, et ceux qu'il avait en vain avertis dédaigner toujours ses services... (1) »

\*  
\*  
\*

Et ce fut une « vive panique », comme dit M. Delesalle — une vive panique produite par l'affolement gouvernemental, par les indécisions et brusqueries du haut commandement qui n'avait rien prévu, qui avait opéré toute sa concentration à l'Est, qui, prodigieusement obstiné, ne voulait pas reconnaître ses erreurs, ni diriger promptement, résolument vers le Nord les troupes qu'il y fallait avoir, un haut commandement, à la fois irrésolu et têtue, qui perdait son

(1) *Le Secret de la Frontière*, pp. 559-560.

temps et gaspillait ses forces en de petites attaques infructueuses, et maintenant, visiblement, perdait la tête devant ce flot germain descendu de Belgique — formidable — en marche vers Paris. Alors on s'efforçait de paraître confiant, de calmer les inquiétudes grandissantes. « L'Allemagne est envahie ! L'armée russe déferle ! » criait-on pour s'étourdir. Et, comme le disait l'autre jour M. Messimy à la Commission d'enquête sur Briey (1), « dès le 1<sup>er</sup> août il avait été décidé au conseil des ministres que le gouvernement, tout en conservant la direction générale de la guerre, ne s'immiscerait en quoi que ce soit dans la conduite des opérations ». Donc on ne s'immisçait pas ; on obéissait respectueusement, aveuglément. On avait hésité longtemps avant de se décider à déclasser Lille ; puis on l'avait déclassée tout à coup, par simple décret, alors que pour cette opération une loi était nécessaire — aux termes de la loi du 10 juillet 1851 — ; puis on avait semblé vouloir défendre cette place, lui envoyant des mitrailleuses et des munitions — après l'avoir à peu près dégarnie de toute son artillerie — donnant au général d'Amade quatre divisions de territoriale afin qu'il s'opposât à l'avance de l'ennemi ; et subitement, un beau matin, on la déclarait ville ouverte, on commandait son désarmement, l'é-

(1) *Le Matin*, 30 mars 1919.

vacuation de sa garnison, de son matériel, de ses administrations ! Comment de tout cela ne fût-il pas résulté quelque panique ?

Beaucoup de gens fuyaient, vers Calais, vers Boulogne, vers Dunkerque surtout. En cette dernière ville s'était rendu notamment le préfet du Nord, « pour y assurer la continuation des services départementaux, et cela sur l'ordre du gouvernement ». Certains l'accusèrent d'avoir, en cette circonstance, manqué de sang-froid et contribué à l'affolement général. Il n'avait fait que se conformer aux ordres reçus. Des Belges aussi affluaient à Lille, fuyant l'invasion.

Et les Allemands ne vinrent pas.

« Ils n'étaient pas à même de venir à Lille, dit le général Herment, ils n'y sont pas venus le 25 août ; le 26 seulement, une de leurs patrouilles s'y montra l'après-midi, et ce n'est que deux jours après qu'un faible détachement entra dans la ville ; ce détachement nous l'aurions aisément anéanti ; il a, d'ailleurs, après un court séjour, quitté la ville et celle-ci n'a été réoccupée qu'au commencement d'octobre. Jusque-là, nous aurions donc eu tout le temps pour améliorer la défense et y recevoir des renforts. Le 24 août, la 88<sup>e</sup> division, qui était à Templeuve, dans le camp retranché, aurait pu être mise à ma disposition pour la défense de la place et j'aurais pu à la même date être soutenu par la 81<sup>e</sup> division qui était à Armentières. Les

Allemands étaient dans l'impossibilité d'enlever une forteresse à cette époque, lorsque celle-ci était défendue par plus de 60.000 hommes et qu'ils n'avaient pas pris Maubeuge. Il y avait, d'ailleurs, dans la région d'autres troupes, car, le 25 août, le général d'Amade reçut les 61<sup>e</sup> et 62<sup>e</sup> divisions de réserve, et il eût été bon de conserver Lille, même en y plaçant les 81<sup>e</sup> et 88<sup>e</sup> divisions, car *nous aurions pu agir sur les communications allemandes et gêner leurs opérations tant avant qu'après la Marne.* »

---

### III

#### PREMIÈRE ENTRÉE DES ALLEMANDS A LILLE UN PARLEMENTAIRE L'AFFAIRE DE FIVES

En ce même temps, de nombreux et graves événements s'accomplissaient, d'autres se préparaient qui devaient modifier la face de la guerre.

Tout le long de notre frontière du Nord, Anglais et Français étaient en pleine retraite. Après quatre jours de combats héroïques (21, 22, 23 et 24 août) nous avons perdu la sanglante bataille de Charleroi. Craignant l'enveloppement, le général Lanrezac, commandant la V<sup>e</sup> armée française, avait dû reculer. Le 25 août, le général French, dans une situation très périlleuse, se repliait, heureusement couvert par sa cavalerie. Le 26 il était à Saint-Quentin, le 27 à Noyon, le 28 à Compiègne. Les Allemands, en masses, se hâtaient vers Paris.

Le 24 dans la soirée, — ce jour même où

Lille avait été déclarée ville ouverte —, suivant les conseils du général Gallieni et rompant enfin avec ses habitudes d'aveugle soumission aux volontés du Haut Commandant, M. Messimy avait osé prendre une initiative ; — il s'en vante à juste titre et la France lui en doit être reconnaissante ; — il avait rédigé à l'adresse du généralissime cet ordre, qui fut expédié le 25 août à 5 heures du matin :

*« Ordre au général commandant  
les armées du Nord-Est.*

« Si la victoire ne couronne pas le succès de nos armes et si les armées sont réduites à la retraite, une armée de trois corps actifs au minimum devra être dirigée sur le camp retranché de Paris pour en assurer la garde. Il sera rendu compte de la réception de cet ordre.

« MESSIMY. »

Une lettre accompagnait ce message. Il y était dit :

« Mon cher général et ami....

« Ci-joint enfin un ordre dont l'importance capitale ne vous échappera pas : ordre de donner à Paris une garnison minima de trois corps d'armée actifs en bon état, en cas d'échec.

« Il va de soi que la ligne de retraite du reste de l'armée devrait être tout autre et couvrir le centre et le sud de la France.

« Nous sommes décidés à la lutte à outrance et sans merci.

« Affectueusement vôtre,

« MESSIMY. »

Ainsi se formait cette armée de Paris qui devait, dix jours plus tard, gagner la bataille de l'Ourcq sans laquelle il n'y eût pas eu de victoire de la Marne.

Et le lendemain, 26 août, M. Messimy, qui avait donné cet ordre, qui avait voulu, peu auparavant, imposer au généralissime la présence déplaisante et l'effective collaboration du général Gallieni, — M. Messimy cessait d'être Ministre de la Guerre, était remplacé par M. Millerand. Quant au général Gallieni, le même jour, il devenait gouverneur de Paris. On sait comment il défendit la capitale et servit la France (1).

A Lille, pendant ces journées fiévreuses des 21, 22, 23 et 24 août, on avait entendu gronder le canon de Charleroi. On disait : « C'est Maubeuge qui se défend ! Maubeuge est imprenable ! » Puis on était resté presque sans nouvelles, sans journaux, le télégraphe ne fonctionnant plus. Les services des postes et des chemins de fer étaient à Béthune et Arras ; l'Etat-Major, les

(1) Voir *L'Œuvre*, 29 mars 1919, et *Le Matin*, 30 mars 1919 (Enquête sur Briey).

bureaux de recrutement et de la place, à Béthune ; les services administratifs du département et la Trésorerie générale, à Dunkerque. La ville, abandonnée, s'engourdissait un peu. — Et ces Allemands ne venaient pas ! Le 25, était venu un officier d'État-Major qui avait licencié le vieux et joyeux corps des *canonniers sédentaires*, si fiers de leur bel uniforme et d'avoir vu le jour en 1348. En vérité, leur fondation datait de l'an 1348 !... Et les autres, les fuyards, ne rentraient que lentement. Enfin, on les revit. Ils ne se glorifiaient pas outre mesure de leur escapade. On les plaisantait sans méchanceté, ces « froussards ! » Accoudés aux clôtures qui bordent la voie ferrée, assis sur les talus herbeux des fortifications, des promeneurs, des promeneuses, tranquilles sous ce beau ciel d'été, les regardaient passer, les saluaient de bonjours ironiques : — « Ah ! ah ! les voilà, les froussards ! » Le 26 plusieurs journaux lillois reparurent. Ils n'étaient pas très renseignés. *Le Réveil du Nord* disait entre autres choses : « Nous avons pu voir M. Trépont, Préfet du Nord, rentré à Lille ce matin avec tous ses chefs de services.

« Malgré les difficultés des communications, M. le Préfet, qui s'était rendu à Dunkerque, ainsi que nous l'avions annoncé, a pu s'entretenir avec le Gouvernement à la fin de la journée d'hier.

« Après avoir été mis au courant de la situa-

tion, le ministre a autorisé M. le Préfet à réinstaller à Lille tous les services publics, où ils continueront à fonctionner dans la mesure du possible comme par le passé...

« Par ordre du général d'Amade, toutes les troupes de dépôts antérieurement casernées à Lille rentreront dans la soirée. Le général Herment reprendra à Lille son commandement.

« Des informations que nous avons recueillies, il résulte que la situation de Lille paraît bonne et que nous sommes à l'heure actuelle à l'abri d'un revers. Evidemment, dans toutes ces matières une surprise est toujours possible, mais elle nous paraît en ce moment plutôt douteuse, et la population ne doit pas s'affoler.

« Contrairement aux prévisions pessimistes de ces derniers jours, il semble que l'occupation de Lille par les Allemands est fort improbable.

« Nous ne possédons aucune information précise sur les combats qui se sont déroulés dans la région. Toutefois, on assure que dans les engagements qui se sont produits au sud de Lille, du côté de Saint-Amand, Orchies, Templeuve, l'avantage est resté à nos troupes.

« De nombreux blessés, ayant pris part à ces rencontres, ont été amenés la nuit dernière dans les diverses ambulances de Lille. »

Les postes et télégraphes, téléphones, chemins de fer, la Trésorerie générale, tout fonctionnait maintenant...

Le 31 août, vers 6 heures du soir, on vit arriver sur la Grand'Place une auto dans laquelle était assis un officier allemand, en dolman gris vert, élégant, coiffé d'une toque recouverte de toile grise. Sur le siège, près du chauffeur — gros homme en costume de cycliste, — un soldat allemand, armé d'un fusil. Ils se dirigèrent tout aussitôt vers la Mairie.

L'officier se nommait Von Ooppel. Avant la guerre il demeurait à Paris, il était fondé de pouvoir de la Société des Lampes Osram et s'occupait spécialement de la partie technique de cette entreprise importante. Vers le 15 juillet 1914 il avait quitté la capitale brusquement, disant que, pour ses affaires, il se rendait en Allemagne et donnant son adresse nouvelle — à « la Deutsche Gaschlicht, 23 Rotterstrasse, à Berlin ». On n'avait plus entendu parler de lui. Pour le moment il venait de Lens. Il y était arrivé le matin même en compagnie de quatre de ses hommes — quatre hussards de la mort, dont il était le lieutenant — et il y avait déjà fait quelque honorable besogne : d'abord il avait mandé le maire, M. Emile Basly, pour lui annoncer l'arrivée très prochaine de 30.000 Allemands et le menacer d'exécutions impitoyables si les habitants se livraient à la moindre manifestation d'hostilité ; ensuite il avait failli étrangler un ouvrier belge qui, disait-il, l'avait mis en joue, avait « voulu tirer sur lui avec son

revolver » ; ensuite il s'était fait servir à l'hôtel un petit déjeuner copieux et, comme son café au lait lui semblait trop chaud, avait avalé d'un trait, sans façons, la chope d'un des adjoints attablé près de lui ; puis, avec la même désinvolture et suivant les mêmes procédés allemands, il s'était, à bon compte, procuré l'automobile d'un commis-voyageur rencontré dans cette salle d'hôtel — cette automobile dont il usait pour ses voyages. Il voulait, déclarait-il, « aller à Lille et gagner la croix de fer ». Puis il avait loué, à raison de 5 francs par jour, ce chauffeur, qui était un luxembourgeois, « marchand, à l'abonnement, d'étoffes pour meubles », riche commerçant établi à Lens, pour son plus grand bien et le plus grand mal des pauvres ouvriers ses clients qu'il exploitait et ruinait sans pitié — un certain Van Kiel. Ce gros homme devait payer cher sa trahison, « son bon petit commerce » avec les Boches ; il fut tué par eux, peu de temps après.

Donc, ce lieutenant Von Oppel — ou Koppel ; il signait parfois ainsi —, avec son chauffeur et son soldat, s'en alla trouver M. Delesalle et eut avec lui un entretien, — dans la cour de la mairie. Il venait lui annoncer l'arrivée prochaine, en cette ville ouverte, d'une forte garnison allemande et lui commander vivres et logements pour ces hommes. Et il venait seul, du moins à peine accompagné, en auto. Il avait

agi de même, ce matin, à Lens. Il devait agir de même après-demain à Roubaix. Ses compatriotes en firent autant à Douai, dans de nombreuses villes françaises, dans la plupart des villages, sur leur route.

A 9 heures, ce soir même, il était de retour à Lens, — toujours fringant, trépidant et déhanché, le revolver au poing. — Vingt-deux ans. Un petit homme blond, frénétique, criant, jurant, gesticulant ; un petit homme aux yeux gris et durs, à la fine moustache, aux lèvres minces et méchantes.

Il dit : « Je reviens de Lille. J'ai accompli ce que je voulais. J'y retournerai demain. Je veux voir le préfet (1). » Il ne parla plus de la croix de fer.

« Décidément, dit M. Basly, le séjour de Lens plaisait au lieutenant von Opper ; le lendemain, il choisissait chez M. Leleu, l'épicier de la grande place, des jambons, des pâtés et des confitures ; mais comme la nourriture ne suffit point sans l'élégance, chez M. Lecomte, le marchand de confectons, il prenait des pantalons de toile, des paires de bretelles. Le tout, naturellement, payé en bons de réquisitions. »

Toujours pressé, il saisit ensuite les armes déposées par les Lensois et les fit porter sur des

(1) Pour ces visites de Von Opper à Lens, lire l'intéressant article du député-maire EMILE BASLY, dans le *Petit Parisien* du 31 août 1917.

camions automobiles ; entre deux chargements, il sauta à la gorge d'un nommé Aubry, un garçon boucher qui, paraît-il, avait ri en le regardant... C'était chez lui un geste instinctif, un réflexe de brute, mais d'une brute qui aimait les bons cigares et portait au poignet une fine chaînette d'or.

Le « chauffeur » disparut avec son maître du mercredi au samedi. Ce mercredi 2 septembre, le lieutenant Von Oppel s'en était retourné à Lille.

La veille, 1<sup>er</sup> septembre, les Lillois, avec surprise, avaient lu sur les murs de leur ville cette affiche :

« Mes chers concitoyens,

« Un émissaire du général allemand est venu de Lens, à la mairie, annoncer l'arrivée pour aujourd'hui mardi d'un corps de troupes important qui occupera la ville et les forts.

« J'ai fait, depuis quinze jours, de fréquents appels à votre calme : j'en ai aujourd'hui plus besoin que jamais.

« Que tous ceux qui ont confiance en moi entendent mon appel et facilitent la tâche que je vais avoir à remplir.

« Les attroupements sont formellement interdits.

« Le Maire,

« CHARLES DELESALLE. »

Ils étaient arrivés, ces Boches ! Et le lendemain, vers midi, il en vint d'autres. Une tren-

taine de leurs autos occupèrent la cour de la Mairie. Leur gouverneur eut plusieurs entrevues avec M. Delesalle. Il déclara s'assurer l'occupation de la place et de ses forts, puis exiger la présence, chaque soir à la Mairie, de M. le Maire et de deux conseillers municipaux de Lille. Deux conseillers de Roubaix, deux de Tourcoing leur tiendraient compagnie.

Et ce même mercredi 2 septembre ils firent un petit voyage à Roubaix, ces Boches. Vers une heure de l'après-midi, deux autos venant de Lille s'arrêtèrent devant l'annexe de la Mairie. Celui qui les commandait c'était toujours le lieutenant Von Oppel. Quatre soldats armés de fusils, M. Guislain, conseiller municipal de Lille, et un agent de police l'accompagnaient.

Le lieutenant descendit de son auto, posta ses hussards le long du perron, puis, s'adressant à M. Delbart, sous-inspecteur de police, qui se trouvait là de service, il lui dit : « A ma disposition. » En même temps un soldat allemand se plaçait derrière le sous-inspecteur.

« Allez prévenir le Maire et conseillers municipaux », ordonne le petit Von Oppel.

Des agents cyclistes, appelés, vont prévenir les autorités.

M. Fray, secrétaire général de la Mairie, qui se trouvait près de l'Hôtel de Ville, arrive immédiatement, ainsi que MM. Verbrugt et Desurmont, conseillers municipaux.

L'officier allemand leur donne dix minutes pour lui amener M. le Maire.

MM. Fray et Guislain se rendent au domicile de M. Lebas, et le ramènent rapidement.

Bientôt arrivent MM. Wattremez, De Brabander, adjoints, Wargnier, commissaire central, et plusieurs conseillers municipaux.

Le lieutenant leur déclare qu'ils vont être conduits de suite à Lille comme otages.

Il fait monter dans son auto MM. Lebas, maire, Fray, secrétaire général, et Kimpe, conseiller municipal, installe dans la deuxième auto MM. Wattremez et De Brabander, adjoints, invite les autres conseillers municipaux à se rendre en tramways à la Mairie de Lille, et charge MM. Wargnier, commissaire central, Guislain, conseiller municipal, et l'agent de police, d'aller prévenir la municipalité de Tourcoing d'avoir à se rendre également à la Mairie de Lille.

A Lille on s'était montré relativement raisonnable quant à la question pécuniaire. On savait notamment qu'à la Banque de France l'encaisse métallique était partie. A la Trésorerie générale on prit les 27.000 francs que l'on put trouver. On déclara qu'on respecterait les banques particulières. Puis on frappa d'une amende de 250.000 francs le journal *la Croix du Nord*, qui, parlant des Allemands, avait eu l'irrévérence de les dénommer « hordes teutones ».

Ne savent-ils pas bien ce qui se passe à Lille, ces Teutons ? Ils abondaient dans la région avant la guerre. A Lille, Roubaix, Tourcoing il y en avait dans presque toutes les maisons de commerce. « Il suffisait, pour se rendre compte de l'énorme proportion dans laquelle leur nombre avait augmenté, ces derniers temps surtout, d'aller le soir, la journée de travail finie, ou certains dimanches où ils n'avaient pas « autre chose » à faire, dans les grands cafés ; ils formaient là clans à part, où l'on se relâchait un peu à parler la langue gutturale, où l'on buvait force « demis » (1). — Et l'on se régalaient du *Berliner Tageblatt*, de la *Gazette de Cologne*, de *Simplicissimus*..., auxquels le cafetier avait dû s'abonner pour complaire à la clientèle. Puis, les hostilités allant s'ouvrir, on fila, on disparut à la façon du fringant Von Opperl, quitte à revenir peu après, toujours souriant, toujours engageant, sous l'uniforme d'officier boche ; — ainsi procéda le fameux Levin, le grand fourreur de la rue Esquermoise, capitaine de uhlans. Et combien, sans doute, étaient restés ! Quelle joie ce dut être pour eux de voir entrer tous ces compatriotes !

Et l'on se remue dans cette capitale des Flandres. Et voici d'autres affiches ; une, entre autres, signée du nouveau gouverneur :

(1) *Bulletin des Réfugiés du Nord*, 1<sup>er</sup> mai 1915.

« *A la Population.*

« Il est défendu de sortir après 10 heures du soir (heure allemande). Pour les cas exceptionnels, un permis particulier est établi par le maire et estampillé par le commandant, par exemple, pour les membres de la Croix-Rouge.

« Tous les magasins, hôtels, cafés et débits de boissons doivent être fermés à 10 heures du soir. Il est défendu de vendre de l'alcool aux soldats et aux habitants : toutes les bouteilles d'alcool doivent être retirées des étalages et des armoires.

« Le fait de détruire, de détériorer ou seulement de déranger ce que l'armée allemande a établi, en particulier les lignes du télégraphe et du chemin de fer, sera rigoureusement puni. De plus, la commune sur le territoire de laquelle de tels méfaits seraient commis sera chargée d'une forte contribution. — Quiconque héberge une personne étrangère à la commune doit le déclarer à la mairie avec renseignements nécessaires. Aucun étranger ne peut être introduit, ni demeurer en ville, sans l'autorisation du maire visée et approuvée par le commandant. Tout étranger suspect doit être immédiatement conduit au commandant.

Tout ce que les soldats allemands achèteront pour leur usage personnel sera payé comptant. Seules les réquisitions faites par l'armée pourront être payées par un bon de réquisition. Sur les marchés réguliers, aucune réquisition ne sera faite, aucune saisie ne sera opérée, et rien ne sera vendu sans argent comptant.

« CH. DELESALLE,  
Maire de Lille. »

VON BERTRAB,  
Generalleutnant. »

Et les maisons doivent être éclairées la nuit, les soldats logés, ainsi que les chevaux, les rou-

tes libres, ouvertes à la circulation, les armes déposées à la mairie dans les deux heures : et il est interdit de sonner les cloches, de communiquer avec *l'ennemi*, sous quelque forme que ce soit...

Et d'autres Allemands vont venir ! Que feront-ils des mobilisables ? Le Préfet s'inquiète, demande instamment des ordres à l'autorité militaire de Dunkerque. La réponse tarde à venir. Enfin la voici : Ordre de diriger sur Dunkerque les hommes des dépôts renvoyés dans leurs foyers, puis les territoriaux et réservistes territoriaux non encore convoqués ou en sursis d'appel. — Alors il se hâte, commande l'évacuation immédiate. Quelle émotion, quel mouvement, tout cet après-midi, et toute cette nuit du 2 au 3 septembre ! Quelle foule notamment sur la place de la République, devant la Préfecture et sur tout le chemin d'exil ! Un Lillois, témoin de ces choses, nous les raconte de façon saisissante (1) :

« Dix heures du soir. Une rumeur insolite s'élève brusquement et grandit. On dirait que la ville s'éveille à l'heure où elle devrait s'endormir. Les portes des maisons résonnent sous les coups de poing. Des fenêtres s'entr'ouvrent et se referment. Des hommes courent, s'appellent, se cherchent dans la nuit, se rassemblent, se com-

(1) NOËL SABORD, *La Tempête sur les cimes*. (Grande Revue, juillet 1917).

muniquent la nouvelle : « Ordre de la préfec-  
 « ture : tous les mobilisables de 20 à 48 ans doi-  
 « vent se rendre, sans délai, à Armentières, à  
 « pied. Seuls les réformés et les Belges ne par-  
 « tent pas. »

« Devant la mairie de la Madeleine grouille  
 une foule enfiévrée. On monte, on descend les  
 marches de pierre ; on essaie de lire, à la clarté  
 faillarde des réverbères, des affiches périmées où  
 l'on cherche une confirmation. Certains se refu-  
 sent à croire, demandent un avis imprimé, un  
 ordre écrit, car l'imprimé, l'écrit seuls ont carac-  
 tère de vérité. « Si c'était vrai, il y aurait des  
 affiches. » Et dans leur désarroi, ils se crampon-  
 nent à cet espoir comme à une bouée qu'ils se  
 jettent eux-mêmes.

« Cependant, à la porte du commissariat de  
 police, un sergent de ville congestionné mar-  
 telle les têtes dures à grands coups de la même  
 phrase éperdument assénée :

« — Je vous dis, nom de Dieu ! que tous les  
 mobilisables de 20 à 48 ans, les ajournés de la  
 classe 14, les auxiliaires, les affectations spécia-  
 les partent sans délai. Avez-vous compris ?

« Ils finissent par comprendre et s'en vont.  
 Mais d'autres leur succèdent qui interrogent et  
 qu'il faut renseigner. Et l'agent égosillé se reprend  
 à frapper sur ces nouvelles têtes :

« — Je vous dis, nom de Dieu !...

« De toutes parts, les chemins charrient des

hommes, des femmes, des enfants qu'ils déversent dans la rue de Lille. Des familles se groupent autour du père qui va partir et l'accablent de recommandations. Des ouvriers sans faux-col embrassent durement leurs petits, puis s'éloignent, sans se retourner, par crainte de faiblir, jetant du bras par-dessus leur tête un geste résolu. Sur la chaussée, des colonnes se forment, par quartiers ou par professions, et s'ébranlent au pas, en chantant *Le P'tit Quinquin*. Des isolés qui, dans le malheur, recherchent la solitude, passent silencieux, la musette en bandoulière, et se perdent dans la nuit.

« Maintenant le fleuve humain a pris son cours. De ce confluent qu'est la place de la Mairie, il s'écoule vers la gare, lent, régulier, sombre, majestueux. Et le réservoir qui l'alimente semble devoir ne jamais tarir. »

Mais les gares de la Madeleine et de Saint-André sont fermées. Il faut donc continuer à pied le voyage. On se décide à emprunter la voie du chemin de fer. Dix-huit kilomètres le long des rails, sur les pierres cassées, qui roulent, parmi les traverses et les fils de signaux. Puis Armentières, envahie par cette foule. Des heures d'attente dans les estaminets où grouillent et se pressent tous ces fuyards. Enfin un train qui vous transporte à Dunkerque, en quatre grandes heures. Et là, le bateau, *le Mexico*, *le Ceylan*... « Les voyageurs pour la Pallice ! » Ah, les voyageurs

pour la Pallice... Ils se souviendront de leur voyage !...

Et cette nuit même — en cette triste nuit d'exode, — le fringant Von Oppel arrive, furieux, à la Préfecture — furieux plus qu'à son ordinaire, cet irascible petit officier. Il arrive suivi de ses hussards de la mort, escorté de M. Piquet, professeur d'allemand à la Faculté des Lettres de Lille, et de M. Gimat, conseiller de préfecture. Ayant, au pas de course, fait le tour du monument, posté des sentinelles à toutes les issues, il se dirige vers la porte qui donne sur le boulevard de la Liberté, sonne, demande M. Trépont. M. Trépont est au fumoir, assis près de la large table, en face du secrétaire général Borromée, avec lequel il s'entretient. Dès qu'il aperçoit le préfet, le jeune Von Oppel se précipite sur lui, le prend à la gorge, le renversant sur son fauteuil, s'écriant : « Vous préparez la mobilisation ! Vous préparez la mobilisation ! »

— « Vous êtes un officier allemand, vous ? » riposte M. Trépont, indigné.

— « C'est bien : vous allez être fusillé », déclare Von Oppel...

Le fidèle M. Borromée est housculé, contusionné.

M. Piquet — sorte d'otage-interprète choisi par le fougueux technicien des « Lampes Osram » — intervient ; M. Gimat de même ; et l'orage s'apaise — enfin —, non toutefois sans que le

bouillant hussard de la mort n'eût annoncé à MM. Trépont et Borromée qu'ils allaient être expédiés à Magdebourg (1). — Ah, ils veulent mobiliser !

Puis le lendemain, jeudi 3 septembre, nouvelle invasion de Boches. Ils sont 1200 environ, cette fois : 1.100 soldats du 55<sup>e</sup> régiment de landwehr, 100 cavaliers, plus 2 autos-mitrailleuses. Les fantassins se rendent à la Citadelle. Les cavaliers prennent leur quartier à la caserne de la Madeleine. Quant aux officiers, ils logent, les uns à l'hôtel, les autres dans des maisons particulières.

D'ailleurs, on voit peu ces Allemands, et, comme ils sont peu nombreux, ils ne commettent point d'exactions. Quelques sous-officiers seulement paradedent par les rues, le revolver au poing, roulant de gros yeux et parfaitement ridicules. On les siffle. Ils plastronnent davantage et se rengorgent. Mais on sait qu'ils sont là, et cela suffit pour vous opprimer, pour empoisonner l'atmosphère.

Et le samedi 5 septembre, grande nouvelle, étrange nouvelle : les Allemands s'en vont ! Les hussards de la mort, dit-on, sont déjà partis, depuis la veille, depuis cette nuit. Ils ont même,

(1) Voir le procès-verbal dressé par M. Piquet le 5 septembre 1914 et reproduit en partie par *Le Temps* (21 septembre 1914).

avant de partir, laissé aux Lillois un certificat de bonne conduite. Il était adressé à M. le Maire et libellé ainsi qu'il suit :

« Lille, le 5 septembre 1914.

« Monsieur le Maire,

« J'ai reçu l'ordre de marcher encore aujourd'hui dans le sud de la ville pour y faire des réquisitions. Je crois que je serai de retour demain; mais comme il sera possible que les autorités allemandes me remplacent encore ce jour par d'autres troupes, je vous envoie déjà aujourd'hui le certificat mentionné hier à la mairie.

« Agréez, Monsieur le Maire, mes civilités très distinguées.

« Lieutenant-Colonel KOPPEL,

« commandant le 55<sup>e</sup> régiment de la Landsturm. »

! Ce certificat ne fut pas publié, — sans doute parce que les Lillois sont gens modestes. Mais comme ils étaient contents! Comme ils les regardaient avec plaisir, ces Boches qui s'en allaient! — les officiers dans leurs autos; les fantassins de leur pas lourd, en leurs uniformes réséda crasseux... Ils étaient partis! moins fiers qu'à l'arrivée — disait-on —; et ils oublièrent deux autos à la mairie, ainsi que de nombreux vêtements.

Ce samedi 5 septembre, de bonne heure, l'auto de Von Oppel s'arrêta devant la mairie de Lens. Seul, le chauffeur Van Kiel en descendit. « Il

vint frapper à la porte de mon cabinet, — rapporte M. Basly.

« Quand je vis entrer le traître, je serrai les poings, soulevé par le désir de le jeter dehors ; avec peine, je me contins pourtant.

— Que venez-vous chercher ici ?

— J'apporte une note signée du lieutenant Von Oppel, fit-il avec assurance ; et, comme s'il était convaincu à l'avance de mon acquiescement, le traître me fixait d'un regard amical. Il me tendit un papier, je le lus ; c'était d'abord le total des journées qui lui étaient dues comme chauffeur, puis l'ordre de payer immédiatement à M. Van Kiel sur la caisse municipale la somme de 300.000 francs, montant de ses créances.

— Je ne paie pas cela, dis-je, repoussant le billet que le traître reprit sans hâte.

— J'abandonne mes journées à votre caisse de chômage, proposa le chauffeur d'un ton conciliant.

— Je ne paie rien, ajoutai-je d'une voix décidée.

— Vous refusez ?

— Oui.

— Il y a la signature du lieutenant Von Oppel.

— Je le vois bien.

— Alors, je vais le prévenir ; il est en bas.

— Vous êtes libre.

« A peine Van Kiel s'était-il retiré que von Oppel entra en coup de vent dans mon bureau :

— Monsieur le maire, je veux qu'on exécute mes ordres.

— Ceux-là ne sont pas exécutables.

— Je veux être obéi.

— L'administration française, répliquai-je, ne fait pas de ces sortes d'affaires. Quant à moi, mes moyens personnels ne me permettent pas de vous être agréable.

— Je vais vous faire arrêter.

— Comme vous voudrez.

— Alors, cria-t-il, la ville de Lens devra verser demain une contribution de 500.000 francs.

« Je pensai que c'était là une combinaison de Van Kiel ; se faire payer ses créances par la municipalité. En tout cas, il avait mal calculé. Enfin, cette dernière exigence de von Opper me semblait dépasser l'autorité d'un simple lieutenant, se fût-il cru la doublure de Bonaparte. Je répondis d'une façon dubitative, bien décidé à réclamer l'apostille du général.

« Von Opper avait annoncé l'arrivée prochaine de 30.000 hommes ; ce maniaque irascible, maître dans l'art du bluff, voyait tout à travers sa folie des grandeurs : mais le jour même, vers une heure de l'après-midi, une trentaine d'officiers en automobile et 300 cavaliers apparurent dans Lens. »

D'ailleurs, le défilé devait continuer : ceux-là partirent, le soir même, mais le lendemain ils étaient remplacés par 800 hommes d'infanterie,

— sans doute tout ce qui restait de la garnison de Lille — « des vieux pour la plupart, qui salirent la ville de leurs hoquets, la troublèrent de leurs psaumes avinés, s'interrompant de chanter pour crier : « Pariss ! Pariss ! » Ils comptaient l'atteindre en deux étapes. » ¶

« Pariss ! Pariss ! » — ils allaient vers Paris ; ils allaient aussi peut-être à la Marne. C'est ce qui semble l'explication la meilleure de leur départ précipité. Ils avaient été brusquement appelés par les faits inquiétants qui se déroulaient là-bas.

Quoi qu'il en soit, ces « autres troupes » annoncées par Von Koppel ne vinrent pas. On n'eut pas — pour le moment du moins — à contempler ces gracieux hôtes. En les attendant on pouvait s'amuser à lire, sur les murs, les affiches de Von Bertrab, affiches destinées, les unes à faire connaître à la population les volontés administratives du *generalleutnant* Von Bertrab, les autres à claironner les officielles victoires allemandes, d'après les très authentiques documents officiels :

« Nouvelles victoires.

« Grand quartier Général, 2/IX/14.

« Le centre des troupes françaises, comprenant environ dix corps d'armée, fut refoulé hier entre Reims et Verdun. La poursuite continue aujourd'hui. Une sortie des Français de Verdun a été repoussée.

« L'empereur se trouvait, pendant la bataille, dans l'armée du prince héritier et restait, pendant la nuit, au milieu des troupes.

« Le chef du quartier général,  
*signé* : VON STEIN. »

« La bataille acharnée qui se prolongeait pendant une semaine entre Zamosz-Tyszonize, se terminait hier par la victoire complète de l'armée Auffenberg. On a fait de grandes quantités de prisonniers et pris jusqu'à maintenant 100 canons. Les Russes sont en retraite au-delà du Bug.

« Cambrai, 4/IX/1914.

« VON BERTRAB, lieutenant-général. »

« Télégramme officiel du grand quartier général du 31 août.

« L'armée du général de Kluck a repoussé une attaque de faibles forces françaises par un corps d'armée dans le voisinage de Combles.

« L'armée du général de Bulow a battu complètement les forces françaises numériquement supérieures près de Saint-Quentin après avoir fait prisonnier un bataillon anglais...

« L'armée du duc de Wurtemberg qui avait d'abord passé la Meuse en surprenant l'ennemi fut ensuite obligée de se retirer sur la rive opposée du fleuve. Mais à la fin elle a, de nouveau, gagné le passage de la Meuse et s'avance maintenant vers l'Aisne. Le fort des Ayvelles s'est rendu.

« L'armée du prince héritier d'Allemagne continue sa marche sur la Meuse. Le commandant de Montmédy a été fait prisonnier avec toute la garnison. La forteresse est tombée.

« Les armées du prince de Bavière et du général de Heeringen combattent toujours dans la Lorraine française.

« La victoire du général de Hindenburg contre les Russes est de plus grande importance qu'on n'avait d'abord pensé. Malgré une attaque de nouvelles forces de l'ennemi, la défaite des Russes est complète. Trois corps d'armée sont anéantis. 60.000 hommes prisonniers avec 2 généraux commandant des corps d'armée ; beaucoup de canons et de drapeaux sont tombés entre nos mains. Les forces russes au nord de la Prusse se retirent. »

Le jour du départ de ces boches, le 5 septembre, le maire de Lille avait, lui aussi, apposé son affiche :

« Le Maire de Lille remercie la population d'avoir écouté ses appels au calme, et lui demande plus énergiquement que jamais de persévérer dans son attitude. »

\*  
\*\*

Des jours passèrent, assez calmes, dans l'ignorance presque absolue des événements extérieurs. Après le départ des troupes du Kaiser, par un arrêté du 6 septembre, le Maire avait interdit formellement « jusqu'à nouvel ordre » la vente et l'achat des journaux. Que se passait-il ? Berlin, disait-on, venait d'être pris par les Russes. Pour nous, grande victoire à Compiègne, grâce à Turpin. Vraiment cette poudre Turpin jouis-

sait de propriétés formidables. Des hommes étaient morts debout, foudroyés, le fusil à la main et la pipe à la bouche, autour d'une meule de paille qui n'avait pas été touchée. — Les casernes, vides et closes, donnaient par instant la douce illusion d'une paix universelle. Pourtant le canon s'entendait parfois, distinctement. La victoire de la Marne causa de la stupéfaction, un émerveillement !

« On continue à ne manquer de rien. L'abondance et le bon marché des denrées étonnent, dit M. Noël Sabord (1). Des Belges, chaussés d'espadrilles et couleur de terre, offrent, à des prix qu'on leur fait répéter, des volailles qu'ils n'ont sans doute pas nourries ; — d'autres vous glissent sous le manteau — discrétion alléchante — des boîtes d'allumettes et des paquets de tabac dont ils portent, à découvert, des paniers pleins. Trois sous le paquet, cinq boîtes pour deux sous : on accepte, assez mécontent, non à cause du délit qu'on commet, mais de la présence insolite de ces gens qui font penser à la guerre. Au bord des trottoirs, comme les ans passés, des femmes aux doigts brunis écalent des noix vertes et les posent en pyramide sur un lit de persil : « Des noix ! Des belles noix ! Qui veut des noix ? » Leur voix aiguë est comme le cri même de l'Autonne fidèle dont la guerre n'a pu empêcher le

(1) *La Tempête sur les cimes* (Grande Revue, juillet 1917).

retour. On aimerait que le musée fût ouvert, et le théâtre, afin que l'ordinaire fût accompli ; mais l'extraordinaire ne serait-il pas de les voir ouverts en cette saison et que les cinémas de la rue de Paris eussent fermé leurs portes ?...

« Le vendredi 11 septembre, quelques uhlans passent, courbés sous la pluie, fantômes gris sur des rosses trébuchantes. Ils traversent la ville aussi sûrement que s'ils l'avaient pratiquée depuis leur naissance et vont se perdre dans la brume de ce jour pluvieux.

« Le lendemain, deux officiers allemands, venus en automobile de Maubeuge, s'assirent, par bravade, à la terrasse du café Bellevue, Grand' Place, hument une chope au nez de la *Déesse* (1) et s'en vont, laissant derrière eux, ébahi et perplexe, un pauvre sergent de ville qui se demande s'il doit dégrafer son ceinturon.

« Le 18 septembre, 400 fantassins du 8<sup>e</sup> territorial viennent occuper la gare. Autour d'eux s'élève la curiosité d'une petite ville sans garnison qui reçoit une troupe en manœuvres. Ces messieurs et ces dames de la Croix-Rouge les accueillent à leur descente du train, les environnent de saluts et de prévenances, les éclairent de sourires composés. « Enfin, grâce à Dieu, nous aurons peut-être des blessés dans notre chère ambulance !... »

(1) Nom donné par le peuple à la statue commémorative de la défense de Lille en 1792.

« ... Or, le lundi 21 s'ouvre l'ère des jours sombres. L'implacable pluie d'automne se met à tomber, pluie dense, drue, glaciale, aux gouttes aussi lourdes que des gouttes de plomb...

« Une vague inquiétude, de nouveau, se lève comme celle qui naît dans les âmes craintives à l'approche des longues et sombres nuits. La menace se rapproche, se précise. Des troupeaux de fugitifs entrent dans la ville à pleines portes et se parquent dans les rues, où ils piétinent une horrible litière humaine de guenilles et de papiers souillés. »

Il en vient de Cambrai, de Valenciennes, de Maubeuge. La place s'est rendue, hélas ! 40.000 prisonniers, dit l'un. L'autre rectifie : 10.000. Un artilleur affirme que le premier obus tiré par l'ennemi, la nuit, dans la brume, est tombé en plein sur la coupole du fort. « Oui, les plates-formes bétonnées ! » grogne quelqu'un qui s'y connaît. Parbleu ! autour de Lille aussi, il y en a, des plates-formes bétonnées !

Et voici ceux de Douai. A Douai, plus de 400 mobilisables, convoqués par le maire sur la place du Barlet, venus là sans défiance, ont été faits prisonniers et emmenés en Allemagne.

Puis, le 25, voici ceux d'Orchies. Ils arrivent à bicyclette, en chariots, en carrioles, traînant des voitures à bras ou poussant des brouettes, troupeaux lamentables. Leur ville, leur petite ville est en ruine. Les Boches y ont mis le feu,

amoncelant les chaises, les tables, les armoires, tous les pauvres meubles, allumant tout cela. Et ils ont fusillé beaucoup de monde aussi, parce que, disaient-ils, les civils avaient tiré sur eux. A l'intersection des routes de Marchiennes et d'Orchies, une rencontre eut lieu entre patrouilles allemande et française et fut très sanglante.

Tous ces fuyards ont notablement accru la population lilloise. La ville est grouillante et sans tristesse. Les cinémas fonctionnent et font de magnifiques recettes. C'est une animation un peu fiévreuse, sur la Grand'Place surtout, rue Faidherbe, place de la Gare. Après tant d'émotions, tant de jours sombres, comment n'être pas énervé ?

Mais si ce peuple confiant et simple, peu renseigné, vit sans grands soucis, il est des gens qui prévoient et qui s'inquiètent. Le grouillement de tous ces Allemands autour de Lille n'est point un fait qui vous rassure. On en a vu partout, de ces patrouilles allemandes, à Roubaix, Tourcoing, Cysoing, Bouvines... Des employés du Télégraphe, depuis quelques jours, sentent que des fils, çà et là, sont coupés.

Le 3 octobre, M. Delesalle fait distribuer à la population ce troublant appel :

« La proximité de l'ennemi peut faire redouter son arrivée prochaine dans notre ville.

« Le maire de Lille prie ses concitoyens et les nombreux réfugiés qui se trouvent à Lille :

« De garder tout leur sang-froid ;

« De demeurer silencieux ;

« D'éviter toute espèce de rassemblement.

« L'attitude calme et digne de la population lilloise a pu, une première fois, nous épargner de grands malheurs. Le maire compte sur la sagesse de tous pour qu'il en soit encore de même aujourd'hui.

« Hôtel de ville, le 3 octobre 1914.

« Le maire de Lille,

« CHARLES DELESALLE. »

\*  
\*\*

Des éclaireurs français circulent aussi partout.

Ce même samedi 3 octobre, l'adjudant Hermant du 2<sup>e</sup> hussards, envoyé en reconnaissance avec douze cavaliers, errait par la campagne et les villages, explorant de son mieux, et fuyant les fâcheuses rencontres. Il avait reçu l'ordre de pousser une pointe jusqu'à Courtrai, s'il était possible, et il s'avancait prudemment.

Vers 6 heures du matin il était à Lens. Puis il se remit en marche, montant vers Carvin, Pont-à-Marcq, traversa Mons-en-Pévèle, atteignit Templeuve-en-Pévèle vers 3 heures 1/2. La présence d'un fort contingent ennemi l'éloigna de Bouvines. Cependant, passant à quelque distance d'un bois où des Boches lui avaient été signalés, il mit pied à terre, fit mettre pied à terre à ses hommes, commanda un feu de salve, au

jugé. Des Allemands s'enfuirent, ignorant l'importance de la troupe qui les attaquait.

Il se garda d'insister, continua son chemin et ses explorations, chargea trois de ses cavaliers d'aller, vers Carvin, porter à l'état-major les rapports concernant le début de leur mission. Deux de ces hommes, tués peut-être, ou blessés, ne reparurent plus. Le troisième, ayant abandonné son cheval épuisé et quitté son uniforme, trop dangereux en ces parages, parvint, au bout de trois jours, à rejoindre le gros du régiment. Il arrivait, en costume civil et, malheureusement, n'apportait plus que des renseignements inutilisables.

Ce soir-là, comme la nuit tombait, la petite troupe errante était aux portes de Lille. Fatiguée, affamée surtout, elle s'était arrêtée dans une grande ferme, à Lezennes, chez M. Lefebvre. Quel bon accueil dans cette maison et comme on était content de s'y voir, après cette longue course ! M. Lefebvre, le maître du lieu, redoutait fort quelque visite allemande. Tant de ces sauvages rôdaient aux alentours ! Mais ces hussards le rassuraient, affirmaient que « les autres », leurs camarades, les suivaient à une faible distance, que dans quelques heures peut-être ils seraient là. On préparait le souper et le gîte.

Retiré dans sa chambre, en attendant l'agréable moment de se mettre à table, l'adjudant rédigeait son rapport de la journée, quand, brus-

quement, M. Lefebvre entre, ému : « — Les Allemands ! »

L'adjudant se lève, agrafe son ceinturon, saisit son revolver. « — Aux armes ! Les Allemands ! »

Et il ouvre la porte. Dans la cour, dans la pénombre, on distingue mal ces hommes qui s'avancent. Ils ne sont pas nombreux. Quatre ou cinq, pas plus. Et, tout à coup, il aperçoit un fanion. Le fanion blanc du parlementaire.

Il fut un peu contrarié, cet adjudant. Il n'avait pas prévu ça. — Un parlementaire ! Quelle corvée ! Qu'allait-il faire ? Une responsabilité. Des embarras de toute sorte. Enfin...

Il ne perd pas de temps, va vers cet homme, le fait descendre de cheval, lui prend ses armes, ordonne qu'on lui bande les yeux.

Cet officier s'exprime d'ailleurs en excellent français. — Il se rend à Lille, dit-il. Il veut remettre un pli au gouverneur. Il est le capitaine prince de Reuss. Et il désire se reconforter d'abord. Il a très faim.

Mais l'adjudant Hermant, lui aussi, a très faim, et néanmoins il ne mange pas, il ne permet pas qu'on mange. Le service avant tout !

Donc, nul retardement. Désarmés, les yeux bandés, le prince, son trompette, ses deux hommes sont encadrés par les hussards et se mettent en route, vers la ville, dans la nuit, sur les gros pavés. — Quels pavés ! Quelles routes mauvaises !...

Il était plus de 10 heures quand on atteignit Lille. Des gens accouraient, se pressaient sur le passage du petit cortège. On avait peine à percer cette foule de curieux. D'abord on demanda le chemin de la gare, puis le commissaire de la gare. Le commissaire n'était pas là.

— Et le gouverneur ?

— Ah, le gouverneur ?... On ne savait pas.

Devant la gare on réquisitionna tout de suite une automobile et l'on y fit monter le prince, sous la garde d'un officier de cavalerie — le prince avec son trompette. Et puis on se rendit au quartier des chasseurs à cheval, tout voisin de la porte de Gand, pour y consigner les deux cavaliers de l'escorte. Ce quartier est fort vaste et il était presque désert. On avait déposé sur la table du corps de garde les armes saisies, les portefeuilles, les porte-monnaie des Boches. Des goumiers étaient là, une centaine de marocains. Ils s'étaient réveillés à ce bruit et, par des gestes expressifs, s'efforçaient de faire comprendre qu'il importait avant tout de couper la tête à ces prisonniers. Enfin on les repoussa, on les calma et l'on confia les deux hommes à un lieutenant de chasseurs, qui promit d'en avoir bien soin.

Et le prince, accompagné du lieutenant Létang, du 2<sup>e</sup> hussards, fut conduit à la préfecture, puisqu'on ne pouvait pas le mener au gouverneur absent.

Du moins on put joindre M. Trépont. Par

malheur, le pli ne lui étant pas adressé, il refusait de l'ouvrir. Eût-on consenti, d'ailleurs, à le lui remettre ? Il fallut téléphoner — « à un général » — peut-être au gouverneur de Dunkerque, sans doute au gouverneur de Lille, qui résidait à Boulogne-sur-mer. Ce fut long. Le prince allemand semble avoir été conduit aussi à la Mairie, où l'un des adjoints lui aurait dit que Lille était « ville ouverte aux Français ». (?)

Lorsque l'adjutant, que son service avait rappelé à la caserne, revint à la Préfecture, M. Trépoint téléphonait toujours...

Et seulement à 2 heures du matin — la démarche allemande n'ayant eu nul résultat — ordre fut donné de *reconduire ce parlementaire où on l'avait pris !*

Nouvel ennui et aussi nouvel embarras : en effet, durant ces courses et pourparlers, les deux Allemands et leurs chevaux, ainsi que celui du capitaine et celui de son trompette, ont disparu de la caserne. Où peuvent-ils bien être ? S'éclairant de falots, on les recherche à travers les cours, les chambrées, les écuries, les magasins. Où sont-ils, ces deux boches ? Les hussards, éreintés, dorment, dans la paille et le fumier au pied de leurs montures et ne veulent rien entendre. Les Marocains, eux aussi, sont couchés, roulés dans leurs burnous, çà et là. On marche sur eux, on les heurte, on les bouscule ; ils grognent. On finit par retrouver le

cheval du trompette, puis, dans une autre écurie, celui du prince, sous la garde d'un homme prudemment étendu derrière lui afin que nul ne puisse l'enlever. Mais ces deux Boches ? Ces deux chevaux ?...

Et le prince s'impatiente, réclame son escorte Et puis, il a faim ; il a très faim ! A Lezennes déjà cet appétit le torturait. Pour se distraire, toute cette nuit, il a fumé des cigarettes...

Enfin, les voilà, ces deux Allemands. On les avait enfermés soigneusement dans une cave. Quant aux chevaux, impossible de savoir ce qu'ils sont devenus. En revanche, on découvre, dans une écurie, deux solides « coursiers » qui ont appartenu à des Belges ; et on les offre. Pourquoi pas ? Puisqu'on ne retrouve pas les autres ?

Les Allemands hésitent bien un peu ; mais on leur fait comprendre, on leur déclare que s'ils ne veulent pas de ceux-là, ils n'ont plus qu'à continuer les recherches eux-mêmes.

Continuer les recherches, à deux, ... tout seuls, parmi ces Marocains sauvages, ... dont les mimiques trahissent des sentiments fâcheux ! ... Non, ce n'est pas engageant ! Alors ils acceptent, ils enfourchent les deux bonnes bêtes flamandes.

Et l'on tire au sort pour savoir qui ramènera à Lezennes le parlementaire.

Cet ennuyeux honneur échet au maréchal des logis Leconte, du 2<sup>e</sup> hussards.

Les deux chevaux se retrouvèrent et devinrent la propriété momentanée de deux officiers de ce régiment. Ce prince de Reuss — un des très nombreux princes de Reuss que compte l'Allemagne — fut, m'a-t-on dit, tué près de là, peu après, et inhumé au cimetière d'Estaires (1). J'y ai vainement cherché sa tombe. Quant à sa démarche, je viens de dire qu'elle n'avait donné nul résultat. Tout porte à croire, au contraire, qu'elle eut pour les Allemands un résultat fort appréciable, celui de leur apprendre qu'il régnait à Lille une vive émotion et quelque désordre.

\*  
\*\*

Le lendemain, dimanche 4 octobre, le marché de Fives battait son plein quand on apprit subitement que ces Germains arrivaient. Il en venait des masses importantes : des cavaliers du côté de Roubaix et Mons-en-Barœul ; des fantassins par la ligne de Tournai-Baisieux, — des fantassins qui descendaient d'un train, disait-on. Oui, d'un train belge, venu de Tournai, et blindé ! Un cafetier de Fives, Émile Belot, qui demeurait au 47 de la rue Belle-Vue, tout au

(1) Renseignements aimablement fournis par M. Hermant, aujourd'hui lieutenant au 2<sup>e</sup> hussards.

bord de la voie ferrée, les avait fort bien vus à leur arrivée. Le train s'était arrêté juste en face de son établissement et il avait séjourné là durant plus d'une demi-heure. Un officier, ayant sauté à terre, les dirigeait. Le train s'était avancé jusqu'au Pont-Supérieur, qu'on aperçoit très bien de cette maison, puis il avait été refoulé sur Fives et alors il avait disparu. Ils étaient nombreux dans ces wagons ; les uns disent 500, les autres 300. Le long des parois intérieures des voitures ils avaient empilé des sacs à terre pour se protéger. Mais ce n'était pas tout ; un homme de la rue Pierre-Légrand affirmait avoir vu plus de mille de ces Teutons entre la Douane et la rue des Processions. Et vers onze heures 1/2 sur l'ordre d'un officier, ils se placèrent de chaque côté de la rue Pierre-Légrand et commencèrent à tirer des coups de feu dans les fenêtres. Puis, tandis que les uhlands entraient à Lille par la trouée de la rue des Buisseries, les fantassins, ceux du train blindé, ayant gravi le talus qui mène à la route, se précipitaient vers la porte de Tournai, s'engageaient dans la rue de Tournai et parvenaient presque jusqu'à la gare. Quel étonnement ! Comment ? Ils entraient à Lille ! En face de la gare, à l'entrée de la rue Faidherbe, les carreaux volaient en éclats. Un petit détachement du 17<sup>e</sup> chasseurs à pied, venu d'Armentières dans la nuit — pour se reposer, disaient-ils, mais en réalité parce qu'on les avait

appelés en hâte —, tout aussitôt faisait face à l'ennemi. On se battait à la porte de Tournai, au Pont-Supérieur. Un obus tomba sur une maison de la rue Paragon, à Saint-Maurice. Presque au même instant se produisait un événement bizarre : tout à coup un bruit formidable retentit dans la gare, ébranlant tout. Une locomotive, lancée à toute vapeur, venait de s'écraser contre l'extrémité du bâtiment de droite, du côté de la salle des bagages. On crut que cette locomotive était celle du train blindé, lancée comme un bélier par les envahisseurs. Il n'en était rien, et M. Léon Gobert explique fort bien ce curieux accident (1) :

« Quelqu'un, dit-il, ... qui se trouvait au dépôt de Fives, avait eu l'idée de jeter à toute vapeur une machine contre le train boche, dans l'espoir de le culbuter, de tuer ses occupants et de priver ceux des soldats qui déjà s'étaient égaillés en tirailleurs, des réserves de munitions emmagasinées dans les wagons.

« Le programme s'accomplit point par point. La locomotive fut amenée, placée en bonne position, et mise en marche. Elle partit, seule, bien entendu, à toute allure..., mais, hélas ! dans la direction opposée à celle qu'on espérait lui voir suivre.

« Il avait fallu faire très vite, les instants étaient

(1) *Journal des Réfugiés du Nord*, 5 août 1916.

précieux, l'entreprise dangereuse ; la machine s'élança normalement en avant, alors qu'elle eût dû s'ébranler en arrière. On avait, dans la précipitation du moment, oublié de renverser la marche.

« Et voilà pourquoi, au lieu d'aller tamponner le train allemand, cette locomotive vint s'écraser contre un des bâtiments de la gare. »

Ce fut une nouvelle émotion. Cependant le combat continuait, acharné, dans la direction de Fives. Vers 2 heures de l'après-midi des renforts nous étaient venus : d'autres « petits vitriers » arrivés à l'instant d'Armentières pour aider leurs camarades ; puis ce furent les Anglais, avec leurs mitrailleuses... — Depuis quelques jours un détachement de ces Anglais logeait à la citadelle et on les voyait passer par les boulevards, sifflant *Tipperary*...

Les Allemands reculaient, rejetés dans Fives. Ils y brûlaient, démolissaient des maisons, vidaient des caves, terrorisant la population. Enfin, aux approches de la nuit, ils durent se résigner à la retraite. Ils avaient perdu beaucoup des leurs.

Le lendemain, les Lillois, en foule, vinrent constater les dégâts. Rue Pierre-Légrand surtout, rue de Lannoy, rue de Bouvines, rue Guillaume-Werniers, les ruines étaient importantes — navrantes. Pauvres ateliers, pauvres boutiques, pauvres petits logis d'ouvriers, pauvre Café de

*L'Harmonie*, du *Petit-Annappes*, pauvres estaminets du *Caprice*, de *l'Ancienne Mairie*, du *Chasseur d'Afrique*!... Rue de Belle-Vue un garçon de dix-neuf ans qui passait avait été tué d'un coup de feu ; une jeune fille, à sa fenêtre, avait reçu une balle dans la tête. Des flaques de sang coagulé se voyaient encore çà et là. Le lieutenant des pompiers Lebrun était mort au bas d'un talus. Ils étaient tout de même partis, ces Boches ! Un douanier, le sieur Debersée, à lui seul, en avait capturé huit, dont un officier. Ils ne s'attendaient pas à cette réception ! Un d'eux l'avoua — un certain Grenel Bruno, sous-lieutenant au 56<sup>e</sup> de landwehr, ancien élève, d'une école de Besançon, avant la guerre fiancé à une Française. — Il avait été blessé à la face dès le début de l'engagement et soigné dans une maison de la ville. « Lorsque notre train se mit en route, dit-il, nous ne comptions point être reçus ainsi en gare de Lille. La salve qui nous accueillit fut une surprise. »

Ils espéraient nous surprendre, eux aussi. Ils ne réussirent pas dans leur tentative. Mais ils ne renonçaient nullement au dessein de prendre Lille, et ils le prouvèrent bientôt.

---

## IV

### NOUVEAUX COMBATS ENCORE DES PARLEMENTAIRES LE BOMBARDEMENT LA PANIQUE AUTOUR DE LILLE

Les travaux d'encerclement se poursuivaient. On se battait vers Sainghin, vers Lezennes, où nous avions établi des tranchées. On se battait sur le Grand-Boulevard, aux environs du Croisé-Laroche, à Lesquin, d'où les avant-postes du bataillon Caron (5<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> territorial) durent, tout d'abord, se replier, mais où ils revinrent le lendemain, accompagnés du 21<sup>e</sup> d'infanterie et du 8<sup>e</sup> d'artillerie, et capturèrent un canon et deux caissons. On se battait du côté d'Armentières. Des batteries allemandes, établies au Croisé-Laroche, lancèrent sur Lille une cinquantaine d'obus. Il en tomba sur la Grand-Place, près de l'hôtel Bellevue, au magasin du *Cornet d'or*, à la Mairie, à la Manufacture des tabacs, sur une maison de la rue des Pénitentes, dans la Deûle, à la Madeleine... Wambrechies était bombardée.

Quelques feuillets dactylographiés, non signés et dont la rédaction est généralement attribuée au commandant Caron, donnent de ces combats qui se déroulèrent autour de Lille, en cette première quinzaine d'octobre 1914, une image qui semble fidèle et qui est intéressante.

L'auteur — territorial — allait se mettre en route, avec ses territoriaux, en ce début d'octobre, et quelqu'un, qui ne dédaignait pas le métier d'oracle, lui avait adressé ces paroles : « Vous allez faire de l'histoire, mon ami ; courage et confiance. » Il se rappelait aujourd'hui cette prophétie et elle l'amusait. « Vous allez faire de l'histoire, mon ami. »

« Je ne me doutais pas à quel point disait vrai M. X... Que pouvait-on demander de particulièrement héroïque à ces territoriaux d'âge déjà rassis et qu'on croirait peu désignés pour des faits d'armes historiques ? leur organisation même ne paraissait pas les désigner spécialement pour une besogne glorieuse, et nous étions sceptiques.

« La bataille de la Marne venait de se terminer par la victoire de nos armes ; l'ennemi, arrêté et refoulé vers le Nord, modifiait son plan et cherchait, en poussant son aile droite vers la mer du Nord, à tourner notre aile gauche et atteindre Dunkerque et Calais, dans le but de gêner nos relations avec l'Angleterre. Nos troupes, en suivant un mouvement parallèle, lut-

taient de vitesse avec lui : il fallait favoriser l'armée française en jetant des entraves dans la marche de l'armée ennemie, obliger celle-ci à combattre, *l'empêcher de se servir des voies ferrées*. C'est du moins ainsi que j'ai compris le rôle qu'on allait nous demander de remplir ; mais encore fallait-il, bien que peu nombreux, donner aux Allemands l'illusion d'une force suffisamment importante pour les retenir dans leur marche vers la mer, d'où notre extrême mobilité pendant les premiers jours.

« L'état-major français jeta en toute hâte, par prélèvements sur les troupes gardant les forts de Dunkerque et Calais, une avant-ligne de Douai à Tournai par Raches et Orchies, d'un développement de 50 kilomètres, plaçant deux bataillons d'infanterie, 1 batterie d'artillerie et 4 escadrons de goumiers à Douai : 1 bataillon d'infanterie à Raches, 2 bataillons d'infanterie et 1 batterie d'artillerie à Orchies, 1 bataillon d'infanterie, 1 escadron de chasseurs à cheval, 2 escadrons de goumiers à Tournai (commandant Caron), le tout sous les ordres du général Plantey à Douai. Ces détachements n'avaient aucune liaison véritable avec le gros de l'armée française et leur situation n'était pas sans danger, car, épars sur un aussi grand front, ils pouvaient à tous moments être pris dans le remous des troupes allemandes.

« Le bataillon Caron, composé de 2 compa-

gnies du 7<sup>e</sup> territorial, occupa tour à tour les positions Chercq, Saint-Maur (sud-est de Tournai), mais, devant des forces ennemies considérables, dut se replier vers Lille, et c'est vers le 2 octobre que nous passons sous les ordres du général de Maud'huy, commandant le 21<sup>e</sup> corps d'armée.

« Le détachement des territoriaux alors à Lille se composait des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> bataillons du 8<sup>e</sup> territorial et du bataillon Caron (5<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> territorial), d'une batterie d'artillerie, d'un escadron de chasseurs à cheval et de 2 escadrons de goumiers.

« *Le 3 octobre*, le détachement reçoit l'ordre de couvrir la place de Lille, pendant 3 jours, pour permettre le débarquement des troupes françaises qui arrivaient par voies ferrées. Nous prenons les avant-postes successivement à Emmérin, l'Arbrisseau, Faches-Thumesnil, Lesquin, Saint-Maurice et Mons-en-Bareul.

« *Le 4 octobre*, les Allemands envoient un train blindé rempli de troupes en gare de Lille. Ce train est aussitôt attaqué par le 17<sup>e</sup> bataillon de chasseurs à pied qui venait à peine de débarquer; le combat se prolonge dans les rues de Fives; le soir les *avant-postes du bataillon Caron*, à l'est de Faches et Lesquin, étaient fortement attaqués par un ennemi supérieur et de l'artillerie; ce bataillon dut se replier sur Lille, mais, rencontrant le 21<sup>e</sup> d'infanterie et le 8<sup>e</sup> d'artillerie, le commandant Caron rassembla ce qu'il

put de son effectif et vint appuyer le mouvement des troupes actives pour réoccuper les positions abandonnées.

« Le lendemain l'ennemi se repliait rapidement, laissant entre nos mains 1 canon et 2 caissons.

« Les journées des 6, 7, 8, 9 octobre sont passées aux avant-postes ; l'armée allemande cherchait à nous séparer de l'armée française, ce qui obligea les troupes actives du 21<sup>e</sup> corps débarquées à Lille de se porter rapidement vers Béthune et Lens pour faire le trait d'union entre notre armée et les troupes anglaises qui étaient occupées à repousser la cavalerie allemande entre La Bassée et la mer.

« Nous restons dans la région de Lille pour empêcher les éléments d'infanterie ennemie de se porter par voie ferrée au secours de leur cavalerie repoussée vers Lille et Courtrai.

« Le commandant de Pardieu, détaché de Dunkerque en remplacement du commandant Biguet, prend le commandement du détachement mixte.

« Le 9 octobre, il est informé du mouvement d'encerclement que les Allemands prononçaient sur nous ; il ordonne, à 2 heures du soir, le rassemblement des troupes et les dirige par marche forcée vers Laventie, seule route libre. Nous passons à Haubourdin, Radinghem et Fromelles, où nous cantonnons.

« Sur l'ordre du colonel du 20<sup>e</sup> chasseurs, nous reprenons le lendemain 10 octobre, à 5 heures du matin, la route de Lille. Cette route, tant à l'aller qu'au retour, s'est effectuée dans des conditions difficiles, les chemins étant occupés par les civils mobilisables évacués. (Il y en avait 80 à 100.000.) »

Des événements importants s'étaient passés à Lille en ces derniers jours.

Voyant la ville encerclée ainsi et bombardée, menacée plus qu'elle ne l'avait jamais été, le préfet sentait redoubler ses inquiétudes. Dès le 13 septembre, après le départ du bouillant Von Oppel, il sollicitait instamment des instructions. Fallait-il rappeler tous ces hommes mobilisables dont il avait, le 2 septembre, ordonné le départ ? Fallait-il priver la défense nationale de tous ces bras ? Quelles dispositions nouvelles convenait-il de prendre ?...

Il n'obtenait ordinairement, du gouverneur de Dunkerque, du commandant de la 1<sup>re</sup> région, du ministre de la guerre, que des réponses contradictoires. Le 1<sup>er</sup> octobre notamment, quoique la région se trouvât menacée d'une nouvelle invasion, il recevait du général commandant la 1<sup>re</sup> région — et dès lors installé à Boulogne-sur-mer — un télégramme lui prescrivant de surseoir au repliement envisagé, « d'accord avec le Ministre de la Guerre » (1).

(1) Lire l'article du Général VERRAUX dans *L'Œuvre* (9 juillet 1919).

« Notons, dit le général Verraux, que parmi ces repliables il y avait non seulement des réservistes territoriaux des vieilles classes, des auxiliaires, des réformés à reviser, des hommes sans affectation, mais encore les jeunes gens des classes 14 et 15. Il y avait aussi toute la masse des réfugiés venus d'autres régions, auxquels un haut commandement et un gouvernement qui n'avaient jamais voulu croire au mouvement allemand par la Belgique n'avaient pas songé à barrer les routes du Nord.

« Le 3, le 5, le 7 octobre, nouvelles instances du préfet,... nouvelles initiatives individuelles même, tendant à faciliter le départ de ceux qui consentaient à partir ; mais toujours le même oubli de la part du gouvernement. Le Nord est ignoré. Le Nord est abandonné.

« Cependant, le 9 octobre, l'ordre arrive enfin. Il est daté du 6. En ces temps troublés, on l'a envoyé par la poste ! Les états-majors ne savaient pas encore jouer, en ce temps-là, de l'automobile.

« Immédiatement — les instructions furent transmises aux maires par télégrammes, par téléphone et par agents cyclistes.

« Dès midi et demi, le départ commença.

« Hélas ! il était bien tard. »

Le cercle s'était resserré autour de la ville. Les Allemands étaient presque à toutes les portes. Par où sortir ? L'état-major hésitait, modifia jus-

qu'à la dernière minute les itinéraires fixés. Dans ces conditions, comment le plus beau désordre ne se fût-il pas produit? comment chacun n'eût-il pas agi selon ses idées personnelles, selon ses craintes et ses prévisions? Cette fois, courait-on des risques vraiment? Ces Allemands séjourneraient-ils à Lille? Ne serait-ce pas simplement un passage, comme en septembre? En septembre ils n'avaient emmené personne. Et quel ennui, quelle tristesse de partir, laissant là tout ce que l'on aime! Et puis, des gens qui étaient restés en août, en septembre avaient des tendances à se considérer comme des héros. — Ils ne se laissaient pas intimider, eux! Ils ne s'affolaient pas, ne fuyaient pas, n'étaient pas des « froussards »! Pourquoi fuir aujourd'hui?...

Oh! ce départ du 9 octobre! Cet exode inoubliable! « Sur Gravelines, avait-on dit. Sur Gravelines par Béthune. Tous les hommes mobilisables de 18 à 48 ans! » Et par toute la ville, des jeunes cyclistes, des boy-scouts pédalaient avec ardeur, allant porter l'ordre. « A Gravelines tout le monde! Par Haubourdin, la Bassée. Rassemblement à la porte de Béthune! » Quel flot! « Du haut de la porte on le voyait passer, couler, sans arrêt, sans fin, sans interruption, à perte de vue. Cinquante ou soixante mille hommes. Un fleuve qui semblait ne devoir jamais tarir. Il faisait beau. Une batterie française répondait à l'ennemi en avant de Watignies, à

l'Arbrisseau. Des nuages de fumée montaient dans le ciel clair. Les artilleurs se remuaient, se déplaçaient... et sur un autre point le combat reprenait (1). »

Cela dura jusqu'à 10 heures du soir. Et quel étrange défilé ! « Quelle diversité, dit M. Léon Gobert (2), dans cette immense cohue qui abandonnait Lille-Roubaix-Tourcoing, la banlieue des trois villes, et drainait sur son passage les mobilisables des agglomérations traversées ! La caractéristique de cette foule était la confiance. L'énorme majorité des évacués ne croyait pas à un péril sérieux. Quatre-vingt-dix-neuf pour cent des hommes étaient convaincus d'un prompt retour. Beaucoup n'avaient pour tout bagage qu'une canne ou un parapluie. D'aucuns pourtant s'étaient montrés plus précautionneux. Je vois encore le secrétaire d'un syndicat lillois traînant une copieuse valise que tantôt il portait à la main, et tantôt suspendait à son cou au moyen d'une ficelle. Cette valise était certes utile mais joliment encombrante. Elle retardait la marche, et nous perdîmes de vue son propriétaire dans la désormais fameuse alerte de Le Maisnil.

« — Dépêchez-vous de passer, nous criaient les chasseurs à cheval qui tenaient le village.

(1) Notes et renseignements fournis par « un occupé », M. Emile Furcy, à qui j'adresse ici tous mes remerciements.

(2) *Journal des Réfugiés du Nord*, 21 octobre 1916.

« — Retournez, clamaient des évacués, qui refluaient ; la route est coupée.

« Le canon tonnait, les obus sifflaient ; on voyait d'une part la lueur du coup d'envoi et d'autre part la gerbe fulgurante de l'obus éclatant.

« La suite des événements a prouvé que les chasseurs à cheval avaient raison. Mais ce n'était pas le moment de discuter, voire de réfléchir. Chacun suivait son inspiration. J'ai déjà dit qu'à quelques-uns nous avons fait tous nos efforts pour entraîner ceux qui nous entouraient. Beaucoup n'auraient point connu les affres de l'internement en Allemagne, beaucoup n'auraient pas été tués ou blessés, s'ils avaient poursuivi leur chemin au lieu de faire demi-tour. »

En effet la route était coupée. Vers 10 heures du soir des soldats postés à la barrière de Beaucamps avaient interdit le passage. « On ne circule pas la nuit », criaient-ils. Beaucoup rebrousèrent chemin. Les autres continuèrent. Ce fut un grand désordre. Faute des prescriptions nécessaires, aucun gendarme n'était là pour diriger la marche. Une violente rumeur montait de la colonne. On se pressait, se bousculait, dans le bruit de la canonnade.

Plus de 20.000 hommes rentrèrent à Lille où ils se heurtèrent aux derniers tronçons de la colonne venue de Roubaix-Tourcoing et environs. Les Lillois rentrèrent chez eux, les autres

trouvèrent un abri à l'Hippodrome et dans les lieux publics qu'on ouvrit pour les accueillir, se couchèrent sur les bancs des promenades ou reprirent la route de Roubaix.

« Le préfet, ému de ce retour, en avisa téléphoniquement le général de Maud'huy, à Saint-Pol, qui donna des instructions pour qu'on laissât libre le passage et ordonna au préfet de remettre en marche la colonne.

« Il fut facile d'avertir les hommes qui étaient entassés dans les lieux publics ; il était plus difficile d'atteindre les Lillois rentrés chez eux et les Roubaisiens remontant le Grand Boulevard. La mise en marche recommença à 3 heures du matin ; elle était achevée à 7 heures.

« Mais, à ce moment, les Allemands barraient la route à Le Maisnil et à Fromelles ; leurs mitrailleuses, leurs canons tiraient sur nos concitoyens que dispersaient des chevauchées de uhlans. Il y eut des prisonniers par milliers ; ceux qui échappèrent par miracle, rentrèrent à Lille (1). »

Et puis, comme nous l'avons vu, sur l'ordre du colonel du 20<sup>e</sup> chasseurs, les territoriaux du commandant Caron, venus de Fromelles, avaient, par Le Maisnil-Radinghem, repris la route de Lille, et ils se jetèrent dans la colonne des éva-

(1) JULES DUTHIL : *Mise au point* dans la *Dépêche* de Lille.

cués. C'était le samedi 10 octobre, aux premières heures du jour.

Mais ce ne fut pas tout : un autre accident, terrible, vint compléter le tumulte et le désarroi.

« En arrivant à Haubourdin, dit le rapport anonyme cité plus haut (1), nous aperçûmes sur une route parallèle à celle que nous suivions une colonne allemande marchant sur Lille. Un combat d'arrière-garde eut lieu à Hallennes. Les goumiers furent mis en déroute par l'artillerie ennemie, et la compagnie du capitaine de Lupée, qui fermait la marche derrière les convois, fut dispersée par la cavalerie. Le capitaine fut tué et les autres faits prisonniers avec notre convoi et les ambulances. Les civils s'enfuirent, mais la plupart furent également faits prisonniers.

« Aux portes de Lille, le 20<sup>e</sup> chasseurs à cheval, qui avait terminé sa mission, chercha à rejoindre la 7<sup>e</sup> division de cavalerie dont il faisait partie, mais il tomba dans une embuscade à Ennetières. Le colonel fut mortellement blessé, et le régiment, du moins ce qui n'avait pas été tué ou fait prisonnier, dut rentrer à Lille.

« Le commandant de Pardieu, choisissant alors 6 chasseurs, les envoya séparément par 6 routes différentes porteurs d'un pli identique à l'adresse du général de Maud'huy, alors à

(1) Rapport attribué au commandant Caron.

Saint-Pol-sur-Ternoise ; il espérait que l'un des chasseurs au moins réussirait à percer l'encerclement ; tous les 6 arrivèrent à destination.

« Le général était dès lors avisé que nous occupions et défendions la Place de Lille, mais que nous n'avions d'autres munitions que celles portées par les hommes. Après avoir fourni une étape de 60 kilomètres en moins de 24 heures, nous arrivions à Haubourdin et Emmerin et reçûmes l'ordre de pénétrer dans Lille et d'en organiser la défense.

« Le bataillon Caron avait pour secteur les postes des portes de Béthune, de Canteleu, de Dunkerque ; l'on fit immédiatement barricader les portes par des réseaux de fils de fer et des voitures vides, dans l'intérieur des portes ; les hommes (une compagnie par porte) occupèrent également les courtines et les abords des portes. A la porte de Dunkerque l'installation était à peine terminée qu'une luxueuse automobile, allant à grande vitesse, essayait de pénétrer dans la ville que l'on croyait inoccupée ; elle était montée par quatre officiers allemands, dont le prince de Hohenlohe ; après une fusillade nourrie ils furent tous tués et l'auto resta en notre possession.

« Bref, notre mission, qui a été communiquée à tous les corps d'unité, était celle-ci : nous avons ordre de défendre Lille et de nous y maintenir à tout prix. Là commencèrent les quel-

ques journées tragiques du siège et du bombardement de Lille. »

Pendant ce temps la plupart des évacués — de ceux qui restaient, qui n'avaient été ni tués ni faits prisonniers — rentraient à Lille. Les autres continuaient leur marche péniblement par la campagne. Après Fauquissart leur bande se disloqua, s'égrena. Chacun s'arrangeait de son mieux. On était fourbu. On s'abattait n'importe où, dans des granges, dans des écuries, partout où se présentait un abri, une place ; on s'allongeait au pied des meules dans les champs. Les villes, les villages, les fermes, tout était encombré. A Béthune se tassaient depuis plusieurs jours déjà les réfugiés du bassin houiller. Bruay, Anvin, Hesdin, localités archicombles. Saint-Pol-en-Ternoise, lieu fermé, rigoureusement réservé à l'État-Major. Et souvent le pain manquait. Alors des gens commençaient à trouver ce voyage désagréable.

A Lille l'inquiétude grandit, monte. On vient d'apprendre la tragique rencontre du Maisnil. Des femmes pleurent. Ce matin du 9, un nouvel obus est tombé sur la ville — obus lancé cette fois par un taube. L'hôtel des Postes était visé, certainement. Une maison voisine fut atteinte, rue Inkermann — une maison de trois étages, occupée par l'*Hôtel de Bretagne* et l'estaminet du *Mont-Saint-Michel*. Des plafonds se sont effon-

drés ; des tuiles, des vitres, des plâtras couvrent la chaussée ; un peintre en bâtiments, qui travaillait sur une échelle à badigeonner une façade, a reçu dans le dos un éclat de la bombe et fut grièvement blessé.

Puis le lendemain samedi sont arrivées des troupes : ces territoriaux, des artilleurs. Puis voici des uhlands encore ! — deux uhlands qui s'arrêtent devant la Grand-Garde, vont tout de suite à l'hôtel de ville. Ils veulent parler au maire. Ils tiennent à savoir s'il existe des troupes françaises dans la ville, si l'on peut y loger 50.000 hommes. Ils ont, dit-on, des intentions pacifiques — comme ceux de Von Bertrab et de son lieutenant Von Opper. — M. Delesalle répond de façon fort évasive et ils paraissent s'en contenter.

Et des goudiers aux burnous éclatants, aux uniformes brodés, multicolores, sur leurs petits chevaux nerveux, traversent la place de la République. Quel joli contraste que ces costumes orientaux sous le tendre pastel du ciel des Flandres !... Après ces goudiers passent une batterie d'artillerie, des douaniers, quelques fusiliers marins... Mais quelques instants après, le canon tonne ; des femmes-afollées crient : « On se bat sur la Grand'Place ! » On court. Des portes se ferment. Les beaux drapeaux joyeux quittent les fenêtres.

Oui, les Allemands sont là — encore ! — d'au-

tres uhlands, une cinquantaine de fantassins. La fusillade de nos chasseurs les accueille au coin de la rue Esquermoise. Des uhlands tombent. Les autres semblent hésiter, puis se dirigent vers la mairie, et ils y prennent des otages : le Maire, plusieurs conseillers municipaux. Entre deux haies de soldats allemands, ils s'en vont à la Citadelle, répondre de la tranquillité de leur ville.

Mais on ne les abandonne pas ainsi, les otages ! Et, tout à coup, de la Grand'Place, de la rue de l'Hôpital Militaire, de la Citadelle, de la place de la République, voici des Français qui surgissent : des goumiers sur leurs petits chevaux, des chasseurs à cheval, des chasseurs à pied ; et les balles commencent à siffler — boulevard de la Liberté, à l'angle de la rue de l'Orphéon, vers le jardin Vauban. Par un heureux hasard, les otages purent s'enfuir sans être atteints. Les pertes sont sérieuses de part et d'autre. On se bat maintenant en plusieurs lieux de la ville. D'autres uhlands sont venus, débouchant du boulevard Carnot. On se bat avec acharnement, boulevard de la Liberté, place de la République, rue de l'Hôpital Militaire, Grand'Place, rue des Arts, place du Théâtre devant la nouvelle Bourse et parvis Saint-Maurice, où des goumiers se firent décimer... Et cela ne se termina qu'à 6 heures du soir, par la retraite des Boches. — La retraite des Boches !... Mais autour de Lille ils étaient 60.000.



Et ils continuaient d'envoyer leurs parlementaires. Il en vint plusieurs, coup sur coup, durant ces premiers jours d'octobre. On s'habitua à les voir, à leur répondre, évasivement, à les éconduire. — Lille était-elle ou n'était-elle pas ville ouverte ? Pouvait-on y séjourner en nombre ? — Un d'eux, venu à la Préfecture le dimanche 11, dans la matinée, demandait l'entrée libre et 100 otages, sinon menaçait de bombardement immédiat.

Ils envoyèrent même des Français rencontrés sur les routes, tel ce plâtrier Raphaël Cuppens dont l'odyssée fut si curieuse.

Le vendredi 9 octobre, vers 2 heures de l'après-midi, avec son frère Marius et son manoeuvre Arthur Duriez — tous trois réformés — il travaillait à 4 kilomètres de Lille, dans l'église du petit hameau d'Ennequin, voisin de Loos, lorsque vint vers eux, ému visiblement, le curé du lieu. « Mes chers amis, dit-il, je n'ai pas de conseil à vous donner, mais j'apprends qu'on fait évacuer les hommes de Lille. » Alors, ils se consultèrent, réfléchirent, finalement ramassèrent leurs outils et regagnèrent la ville. — Oui, il fallait bien s'en aller, puisque l'ordre venait de la Préfecture...

Et, ayant fait leurs paquets, ils sortirent, eux aussi, par cette porte de Béthune... Ils cheminaient, dans la nuit ; ils étaient tout une bande, à présent, plus de quinze. Comme ils venaient de traverser Haubourdin, sur la grand'route, ils rencontrèrent des goumiers et ils leur demandèrent si rien de mauvais n'était signalé de ce côté. « Non, dirent-ils, vous pouvez aller, la route est libre. » Et, 200 mètres plus loin, ils se jetèrent dans une patrouille de uhlands ! Ces uhlands les cernèrent tous, et les emmenèrent loin, fort loin, dans une petite église où l'on passa la nuit, — l'église de Allennes-les-Marais. — Là se trouvaient déjà beaucoup de prisonniers, des employés du chemin de fer, venus de Lille par le dernier train d'évacuation et capturés tout à l'heure, à Wavrin. Même, 14 de leurs camarades avaient péri dans la bagarre.

Et le lendemain, ils avaient tous été conduits à Douai, par Bauvin, Provin, Carvin, Courrières, Hénin-Liétard... et parqués pour la nuit dans la Salle des Fêtes de la Mairie ; on y était plus de 2.000. Puis, le matin suivant, visite sanitaire par les majors allemands. Et lui, Cuppens, avait eu la chance d'être reconnu malade, et remis en liberté, ainsi que son manœuvre Duriez et un certain Synave, lillois, arrêté à Loos par ces Allemands, ce même vendredi 9 — un certain Joseph Synave et son fils, gamin de 13 ans, chaussés de pantoufles tous deux et nu-

tête, ayant été saisis et emmenés à l'improviste.

Ils marchaient en causant, tous les quatre, contents de retourner chez eux, — car ils rentreraient — quand, non loin de Pont-à-Marcq, ils étaient tombés dans une armée allemande au repos, toute une armée ! — du moins ils le jugeaient ainsi. — Que faire ?

Ils continuent leur chemin tout de même.

Un officier de l'avant-garde leur crie : — Où allez-vous ?

— A Lille, répond Cuppens. Nous sommes tous de Lille.

— Ah?... Nous y allons aussi, déclare l'officier ; attendez là ; nous ferons route ensemble.

Et ils avaient obéi. C'était le dimanche 11 octobre, vers 4 heures du soir. Ils avaient obéi. Dix minutes plus tard ils partaient, avec l'avant-garde allemande — « tous ensemble » en effet. — Les Allemands chantaient. Combien de troupes ! Infanterie ! Cavalerie ! Artillerie ! On était surpris quand on regardait toute cette foule qui se mettait en marche.

Mais à peine avait-on fait 100 mètres que des automobiles arrivèrent escortées de cyclistes. Dans l'une il y avait un officier — un homme aux cheveux grisonnants. Il fit monter Arthur Duriez sur le siège de devant, entre les deux chauffeurs ; ensuite il commanda aux trois autres de prendre place dans cette grande voiture où il était lui-même. Et il demanda : « Vous êtes bien

de Lille?... Vous connaissez M. le Maire? » Sur les réponses également affirmatives de Cuppens et de Synave, il écrivit un billet d'abord, et puis, quand ce fut fini, il mit le billet dans sa poche et donna l'ordre du départ.

On filait vite. On ne stoppa qu'à la passerelle du Grand-Ronchin, presque à l'entrée de Lille. Alors il fit descendre de la voiture Cuppens et Synave et remit le billet au plâtrier en disant : « Vous allez porter ça au Maire de Lille. Je garde les deux autres. Si vous n'êtes pas revenus ici à 8 heures, ils seront fusillés. »

Cuppens et son compagnon prirent le pas gymnastique. A la porte de Douai une sentinelle française les arrêta.

— Où allez-vous?... D'où venez-vous?

Le plâtrier demanda s'il n'y avait pas là un officier. Il eût voulu parler à un officier.

Non, il n'y en avait pas ; il y avait seulement un sergent et quelques hommes. Un simple fil de fer barrait la porte.

Tous deux ils reprirent leur course. Quelle émotion surtout pour ce pauvre Synave dont le fils serait fusillé si l'on ne revenait pas à l'heure dite ! Et, chemin faisant, Synave eut une idée : « Si nous allions d'abord à la préfecture ? » Puisqu'on devait passer devant !...

On s'arrêta donc à la Préfecture, et, s'adressant à un huissier qui traversait le vestibule, on lui présenta la lettre, demandant qu'elle fût

remise à M. le Préfet, si l'on ne pouvait pas la lui remettre à lui-même.

Au bout de 25 minutes cet huissier revint, déclarant *qu'on ne pouvait rien faire de ce billet, qu'il fallait le porter aux autorités militaires*, et, comme Cuppens insistait, ripostant que Lille était ville ouverte, que par conséquent il n'y avait plus à Lille d'autorités militaires, on les mit à la porte. Il était 6 heures passées. Alors ils se dirigèrent tout droit vers la Mairie. Le Maire n'y était plus, ni aucun adjoint.

Désappointés, ils se rendirent au Commissariat Central. Là, tandis qu'ils parlementaient au seuil du bureau, ils furent bousculés par un cycliste qui semblait pressé et, tout aussitôt, s'en alla s'entretenir avec l'Inspecteur de service. Dans la suite ils apprirent que ce cycliste venait de la Préfecture lui aussi, que c'était un policier envoyé à leurs troussees. Et quand ils parvinrent à M. l'Inspecteur — enfin — celui-ci leur dit : « Je vais vous faire accompagner d'un brigadier de police et vous allez porter ça au 47, rue de Gand. » Au 47 rue de Gand habitait un commandant de chasseurs. — Mais il était absent. Le brigadier proposa : « Allons à la Citadelle. »

A la Citadelle ils remirent leur billet à l'adjudant de garde et tout de suite on les écroua dans ce vieux fort, sous la prévention d'espionnage. Ils n'en devaient sortir que le lendemain

soir — avec beaucoup d'autres ! — et ils avaient couru le risque d'être fusillés par leurs compatriotes.

Le billet, non cacheté, remis par M. Raphaël Cuppens était ainsi conçu :

« A Monsieur le Maire de Lille.

« Veuillez remettre la ville de Lille aux autorités allemandes avec Officiers généraux Russes, Anglais, Français et Belges, s'il y en a. En cas de refus nous commençons le Bombardement à 8 heures et demie, heure allemande.

« Le Kronprinz,

« Commandant les troupes Allemandes en France. »

Ce billet porté à la Citadelle et livré à l'adjudant de garde, passa, dans la suite, entre les mains de M. Vanryck, bibliothécaire de la ville de Lille et qui fut momentanément chargé de la censure. Il fut copié par M. Raphaël Cuppens, qui eût l'amabilité de me communiquer cette copie. L'inspecteur de police était M. Vandeportal et le brigadier M. Neuvéglise. Quant aux deux otages, M. Arthur Duriez et M. Synave fils, ils furent, durant tout ce combat de la porte de Douai, assis, *par ordre*, derrière les canons établis à Ronchin près de la brasserie de M. Choateau ; ils passèrent ainsi la nuit du 11 au 12 octobre, obligés de se déplacer à chaque déplacement des pièces ; ils eurent la chance de n'être pas atteints, furent autorisés à rentrer dans Lille

le mercredi soir, 14 octobre, et parvinrent à y rentrer le mercredi matin — bien satisfaits !

Cet officier de l'automobile était-il le Kronprinz Rupprecht de Bavière ? Il est des raisons de le croire. D'autres Français avaient été envoyés, dit-on, dans des conditions presque identiques.

Un parlementaire allemand venu à la Préfecture le dimanche matin menaçait la ville de bombardement immédiat. Un autre, qui s'était présenté à la Mairie le même dimanche 11 octobre, de très bonne heure, vers 6 heures, affirmait que cette opération commencerait à 9 heures du matin exactement. En réalité les bombes pleuvaient sur Lille depuis la veille, la canonnade s'était apaisée dans la nuit du samedi au dimanche, pour reprendre, violemment, le dimanche matin à 9 heures ; mais le vrai bombardement — continu, terrible — ne débuta que ce dimanche 11, vers 9 heures du soir.

\*  
\*\*

« 9 heures du soir. L'attaque de nuit commence. On dirait, lorsque les obus éclatent, que tout va sauter autour de soi. Les femmes frissonnent dans les caves ; les hommes remontent chauffer le café. Vers minuit et demi la canonnade fait place à une faible fusillade, qui ne reprend d'ailleurs que par intermittence. Mais

dans les rues, des malheureux dont la maison brûle passent affolés. De loin, c'est un décor sinistre que celui de la rue du Marché-aux-Moutons et du quartier de la gare, en proie aux flammes. Une odeur âcre de brasier monte. De gros blocs de pierre blanche couvrent la petite place devant l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, car le clocher a été plusieurs fois atteint... Et les lueurs de l'incendie éclairent d'un côté le ciel sombre.

Le lendemain, lundi 12 octobre, vers le lever du jour, une accalmie semble se produire. Des femmes, des hommes, se hâtent vers les boulangeries; car, malgré tout, les mitrons ont travaillé, cette nuit... Puis, vers 9 heures, des obus encore se mettent à siffler. « Ce sont nos 75, dit quelqu'un qui « fait la queue » à la porte d'un boulanger. Les Allemands sont du côté de Wagnies; mais nous tenons bon. Il faut les voir, nos poilus, sur les remparts! Nous avons une batterie au Grand-Boulevard, une à la porte de Béthune, une à la porte des Postes! Ça va marcher, vous aller voir!... Les renforts arrivent! Vous savez, la dépêche, apportée hier par l'aéroplane, à l'Esplanade. Des secours viennent. Cent mille hommes! Ce qu'ils vont en prendre, les Boches! » Et l'homme, enfiévré, énumère, énumère, grossit même les chiffres. Et ces obus qui sifflent semblent vraiment être des 75!...

« Pour beaucoup cette journée s'est passée

dans la cave. Parfois un obus s'abat tout près, et l'on a bien envie de s'enfuir à son tour. Par les soupiraux on entend et l'on voit des gens qui déménagent. Des femmes emportent, dans leurs bras, des enfants, tiennent un chien par la laisse ; il en est qui sauvent une cage et des oiseaux. Des hommes traînent des voitures à bras, poussent des brouettes chargées de caisses, de paquets, de matelas, des objets les plus variés. On remonte un instant pour voir l'incendie s'étendre... Un aéro vient de passer... Le ciel, sombre d'un côté, est tout rouge de l'autre, couleur de sang. Un vieux brave, médaillé de 70, un alsacien, « le père Kern », passant devant la maison, me dit en soupirant : « Il paraît « qu'ils vont rendre la ville. » Mais nous ne voulons pas le croire... D'après certains, l'usine à gaz de Wazemmes est en grand danger. Cette explosion, ce serait terrible ! »

Pendant ce temps l'on se battait violemment autour de Lille.

Le vendredi 9, le bombardement avait commencé sans grande vigueur. Mais il s'intensifia dès le lendemain. « Le lendemain 11 octobre, dit l'auteur anonyme du rapport précité, il se poursuivit sans répit ; les obus passaient au-dessus de nos têtes avec un vacarme épouvantable, allant à quelques pas et dans différents quartiers de la ville démolir maisons, hôtels, etc., et porter l'incendie un peu partout. Les

schrapnells pleuvaient, n'atteignant que les arbres qui dominaient la crête des fortifications occupées par nous, mais, par contre, d'excellents tireurs ennemis, choisis sans doute, tuaient tous nos malheureux qui avaient l'imprudence de se découvrir. Mon bataillon perdit plus de 30 hommes, dont un lieutenant, M. Doberchies, et un certain nombre de blessés. C'est la porte des Postes qui eut le plus à souffrir. Notre artillerie, réduite à 3 canons à la suite de l'engagement d'Halennes, se multipliait, cherchant à donner ainsi l'illusion d'une artillerie plus nombreuse. A la fin du bombardement il ne restait plus qu'un canon utilisable.

Nos cavaliers, se mélangeant à nos fantassins, faisaient avec eux le combat à pied et furent très braves. Quand vint le *soir du dimanche 11*, Lille flambait dans la nuit, un brasier immense s'allumait partout, ajoutant à l'horreur d'une nuit tragique de bataille le spectacle d'un incendie colossal.

Le 12 octobre, le jour se lève ; avec lui reprend le crépitement de la fusillade, des mitrailleuses : l'on avait été sur pied toute cette deuxième nuit ; le bombardement n'avait pas cessé ; il se poursuivait maintenant avec la même implacable et régulière intensité. A plusieurs reprises un parlementaire s'était présenté, demandant, sans succès, la reddition de la place.

Une lueur d'espoir vint cependant illuminer

cette sombre journée. Un monoplan français, bravant la mitraille et les coups de feu qui faisaient rage autour de lui, vint atterrir indemne sur l'Esplanade.

Nous apportait-il l'espoir de la délivrance prochaine ?

Hélas, non ! mais du moins du réconfort sous la forme d'une dépêche ainsi conçue :

« Au Commandant de Pardieu, commandant le détachement mixte de Lille : Vous adresse mes vives félicitations pour l'énergie avec laquelle vous avez ramené votre détachement et défendu Lille.

« Tenez dans la ville jusqu'au bout. Une attaque allemande sur la ville doit se produire aujourd'hui vraisemblablement par le Sud. Toute l'armée se porte à votre secours ; la cavalerie peut être à Lille dès ce soir. Je vous nomme lieutenant-colonel et vous accorde une croix de la Légion d'honneur et trois médailles militaires à décerner à votre choix. Envoyez nouvelles par pigeons-voyageurs.

« (*signé*) Général DE MAUD'HUY.

« P. c. c. Le chef d'État-Major, Colonel DE VALLIÈRES. »

L'espoir renaît ; l'armée de secours approchait ; on entendait le canon dans le lointain, et des gens croyaient entendre le pas des chevaux de notre cavalerie. La nuit revint, tragique, illuminée par l'incendie ; les munitions s'épuisaient ; comme l'avait prédit la dépêche, l'attaque allemande se précisait et se faisait maintenant avec une grande activité vers le sud.

Les portes de Douai et des Postes étaient fortement attaquées ; vers midi on dut renforcer les troupes de défense de ces portes par des prélèvements sur celles affectées aux autres portes.

Soudain la canonnade se tut. Un immense hourrah vint frapper nos oreilles ; en même temps un long appel de trompettes se faisait entendre. Il n'y eut qu'un seul cri parmi nous : « Ce sont les Anglais ! »... Hélas, quelques instants après, lent et majestueux, dominant le crépitement des flammes, le « *Die Wacht am Rhein* » s'élevait, solennel, dans la lueur rouge de l'incendie... Lille était tombée glorieusement.

Cependant, le téléphone ne fonctionnant plus, nous n'avions reçu aucun ordre et nous continuâmes la fusillade, gardant nos positions jusqu'au mardi. Nous apprîmes plus tard que les Allemands étaient entrés par la porte de Douai et que le lieutenant David Bompain, qui commandait les troupes de défense de cette porte, avait reçu plusieurs graves blessures et qu'un bon nombre de soldats avaient été tués ou blessés. Notre tâche était terminée ; les uns étaient faits prisonniers, les autres échappaient à la captivité par divers moyens. L'objectif de nos chefs était partiellement réalisé. Nous avons retenu autour de Lille une armée allemande d'environ 60.000 hommes avec une nombreuse artillerie, qui n'osait s'avancer par crainte d'être coupée sur ses

derrières. Le général allemand, qui croyait trouver dans Lille des troupes considérables, au moins 35.000 hommes, trouva au plus 3.000 territoriaux d'infanterie, 300 cavaliers et 3 canons inutilisables. Bien que dépité, car il se sentait joué, il ne put retenir un mouvement d'admiration pour nos troupes. Il eut des paroles dures pour ce geste inutile, croyait-il, de la défense de Lille et de la tâche disproportionnée qu'on avait donnée à ses défenseurs ».

La défense de Lille servit-elle à ce point l'ensemble de nos opérations militaires ? Avec 110.000 hommes environ, le 24 août 1914, Lille avait été déclarée ville ouverte. Avec 3.000 hommes, 4.000 au plus, au début d'octobre 1914, elle se défendit contre 60.000 Allemands. Ce surprenant changement d'attitudes a causé bien des étonnements et des discussions. N'est-il pas permis d'admettre ceci : que notre victoire de la Marne nous avait donné grande confiance, une confiance singulièrement exagérée, dans l'avenir, et que, ne croyant plus le Nord menacé, on ambitionna de rétablir tout de suite ses industries, sa vie économique ? C'est l'opinion de quelques-uns et c'est celle qui me semble la plus justifiée. Le Haut Commandement — qui s'était souvent trompé, qui n'avait jamais voulu prévoir notamment l'attaque par la Belgique, et qui se trompait encore — le Gouvernement fort embarrassé d'ordinaire en dépit de ses airs satisfaits,

— le voyage à Bordeaux l'avait assez prouvé — sans doute aussi la Municipalité lilloise, se faisaient de grandes illusions. Les Allemands, pensait-on, inquiétés par nos succès, occupés à présent vers le Centre et vers l'Est, contrariés dans leurs plans, ne chercheraient plus à prendre Lille. Alors pourquoi ne pas y ramener la vie et la prospérité — à Lille et dans toute la région? Cet avis pouvait très bien se soutenir. Un comité s'était formé, à la tête duquel figuraient MM. Ribot et Jonnart, comité prêchant avec ardeur la reprise des affaires et le retour corrélatif des pouvoirs et services publics. M. Thomson, ministre du Commerce, était venu à Lille, apportant ainsi l'approbation gouvernementale, donnant à ces idées, par sa présence, la consécration officielle. Malheureusement, si l'on avait réorganisé la vie commerciale, on n'avait pas suffisamment garanti sa sécurité, sa durée; si l'on avait installé des fonctionnaires, on avait négligé d'amener des soldats : c'est ainsi, qu'arrivant tous ensemble, « frais et joyeux » et chantant leur « *Gloria ! Gloria !* », le 12 octobre 1914, les 60.000 Allemands de Von Kluck trouvèrent en face d'eux une armée de 3.000 hommes. *Par la faute de qui n'était-elle pas plus forte?*

Une armée qui se battit bien, qui fit tout ce qu'il était possible de faire. Ses ennemis le reconnurent et l'en louèrent. Il existe d'eux un intéressant récit de cette prise de Lille, dans le

*Lille in deutscher hand*, publié à Lille en octobre 1915 (1). Il montre bien quelle importance les Allemands attachèrent à la prise de Lille; en outre il nous fournit certains renseignements sur la bataille elle-même. « La principale signification de la prise de Lille, le 12 octobre 1914 — y est-il dit (page 9) — consiste dans les suites que la possession de la ville a eues pour la campagne dans le Nord de la France. Lille avec ses riches approvisionnements, ses ressources supplémentaires utilisables au point de vue militaire, se trouvant aux mains de l'ennemi, formait un bastion contre notre offensive dans le Nord, bastion dont nous pouvons mesurer l'importance maintenant que nous avons passé une année de lutte sur le sol des Flandres.

« Examinée sous cet angle, la lutte pour Lille n'est pas seulement un de ces combats victorieux comme les troupes allemandes peuvent en inscrire par centaines sur le livre de l'histoire durant cette guerre...

« A dater du 12 octobre 1914 la plus haute citadelle du commerce du Nord de la France, le district des trois villes, passe dans les mains allemandes... »

Relativement aux préparatifs de la bataille et

(1) *Lille in deutscher hand*. — Lille, oktober 1915. Druck und Verlag der Liller Kriegszeitung. (Publication du *Liller Kriegszeitung*, journal allemand publié à Lille de novembre 1914 à octobre 1918).

à la bataille elle-même, le *Lille in deutscher hand* nous apporte ces indications : C'est le 181<sup>e</sup> régiment d'infanterie qui attaqua la porte de Douai le lundi 12 octobre à 3 heures de l'après-midi. Le lieutenant Elssner ouvrit la marche. Les principaux avantages furent remportés par le 19<sup>e</sup> corps d'armée sous la conduite du général de cavalerie Von Laffert. (C'est, selon toute apparence, ce corps d'armée que le plâtrier Raphaël Cuppens et ses trois compagnons de route avaient rencontré aux environs de Pont-à-Marcq le dimanche 11 octobre vers 4 heures de l'après-midi.) En effet, ainsi que nous l'apprend le *Lille in deutscher hand*, le 11 octobre 1914, ce 19<sup>e</sup> corps d'armée — d'origine saxonne et venu récemment de Champagne — était dans la région d'Attiches-Pont-à-Marcq, au sud de Lille. Avant 3 heures il ignorait encore la situation réelle des troupes françaises, soit à Lille, soit autour de Lille. Les détachements Schulenburg et Wahnschaffe n'avaient pas réussi à entrer dans la ville, se trouvaient arrêtés aux environs. Et ce ne fut qu'entre 3 et 4 heures que les détachements de ces deux généraux ainsi que le 19<sup>e</sup> corps d'armée, à Attiches-Pont-à-Marcq, reçurent l'ordre de préparer l'attaque. Des reconnaissances de cavalerie furent alors poussées dans toutes les directions, puis les renseignements étant parvenus, on prit les dernières dispositions.

Les régiments allemands engagés dans ces

combats furent : les 104<sup>e</sup> et 181<sup>e</sup> d'infanterie entre Hellemmes et Ronchin : le détachement Wahnschaffe ; la 89<sup>e</sup> brigade d'infanterie ; les 133<sup>e</sup> et 134<sup>e</sup> d'infanterie ainsi que le 32<sup>e</sup> d'artillerie de campagne entre Seclin et Cappelle ; les 139<sup>e</sup>, 119<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> chasseurs, 77<sup>e</sup> d'artillerie de campagne ; le 179<sup>e</sup> d'infanterie au large de Wattignies ; plus des détachements et régiments de pionniers et du 19<sup>e</sup> hussards.

A 3 heures de l'après-midi est ordonnée l'attaque à la porte de Douai. Ce sont les troupes du 181<sup>e</sup> d'infanterie qui donnent l'assaut. A la première porte, courte mais opiniâtre résistance. Les pionniers sont sur la brèche et travaillent vigoureusement contre les obstacles. On va de l'avant. Puis c'est la deuxième porte que déblaient les travailleurs ; et tout aussitôt, l'infanterie, en formation compacte, s'avance. « Des maisons situées face à la porte, de l'autre côté, les assaillis ouvrent contre les assaillants un feu d'une grande violence. » C'est à ce moment que le lieutenant Elssner, commandant le convoi de la 3<sup>e</sup> batterie, s'élançe, à la tête du 181<sup>e</sup>. Il met en position les canons à la hauteur de la ligne d'infanterie, sur le glacis devant la porte. Il peut ainsi avec efficacité bombarder la deuxième enceinte, en procurer l'accès aux troupes allemandes. Et il y pénètre lui-même, dans cette deuxième enceinte, avec l'infanterie. Une grêle de balles accueille les envahisseurs. Mais, depuis

quelques instants, une vive animation se remarque parmi les Français. Les Allemands en profitent. Le 3<sup>e</sup> bataillon du 181<sup>e</sup>, appuyé par les pionniers, progresse encore. A ce moment le lieutenant Elssner est mortellement blessé. Transporté à l'hôpital, il y décédera peu après — et ses compatriotes, un jour, à Lille, au cimetière du Sud où il repose, sculpteront sur sa tombe un casque orné de feuilles de chêne et de laurier, inscriront une glorieuse épitaphe. — Mais l'élan était donné. L'héroïque garnison française, décimée, débordée, cédait (2 officiers et 46 hommes furent faits prisonniers). Quelques minutes plus tard, le major Delorme, des chasseurs à cheval, arrivait en parlementaire. Il fut reçu par le commandant du 181<sup>e</sup> d'infanterie, le lieutenant-colonel baron Von Welck, le prince Georges de Bavière, le major de Xylander, le capitaine Luebecke de l'État-Major général. Tous, avec le parlementaire français, se rendirent à la Place, où son commandant, le lieutenant-colonel de Par-dieu, remit la forteresse de Lille sans conditions.

« Ainsi Lille était à nous, dit le *Lille in deutscher hand*. Des papiers furent trouvés qui demandaient clairement de tenir jusqu'au 12 octobre, au soir, en dépit de toutes circonstances. Grâce à ce délai, les troupes avancées de Dunkerque, de Calais, de Boulogne, espéraient pouvoir amener une forte armée anglo-française, la 10<sup>e</sup>, et rompre l'investissement. Nos vaillants corps de

cavalerie, avec la lance et la carabine, repoussèrent, sous une rafale d'acier, ces projets, mais ils n'auraient pas pu tenir plus longtemps, car la pression devenait toujours plus forte. »

Ce dernier passage est significatif. Les corps de cavalerie allemande couvrant les troupes d'assaut étaient près de céder. Lille résistant davantage, c'était le bombardement à outrance, sans arrêt et sans rémission, peut-être le sort d'Arras et de Lens, le front stabilisé à 3 ou 4 kilomètres de la ville.

On ne se battit pas que porte de Douai ; en même temps le combat se développait devant la porte de Tournai, la porte de Béthune, la porte de Cantелеu, etc., etc... La batterie française, réduite à 3 canons, tirait tantôt ici, tantôt là, pour illusionner l'ennemi sur la défense de la Place. Les Allemands furent joués en effet, ils croyaient à une forte garnison française. Les troupes nombreuses qu'ils employèrent à l'investissement de Lille en témoignent. Le communiqué officiel allemand du 15 octobre 1914 ne pouvait dès lors avouer le chiffre réel des prisonniers faits (2.000 territoriaux, 500 cavaliers, plus 3 canons inutilisables). Selon l'usage, le chiffre fut doublé ; cependant les Allemands eux-mêmes se méfièrent de la donnée officielle, et les chroniqueurs militaires allemands, dans les revues de guerre, en rabaisent sensiblement le chiffre.

« Sacrifice inutile. » Telle est l'impression qui

revient sous toutes les plumes. Le communiqué du 15 octobre donnait déjà ce mot d'ordre : « Nous avons occupé Lille. 4.500 prisonniers ont été faits. La ville avait été déclarée ouverte. Les autorités françaises savaient le fait connu des troupes allemandes. Malgré cela l'adversaire y tenta un essai d'arrêt, avec des troupes parties de Dunkerque, leur confiant la mission de tenir jusqu'à l'arrivée de l'armée d'encerclement. Celle-ci, naturellement, ne parvint pas; le seul résultat obtenu fut que la ville, défendue sans but, dut subir des dommages de la part de nos troupes, en raison des mesures nécessitées pour sa reddition. »

Du moins nous avons bien résisté. Longtemps nos 3.000 hommes avaient tenu contre ces forces considérables. Devant la porte de Douai notamment, au hameau de la Froidure, les Allemands possédaient une artillerie puissante; nous ne disposions que d'un canon et de quelques soldats, d'une poignée de braves qu'il fallut « renforcer » à la fin, quand la poussée devint trop violente. La porte n'était-elle barrée que par quelques fils de fer, comme elle l'était le dimanche soir quand vinrent s'y présenter le plâtrier Cuppens et son compagnon? S'il faut en croire le récit allemand, on l'avait garnie d'obstacles plus sérieux, sans doute à l'approche de l'ennemi. Contre de simples fils de fers barbelés les pionniers allemands n'eussent pas eu

beaucoup de besogne. Un garçon de 15 ans, presque un enfant, dont j'ai le regret d'ignorer le nom, tint et manœuvra pendant tout le combat une mitrailleuse que nul ne put lui faire abandonner.

Naturellement tout le quartier qui touche cette porte de Douai fut très éprouvé par le bombardement, et il en porte encore les traces. L'artillerie allemande visait particulièrement les usines Wallaert, Dujardin et Le Blan, dont les hautes cheminées étaient un point de mire. Et puis des usines, n'est-ce pas, avant tout, ce qu'il faut détruire ? En entrant, les vainqueurs se vengèrent tout d'abord de ces maisons de la place Férenig d'où l'on avait tiré sur eux, et ils les brûlèrent, ces maisons faisant face à la porte. Ils brûlèrent la rue de Mulhouse, la rue Saint-Quentin, les magasins Le Blan. Aux usines Wallaert ils mirent le feu à chaque bout des métiers. Ils connaissaient très bien la maison et ils dirent au concierge : « Sortez : nous allons brûler Wallaert. » De même ils chassèrent de l'école Montaigne (école des filles) sa directrice, Mlle Herlem, de l'école Buffon (école des garçons) son directeur, M. Pierchon, après fouilles minutieuses des immeubles, et ils incendièrent ces deux établissements. Sans doute pensaient-ils y découvrir des soldats cachés. A l'école Buffon ils firent ranger dans la cour toutes les personnes présentes — personnes qui s'y étaient réfugiées, dans

les caves, lors du bombardement — et ils les firent sortir de Lille, par cette porte de Douai, puis, lorsqu'elles furent à quelques kilomètres, sur la route, ils dirent : « Allez. Maintenant vous êtes libres. » Ces pauvres gens passèrent la nuit à Ronchin, dans les maisons du voisinage. Quand ils purent rentrer, le lendemain, ils ne trouvèrent plus l'École Buffon, ni l'École Montaigne. Tout était brûlé. La place Fernig, çà et là, flambait encore.

Par la suite, les vainqueurs établirent dans ces écoles Montaigne et Buffon une fabrique d'eau gazeuse ainsi qu'un petit tramway pour les besoins de leur entreprise.

Et ils entraient en chantant : « *Gloria! Gloria! Deutschland, Deutschland über alles!* » Et ils disaient : « *Pariss capout! Calès capout! Lille capout! Champ de betteraves!...* » (1)

Ils entrent. Quelques-uns sont entrés dès le soir même de ce lundi 12 octobre, vers 6 heures. Des Bavarois ont formé des faisceaux sur la place des Halles Centrales. La ville flambe. Des soldats, passant par les rues et trouvant que « ça ne marche pas assez vite », lancent dans les maisons, par les fenêtres, des grenades incendiaires. En certains endroits on a coupé les conduites d'eau.

(1) Renseignements fournis par Mlle Herlem, ex-directrice de l'École Montaigne, et par M. Pierchon, ex-directeur de l'École Buffon.

Et le lendemain, dès l'aube, les premiers arrivés visitent « la forteresse », comme ils disent. « Derrière l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, de grand matin, un officier passe, élégant, dans sa cape grise. Il fait soleil. Vers Armentières le canon tonne sans interruption. Au milieu des rues, où s'amoncellent les tuiles brisées, les volets arrachés, le verre cassé, des soldats allemands se promènent par groupes de douze à vingt. Je veux me rendre porte de Béthune et de là aux Halles où sont, dit-on, enfermés les héroïques défenseurs de la ville. Les Allemands chantent. Une petite fille en tremblant vient me donner la main pour passer la rue... Porte de Béthune, un décor de combat, des vêtements militaires abandonnés, des fusils, des képis, des sacs, des litres, et quelques cadavres qu'on n'a pas encore enlevés. Devant la porte une voiture de tramway, et quelques fils de fer barbelés pour défendre l'entrée. Et c'est avec ces moyens qu'ils ont tenu deux jours !

« Pourtant, les goumiers, n'étant pas prévenus de la reddition, ont encore lutté près des halles de la rue Solférino. A la citadelle, les soldats voulaient également combattre. Le colonel de Pardieu, commandant de la place, était parmi les prisonniers (1). »

Bon nombre de soldats se sont cachés çà et

(1) Notes de M. EMILE FURCY.

là, chez des particuliers; les autres sont déjà groupés sur l'Esplanade.

Et l'armée allemande, ce matin, fait son entrée solennelle. « Huit heures... Par les trois portes du sud, l'armée allemande commence à défiler. Cavalcade inutile et grotesque. Les officiers sont si raides sur leurs chevaux qu'ils semblent des soldats de bois affublés du manteau des Croisés. Les hommes sont couverts de boue; ils chantent sans ardeur leur chant fameux des jours de fêtes : « *Gloria! Gloria!* » Certains sont silencieux. Tous regardent curieusement la ville qui devient leur proie. Quelle est-elle? Le savent-ils? Les uns, oui; les autres, non. Ils ne sont sûrs que d'une chose, c'est que Paris est tout près : 12 kilomètres au plus. Ils ont des cartes, mais ce sont des cartes truquées. Ils cherchent des yeux la tour de fer qui lance des messages au monde, et fatigués de ne la point voir, ils oublient la ville conquise pour songer à leur estomac. »

Et ils s'en vont dévaliser les épiciers, les charcutiers. Mais ce n'est pas tout. « Midi et demi... La cavalcade n'est pas terminée. Après les uhlans, les dragons, l'artillerie, l'infanterie, voici des cyclistes retardataires, qui déambulent par la porte d'Arras. Les chants ont cessé. Les visages sont las. Les rues encombrées de voitures à ravitaillement toutes vides. On signale un convoi interminable à Haubourdin.

« Des hussards de la mort sont entrés par la

porte de Douai. Ils sont descendus de cheval, place de la Préfecture, et se sont, trois fois consécutives, prosternés lentement vers la terre en poussant d'intraduisibles cris. Puis, remontant en selle, ils sont partis.

« Était-ce le résultat d'un vœu ou une grimace théâtrale ? »

« Une compagnie d'infanterie est passée rue Solférino. Chaque fusil était complété par une baïonnette-scie. L'une d'elles avait dû servir, car elle était rouge, couleur de rouille, mais ce n'était pas de la rouille certainement. Coups de trompe et rires... Voici les états-majors. Les états-majors roulent en auto. Ces messieurs savent d'avance leur route. Ils s'informent : « Hôtel Bellevue ? Hôtel X... ? Bon état ? Pas de « dégâts ? » Mais avant d'aller boire de compagnie le champagne de la victoire provisoire, une visite aux ruines s'impose.

« La chaleur de l'incendie est parfois gênante, et quand cela est, les officiers se voilent le front avec leur mouchoir. Ils vont admirer de rue en rue leur joli travail de destruction. Ils prennent des photos. L'un d'eux, plus impudent ou plus sot, propose à Mlle X..., qui passe, une promenade autour de la ville. Mlle X... est infirmière : elle a sa coiffe blanche, et l'officier de dire : « Acceptez... Croix-Rouge est neutre... tout à fait neutre. » La jeune infirmière a pâli, cherchant un qualificatif pour ce butor, ne pouvant

rien faire que cacher ses larmes. Et l'officier n'a pas compris pourquoi la petite Française de la Croix-Rouge n'acceptait pas de venir avec lui en auto admirer les effets du bombardement (1). »

882 maisons, dit-on, sont détruites : 1.500 sont endommagées, dont une centaine si gravement qu'elles devront être démolies. On parle de 80 morts dans la population civile.

M. H. de Favreuil, inspecteur général d'assurances, consul de la République de Panama et des Républiques Dominicaine et de Nicaragua, publiait en septembre 1916, dans le *Conseiller des Assurances*, un état très complet des dégâts causés dans les divers quartiers de la vieille capitale des Flandres :

« L'Hôtel de Ville, le nouveau et l'ancien Théâtre (Salle des Fêtes), l'ancienne et la nouvelle Bourse du Commerce, les Gares du Nord et Saint-Sauveur, les églises, n'avaient heureusement que peu souffert, et d'aspect extérieur les dégâts sont minimes (sauf cependant pour l'église Saint-Maurice, où un commencement d'incendie se déclara dans la toiture).

« Il en est de même pour les Universités Libre et de l'État et de leurs annexes, ainsi que les hôpitaux.

« La Préfecture et le Palais des Beaux-Arts qui lui fait face, non atteints par l'incendie, furent

(1) PIERRE PLESSIS, article dans *l'Intransigeant*.

copieusement arrosés d'obus cependant, et leurs murs aux riches sculptures noircies par le temps laissent lamentablement apparaître, en blanc, de nombreuses et larges traces d'éclaboussures de débris d'obus et de mitraille. Les dégâts intérieurs dans la Préfecture sont peu importants ; par contre, l'intérieur du Palais des Beaux-Arts a gravement souffert ; les nombreuses verrières qui éclairaient les salles des collections volèrent en éclat, une notable partie de la toiture d'ardoises fut percée à jour, et la chute d'une trentaine d'obus au milieu de nos riches collections causa des dégâts irréparables ; des toiles des grands maîtres de diverses Écoles furent constellées de déchirures et irrémédiablement perdues. La précieuse « Tête de Cire », la Perle de notre Musée, avait été, en temps opportun, mise en lieu sûr.

« Les rues les plus éprouvées sont les suivantes :

« La rue Faidherbe (ancienne rue de la Gare), presque en totalité détruite, notamment le Café Jean, le Grand Hôtel, la Grande Pharmacie de France, la Librairie Morand et Cie (anciennement Taillandier), La Grande Maison (vêtements), etc., etc.

« Rue des Ponts-de-Comines. La partie s'étendant de la rue Faidherbe à la rue de Paris n'existe plus, sauf les magasins Gras (instruments de musique), Houzé (tissus) et peut-être un ou deux autres magasins.

« Rue du Vieux-Marché-aux-Poulets. Presque entièrement détruite, notamment le Restaurant Divoir, le Kursaal et le Passage Centenaire qui, de la rue Faidherbe, y donnait accès.

« La Place de la Gare a gravement souffert, en ce qui concerne la partie allant de la rue Faidherbe à la rue de Tournay. L'Hôtel de Normandie (Beaucarne) a disparu.

« La rue de Paris détruite en sa partie gauche allant de la rue des Manneliers à la rue du Molinel.

« Le Boulevard de la Liberté a souffert en sa partie proche du Boulevard des Écoles. Les grands magasins et ateliers de la Belle Jardinière ne sont plus qu'un monceau de ruines.

« Le Parvis Saint-Maurice a beaucoup souffert; l'Hôtel Moderne a été préservé, mais l'Hôtel Continental, voisin, a été détruit de fond en comble.

« Les rues de Béthune, de l'Hôpital Militaire, du Molinel, sont détruites en grande partie. Heureusement l'Hôpital Militaire et l'église Saint-Etienne, y contiguë, furent préservés.

« Enfin, de la ville entière, il n'est pas de quartiers ni presque de rues où des ruines n'attestent l'œuvre dévastatrice du bombardement. »

\*  
\* \*

Cependant aux environs de Lille les troupes

allemandes, sans cesse en mouvement, répandaient la terreur par le moyen de leurs brigandages habituels. Quelques récits, glanés çà et là, principalement dans la région d'Armentières, d'Estaires et de Laventie, qui devait tant souffrir de cette guerre affreuse, donneront, j'espère, au lecteur un aperçu de ce que furent les alentours de la grande ville flamande durant cette première quinzaine d'octobre 1914.

A Laventie, dès le samedi 3 octobre, des troupes françaises avaient passé, fêtées par la population très patriote. Puis, peu après, à ces figures guerrières, joyeuses, succédaient d'autres figures, tristes celles-là, figures de pauvres gens tirant la jambe par les chemins, hissés sur des chariots ou poussant des brouettes, fuyant l'invasion. Ensuite, sur l'ordre de la préfecture, étaient partis les mobilisables, ce 9 octobre, parmi ceux de Lille, Roubaix, Tourcoing, Armentières... en route vers Gravelines. Combien de spectacles ! Mais ils ne devaient pas manquer, les spectacles !

Le lendemain samedi, dans la matinée, un médecin-major vint d'abord réquisitionner des chevaux et voitures pour transporter à Béthune des soldats blessés ; puis, dans l'après-midi, un colonel français fit dire à M. Dumont, maire de la localité, que très probablement, avant la nuit, il recevrait la visite d'une division allemande ! — Une division allemande ! Presque en même

temps arrivait sur la place, à bicyclette, un M. R. de Fleurbaix et il déclarait : « Dans une heure, Monsieur le Maire, vous aurez les Allemands ! » et il s'enfuit au plus vite. A peine avait-il disparu, qu'une patrouille allemande s'annonçait en tirant des coups de revolver dans toutes les directions. Un homme est tué dans la rue de Paradis. Un cheval est tué rue d'Enfer, et son cavalier, un dragon français, se sauve. « Rentrez tous chez vous ! » crie le Maire. Les balles continuent de siffler. Les rues se vident. On n'entend plus que ces sifflements inquiétants. Rentré à la Mairie, M. Dumont trouve son greffier, tranquillement en train d'écrire. « Vous devriez vous mettre plus près du mur, dit-il, Monsieur le Maire ; dans l'angle, là. Au milieu de la pièce vous courez des risques. » Mais, comme il achevait de parler, des voix violentes, s'élevèrent. « Mairie !... Mairie ! » criait-on. Une trentaine d'Allemands montaient l'escalier. Un capitaine, un lieutenant, revolver au poing.

— C'est vous M. le Maire ? hurle le capitaine.

— Oui.

— Vous savez que vos civils ont tiré sur mes hommes ?

— C'est impossible. Après les instructions que j'ai données je suis sûr que personne ici n'a tiré sur vos soldats. Du reste, voyez mes recommandations.

Et il tendait un exemplaire d'un avis tout

récemment placardé sur les murs du village.

L'officier dit alors : — Suivez-moi ! Descendez !

Il avait le souci très évident d'inspirer une grande frayeur.

Un fusil oublié à la porte de la mairie faillit occasionner des incidents graves.

Puis, comme on lui expliquait les choses, l'Allemand se calma.

— Vous avez eu beaucoup de soldats français ici ? demanda-t-il.

— Oui, beaucoup.

— Des centaines ?

— Beaucoup de centaines.

Et, comme on sortait, M. Dumont cria de nouveau : « Rentrez chez vous ! » Il avait grand peur de quelque accident. Sur le territoire de la commune déjà plusieurs civils avaient été tués.

Des soldats allemands l'entouraient, lui et son greffier, et ricanait en montrant leurs cartouches.

Ils se firent conduire tous au bureau de poste, enfoncèrent des portes, brisèrent des appareils téléphoniques, voulurent ouvrir la caisse, et comme on passait devant le domicile particulier du Maire, ils y entrèrent, inspectèrent tout, s'étonnèrent de voir là, sur une table, un téléphone.

— Pourquoi avez-vous le téléphone ?

— Pour mes affaires.

Il fallut leur expliquer.

Puis ils pénétrèrent dans un magasin voisin. Le timbre de la porte ayant sonné, ils furent pris encore de soupçons.

— Téléphone ?

— Non, un timbre.

Ils visitèrent tout, de la cave au grenier.

Ensuite, revenant vers le groupe que formaient dans la rue les soldats, le Maire et son greffier, le capitaine se préoccupa des otages. « — Il nous faut des otages. Six ! Des personnes notables. Trouvez-en quatre autres. Vous avez une demi-heure. »

On alla chercher M. Edmond Becquart, notaire honoraire, qui accepta tout de suite, M. Duquesne, M. le doyen de Laventie. Il n'en manquait plus qu'un. En visite au presbytère justement, M. le curé de Saily se proposa. Donc on était au complet et l'on gagna la mairie, où l'on soupa médiocrement, où l'on dormit sur des chaises.

Le lendemain dimanche on monta de bonne heure au grenier et l'on compta onze incendies dans la campagne. Puis vint un intendant.

— C'est vous M. le Maire ?... Vous aurez à fournir pour 4 heures du soir 20.000 kilogs d'avoine et 2.000 pains de 1 kilo. Sinon, 10.000 francs d'amende !

Comment cuire tant de pains avant 4 heures ? A 2 heures M. Dumont fit apporter ce qu'il avait pu obtenir des boulangers du pays, demandant que pour le reste on lui fit crédit jusqu'au len-

demain. L'un des deux sous-officiers auxquels il s'adressait lui demanda, fort inopinément :

— Que pensez-vous de l'armée allemande ?

Le maire, un peu interloqué, hésitait à répondre. Le Boche fit lui-même la réponse : « Vraiment, c'est triste de la voir se comporter aussi mal, notre armée. »

Puis le lendemain, lundi 12, revint l'intendant.

On alla visiter les boulangers. Ils n'étaient pas superbes, ces pains, il faut l'avouer. L'intendant se fâcha, montrant un poing menaçant. « Monsieur le Maire, on vous a à l'œil. Tenez-vous bien ! »

Quittant cet hôte exigeant et regagnant la mairie, M. Dumont remarqua des soldats attroupés le long d'un mur. Un civil était là, pressé contre la muraille et houspillé par ces brutes. — Le maire de Vieille-Chapelle ! un brave cultivateur ! Que lui voulait-on ?... On lui reprochait d'avoir tué des Allemands. Il venait de dépecer une brebis ; il avait du sang sur les doigts : sa situation était fort périlleuse.

Mis au courant des faits et tremblant pour son collègue, M. Dumont courut chez M. Duquesne, où logeait le général avec son état-major.

— Répondez-vous de cet homme ? dit un aide de camp.

— Absolument ; c'est un excellent homme, incapable d'une action semblable.

Le général, rentrant en cet instant, se mit en

une grande colère et se lança dans des considérations supérieures, que son grade lui permettait :

— Vous avez un sale gouvernement ! Un gouvernement de socialistes ! de francs-maçons ! Ils n'ont rien aujourd'hui, ils sont millionnaires dans six mois ! Du reste, plus de religion ! Un pays sans religion est un pays perdu !... Il passera demain en conseil de guerre, votre homme !

— Pourtant, mon général, puisque vous avez de la religion, vous devez avoir aussi de la conscience. Vous ne condamnerez pas un innocent !...

— Bon, bon... C'est entendu... A cause de vous je dirai un mot favorable... A cause de vous, vous entendez !

Le lendemain le fortuné cultivateur était jugé, libéré, retournait à Vieille-Chapelle. Le lendemain aussi, dans l'après-dîner, arrivait chez M. Dumont un officier escorté de huit soldats.

— Monsieur le Maire, vos civils tirent sur nous !

— De quelle direction viennent les coups de feu ?

— De ce côté !

— De ce côté c'est la gare, c'est la Gorgue et le département du Nord. Ici nous sommes à Laventie et dans le Pas-de-Calais. Ça ne nous regarde donc pas.

— Ah !... Nous allons visiter votre maison.

Ils la visitèrent consciencieusement, ouvrant tous les placards, soulevant les matelas. Ils prirent spécialement le champagne — tout le champagne — les liqueurs, kirsch, bénédictine, chartreuse, fine champagne, curaçao, genièvre... — « pour l'état-major », dirent-ils, — sans doute pour ce pieux général ; et, quand ce fut fini, ils emmenèrent leur victime chez M. Duquesne ; là, dès en entrant, l'officier déclara : « Monsieur le Maire, vous êtes prisonnier. »

M. Duquesne aussi était prisonnier, dans sa maison. On réunit les deux captifs dans une même salle ; et ils n'avaient pas le droit de s'adresser la parole l'un à l'autre. Ces huit soldats veillaient, criaient : « Silence ! » au moindre mot. Un grand et gros Boche d'une vingtaine d'années semblait prendre plaisir à bousculer ce maire. Un autre ouvrit le piano, se mit à l'essayer. « Il est mauvais ! grogna-t-il. Il est faux ! » — « Ça ne m'étonne pas, dit M. Duquesne ; on n'y a plus touché depuis six ans, depuis la mort de ma fille. Et tous mes autres enfants sont morts. »

Vers 9 heures du soir on fit l'appel de ces huit hommes — qui seraient bientôt chargés de l'exécution sans doute. Ils apportèrent à chacun de leurs détenus une assiette de rata, des pommes de terre avec un petit morceau de viande ; ensuite ils étalèrent de la paille sur le tapis et se couchèrent.

— Cependant, disait M. Dumont à M. Duquesne, il faudrait bien savoir pourquoi nous sommes emprisonnés.

Ils tentèrent, le matin venu, de le demander au général. Le général était couché, dormait encore. Un de ses officiers d'ordonnance dit : « Vos civils tirent sur nos hommes. » On tâcha de lui prouver, la carte sous les yeux, que les coups de feu provenaient du département du Nord. Il finit par dire : « Retournez chez vous. Vous êtes à présent prisonnier sur parole. Mais soyez ici demain à 7 h. 1/2 du matin. » Le maire retourna chez lui. Le lendemain 14 octobre, à 7 h. 10, plus que ponctuellement, il était au rendez-vous. On lui dit : « Vous êtes en retard ! Vous êtes sujet allemand, il faut mettre votre montre à l'heure allemande ! »

Ce jour-là, on essaya de lui extorquer une contribution de guerre de 24.000 francs. Le lendemain on lui prit son automobile. On prit aussi l'une des automobiles de M. Edmond Becquart. Et ce même jour, après avoir déjeuné chez M. Dumont — copieusement d'œufs et de jambon cru arrosé de vin blanc —, après avoir aimablement recommandé au maire de descendre au plus tôt à sa cave pour éviter les obus anglais *qui ne tarderaient pas à pleuvoir* — vers 10 heures du matin, on se mit en selle, on partit. Quelques minutes plus tard, en effet, l'artillerie anglaise commençait à se faire entendre, à casser des vitres et trouser des maisons.

A 6 heures du soir tout était rentré dans le calme, sinon dans l'ordre. Depuis longtemps déjà l'état-major avait filé, avec son pieux général ; le G. Q. G. était abandonné. Le lendemain, vendredi 16, il ne restait plus dans le village que les immondices allemandes, de gros tas d'immondices partout, plus un seul Boche. Ils s'en étaient allés — enfin ! — pas bien loin, par malheur, vers Fauquissart, sur les buttes d'Aubers et de Fromelles, d'où, jusqu'à la fin de la guerre, ils bombardèrent la région, n'y laissant que des ruines, des trous d'obus et des fils barbelés.

Un petit village voisin, Fleurbaix, ne fut pas plus heureux. Il ne présente plus guère aujourd'hui que des décombres.

Fleurbaix, « *la Fleur* », gentil village paisible sur le grand pays plat, parmi les blés, les betteraves et les prairies, les fossés pleins d'eau où croissent les verts roseaux flexibles, avec ses fermes çà et là, sous leurs tuiles rouges, à l'ombre des saules ou de rares peupliers, et ses haies d'aubépines qui sentent bon au printemps.

Fleurbaix jadis vivait tranquille. Au début de ce mois d'octobre 1914, il fut troublé par de mauvaises rumeurs qui circulaient : on disait que les Allemands, bien sûr, allaient venir. Le 6, arrivés de Belgique, par Steenwerck, ils s'é-

taient avancés jusqu'à la gare d'Erquighem-sur-la-Lys, avaient fait sauter quelques mètres de la voie ferrée entre Armentières et Berguette. Les dégâts avaient, d'ailleurs, été vite réparés.

Le samedi 10 octobre, vers midi, des coups de feu retentirent, à l'entrée du pays. Six cavaliers allemands, au hameau de la Malassise, venaient de tuer un civil qui, les ayant aperçus, fuyait à toutes jambes.

Ces uhlands passèrent, au petit trot, le cigare aux lèvres et l'œil arrogant, semblant se diriger vers Fauquissart.

Deux heures après c'était le grand défilé, toute la troupe, par les rues : cavalerie, infanterie, artillerie, camions, — interminablement. « Les maisons étaient hermétiquement closes, mais à travers les fentes de leurs persiennes, les habitants regardaient l'envahisseur. Ils écoutaient aussi l'assourdissant bruit de ferraille. C'était à la fois bizarre et lugubre.

« Ce flot déferla vers Sailly et Estaires, pendant plusieurs heures, puis la colonne fit halte.

« Des crosses ébranlèrent les portes, des voix rauques réclamèrent l'accès des demeures. Tout de suite les fouilles commencèrent pour découvrir et arrêter les mobilisables... qui, depuis le matin, avaient fui. Et l'installation commença.

« En peu d'instant, Fleurbaix fut converti en une vaste et mal odorante cour de ferme mal tenue. Les greniers à fourrage furent vidés, leur

contenu, le grain, la paille, fut éparpillé par les rues et répandu dans les maisons abandonnées. Les chevaux prirent la place des habitants. Les meubles furent dispersés...

« L'état-major prenait ses repas sur une vaste cuve renversée, qui faisait une table assez confortable. Sur cette table apparurent toutes les victuailles qui avaient échappé au malheur des temps. Les bouteilles étaient nombreuses. Les Boches les débouchaient, buvaient au goulot, puis lançaient dédaigneusement le récipient aux trois quarts plein qui allait rejoindre sur la chaussée le foin et les trognons de choux.

« D'autres avaient réussi à trouver de la bière. Ils la tiraient dans des seaux, les déposaient sur le trottoir, et chacun s'abreuvait en passant. C'était idyllique.

« Le soir l'orgie véritable commençait et se prolongeait une partie de la nuit. Ils jouaient de la trompette, de l'accordéon, de la flûte en zinc ; ils dansaient, chantaient, faisaient un vacarme dont le paisible village ne connaissait pas d'exemple. Les habitants se terraient.

« Cela dura trois jours, puis soudain, le mardi 13 octobre, le bourg se vida. Ils s'étaient portés en avant.

« A la Boutillerie, les fermes Brasme-Lys et Cuvelier avaient été incendiées. A Fauquissart, une fusillade avait fauché des fuyards... Deux jeunes gens, originaires l'un de Lille, l'autre

d'Ascq, furent tués dans le jardin de la maison Feutrie, rue du Bois. M. l'abbé Dewitte, curé de Fleurbaix, qui, comme son vicaire, n'avait pas abandonné sa paroisse, identifia les corps au moyen des papiers qu'il retrouva et leur assura une sépulture au cimetière.

« A la Croix-Blanche, on découvrit, dans sa cave, le corps de M. Delcroix, un homme d'environ 40 ans.

« Deux autres victimes furent trouvées à la Croix-de-Rome, derrière l'estaminet Gambrinus. Ces malheureux, de tout jeunes gens, avaient été forcés, par leurs bourreaux, de creuser leur propre fosse, une excavation qui contenait à peine les corps. Agenouillés, ils avaient été fusillés contre un mur où la trace des balles est encore apparente, à moins d'un mètre de hauteur. Ils étaient horriblement mutilés, la face tailladée et méconnaissable, les mains abîmées... » (1)

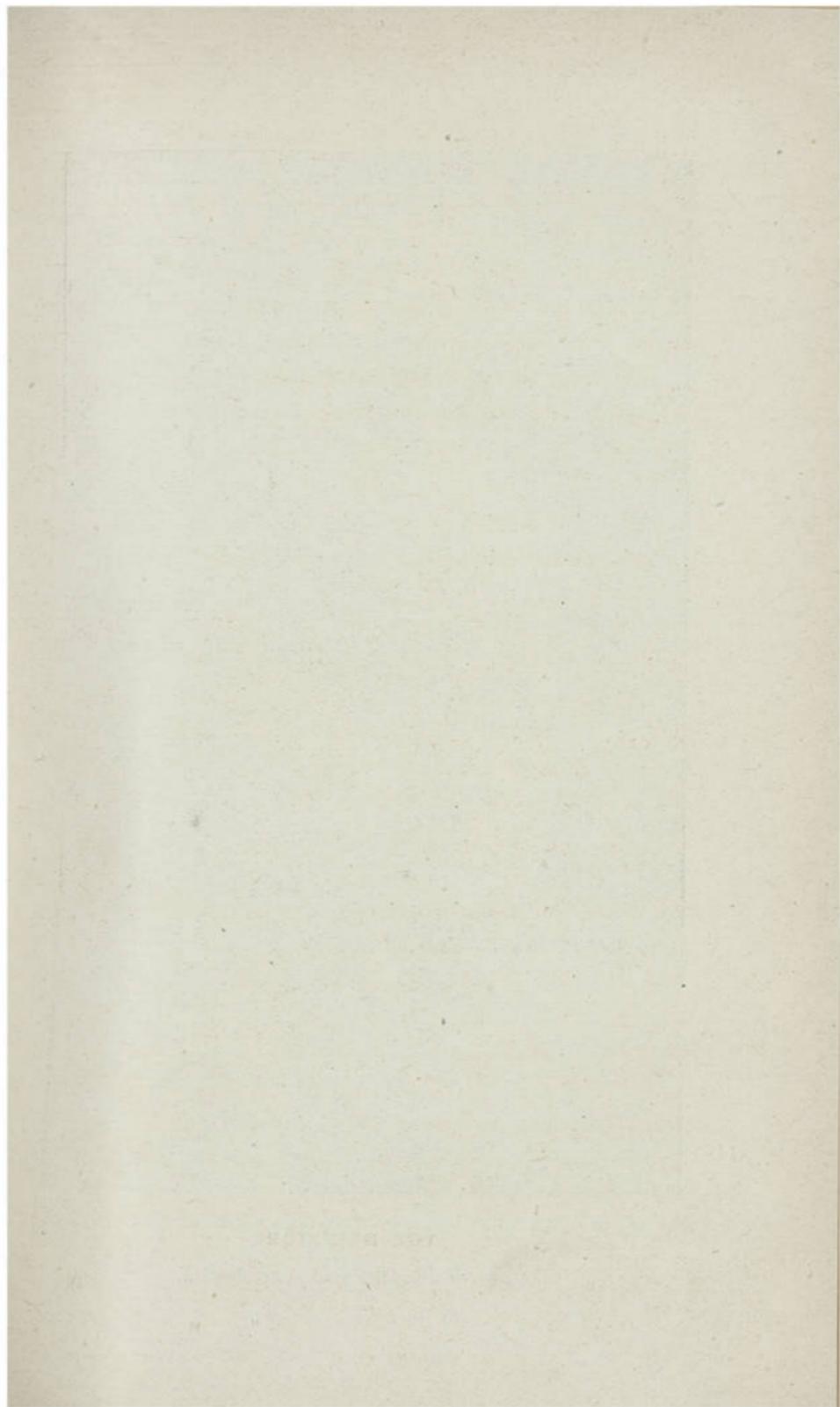
Ils avaient aussi emmené des civils. Ils en glanèrent tout le long de leur chemin, et dans les endroits dangereux ces captifs leur tenaient lieu de boucliers contre les balles. Traversant la petite ville d'Estaires, ils alignèrent une vingtaine de ces esclaves-protecteurs contre le parapet d'un pont exposé au feu de nos troupes. Un

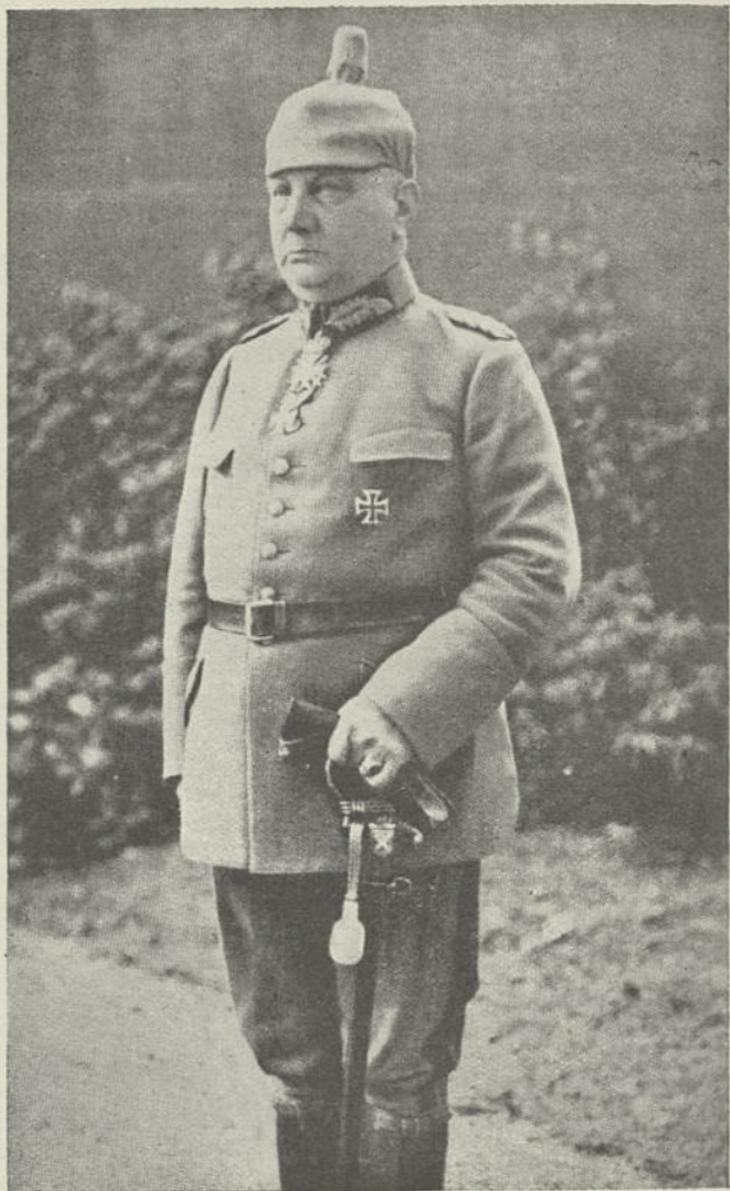
(1) *Huit jours avec les Boches*, par M. H. DAVID (*Le Patriote de l'Artois*, 18 avril 1915).

de ces pauvres gens, essayant de fuir, se jeta dans la Lys et fut tué par les Allemands. Plusieurs autres, notamment M. Blanquart, adjoint au maire de la ville, périrent victimes des Français.

Ainsi passait l'armée conquérante en route vers Lille, en route vers Paris.

---





VON HEINRICH

Gouverneur de Lille pendant l'occupation.

## INSTALLATION DE « VAINQUEURS »

Et la rue Faidherbe, la rue de Béthune, la rue du Vieux-Marché-aux-Poulets, le parvis Saint-Maurice, la rue du Molinel, brûlaient toujours. De la rue des Ponts-de-Comines s'élevait encore parfois une haute gerbe de flammes. A l'entrée de la rue du Sec-Arambault, des soldats allemands organisent un barrage. L'évêque de Lille, Mgr Charost, demande à passer. Les Boches lui répondent roguement. Enfin un gradé survient, l'évêque passe. Il règne autour de ce brasier une chaleur intolérable. Et les jets des pompes sont impuissants. Le feu se propage. Tout de même les Allemands, maintenant, cherchent à maîtriser l'incendie. Ils ont permis qu'on rétablisse les conduites d'eau et ils dynamitent des immeubles pour préserver les autres. Ils s'emploient avec les Français. Sur le marchepied de leurs autos ils font monter des agents de la police municipale, se font guider par eux à travers la ville.

Avant 8 heures du soir, Lille est plongée dans

le noir et le silence. Le canon gronde toujours sourdement dans la direction d'Armentières. Les gens bien informés disent que la délivrance approche, que des combats sont engagés. D'ailleurs, personne ne croit sérieusement que cette situation va durer. Sous le rapport de l'alimentation, du reste, on ne souffre pas. Le prix des vivres a plutôt baissé.

Ce dimanche 18, sourit un gai soleil. Sur le boulevard, des soldats allemands distribuent des *biscuits de Dordrecht* à la marmaille. Une grande colonne de fumée monte dans la direction du bois de Boulogne.

Le mercredi 20, M. Dubar, propriétaire de l'*Echo du Nord*, est pris comme otage. Un convoi de blessés alliés traverse à midi la rue Nationale. Deux Anglais ouvrent la marche. La foule les suit, essaie de leur glisser dans la main quelque argent, qu'ils refusent, généralement. Puis passent des blessés boches. Des troupes de relève les croisent et chantent la *Deutschland über alles*. Les officiers allemands, debout sur le trottoir, saluent...

Lundi 2 novembre. Fête des Trépassés. — Le jour tombe. Cinq heures. Le ciel est nuageux et triste. Oh, ce Cimetière du Sud, où ils dorment — tous ! — Ils sont si nombreux ! La mort les a réunis. Le vent souffle — léger — entre les branches qui se dévêtent, par les allées ombreuses. Pour éclairer ces hommes qui travaillent

là, qui creusent la terre, parmi ces tombes de soldats, ces rangées de petites croix de bois blanc, toutes pareilles, dans la nuit qui commence, deux cents petites bougies clignotent dans des verres, au ras du sol. Petites illuminations pour *eux*, qui sont là — qui dorment...

Il semble ne devoir jamais s'arrêter, jamais finir, ce travail des fossoyeurs...

... Et voici, comme autrefois, le marché de Wazemmes. Ce curieux marché de Wazemmes ! Il n'a pas perdu sa physionomie. Seulement aujourd'hui dimanche 8 novembre, on y voit beaucoup de gamins, la besace au dos, ou bien portant une petite caisse de bois devant eux — une petite caisse pendue par quelque ficelle, par une courroie. « Tabac de Moravie ! Tabac de Moravie ! » Le tabac se vend à la livre. On vend aussi des allumettes — à bon marché — des cigarettes. Des soldats allemands s'arrêtent devant les étalages...

Quant aux officiers, ils envahissent les magasins des libraires et bouquinistes. Ils parlent généralement un français assez pur. Ils aiment la France, ces Allemands ! Bon nombre d'eux l'ont habitée, parcourue tout au moins. Ils s'intéressent aux monuments de chez nous, particulièrement aux curiosités archéologiques. Ils prennent toutes les brochures traitant ces sujets, les bonnes et les mauvaises, les pédantes, les naïves, écrites avec joie par des savants pleins

d'ignorance. Le Boche ne choisit pas en ces matières. Le Boche prend tout. Grâce à ces chers « occupants », que de vieux fonds de librairie vont se liquider !

Enfin le 17 novembre, des journaux arrivent ! Depuis le 9 octobre on n'en avait plus. Des journaux imprimés en français ! Tout au moins voilà un journal : *Le Bien public*. Il se publie à Gand et se vend 15 centimes. Mais quand je dis que depuis le 9 octobre les Lillois ont été privés de tout journal imprimé en français, je commets une erreur. Le dimanche 15 novembre 1914, se présenta le *Bulletin de Lille*, journal bi-hebdomadaire, paraissant sous le contrôle de l'autorité allemande et par son ordre. Il donnera les actes de l'administration allemande, ses affiches, ... les annonces des commerçants de Lille, les proclamations et conférences de la Commandanture. Il est imprimé sur deux pages et de petit format. Il contient dès aujourd'hui trois proclamations.

« A la suite — dit-il — de l'occupation de Lille par l'armée allemande, il a été apposé sur les murs de la ville diverses proclamations émanant de l'autorité allemande.

« Dans l'intérêt de la population, nous croyons utile d'en reproduire le texte ci-après :

### « Aux habitants de la ville de Lille »

« 1. L'armée allemande ne fait la guerre qu'aux armées françaises, anglaises et belges, pas à la population qui ne prend pas part à la guerre. Elle garantit aux citoyens toutes leurs propriétés, pourvu qu'on ne commette pas d'actes d'hostilité contre les troupes allemandes.

« 2. Afin que la population soit tranquille, seront pris comme otages :

« Monseigneur Charost, évêque de Lille ;

« MM. Trépont, Préfet du Nord ; Delesalle, Maire de Lille ; Crépy-Saint-Léger, Rémy, Liégeois-Six, Duburcq, Baudon, Brackers-d'Hugo, adjoints ; Duponchelle, Ovineur, Lesot, Richebé, Ducastel, Leleu, Boutry, Guiselin, conseillers municipaux.

« Ces otages devront se présenter à la Mairie, chaque jour, à 10 heures du matin (heure française), 11 heures (heure allemande).

« L'autorité militaire allemande se réserve le droit de prendre comme otages d'autres personnalités.

« 3. Le Maire doit déposer demain la somme de 5.000.000 de francs comme cautionnement. Cette somme sera rendue à la ville si la population se montre raisonnable et ne commet aucun acte d'hostilité. La question de la contribution de guerre sera réglée plus tard par l'autorité militaire allemande.

« 4. Il y a grand danger à toucher aux obus non éclatés qui seront trouvés dans la ville. La population doit indiquer à la Mairie les endroits où on en trouvera.

« 5. Je désire que la vie régulière recommence aussi vite que possible, que l'industrie et le commerce ne soient pas interrompus, que la police garde ses fonctions.

« Les cultivateurs des environs pourront entrer librement dans la ville comme d'ordinaire.

« J'espère que des relations correctes s'établiront entre la population et les soldats allemands.

« 6. Tout ce que l'autorité allemande reçoit et tout ce que les soldats demanderont pour leur propre usage sera payé comptant, au besoin une taxe sera établie par une commission spéciale.

« Toute réquisition est interdite.

« WAHNSCHAFFE,  
« Général major. »

### « A la Population

« J'ai repris à la date d'aujourd'hui, c'est-à-dire le 14 octobre 1914, le commandement d'étape de la ville de Lille. A cette occasion je fais remarquer ce qui suit :

« 1. La proclamation de M. le général Wahnschaffe reste rigoureusement en vigueur.

« 2. Toutes les armes, les munitions et matières explosibles sont à déposer de suite à la Mairie. Celui qui retient ou cache chez lui de tels objets sera fusillé.

« Toutes les personnes qui détruiront ou endommageront les ponts, viaducs, passerelles, tunnels, aqueducs ou canaux, les lignes télégraphiques ou les chemins de fer, ainsi que celles qui obstrueront les routes etc., seront punies de la peine de mort.

« Les communes auxquelles les coupables appartiendront ainsi que celles dont le territoire aura servi à l'action incriminée, seront passibles, dans chacun de ces cas, d'une amende égale au montant annuel de leur impôt foncier.

« 3. Toutes les automobiles devront être remises à la Citadelle, le plus tard au 15 octobre, contre reçu du

commandant d'étape. Les contrevenants seront punis d'une amende de fr. 1.000 pour chaque cas.

« 4. Celui qui loge ou cache chez lui, sans autorisation du commandement d'étape, des personnes appartenant à l'armée française ou à une des nations en guerre avec l'Allemagne, ainsi que des personnes suspectes, sera fusillé.

« 5. Les réquisitions ne peuvent être exécutées qu'exclusivement par des assignations de la Mairie, ceci après avoir été *confirmé par écrit* de la part du commandement d'étape.

« 6. Les soldats qui seront nourris chez les habitants auront à recevoir par jour, et par homme : 750 grammes de pain ; 375 gram. de viande crue, fraîche ou salée, ou 200 gram. de viande fumée (bœuf, porc, mouton, lard ou saucissons) ; 125 gram. de riz, d'orge, de gruau ou 250 gram. de légumes ou de farine ou 1500 gram. de pommes de terre ; 25 gram. de sel ; 25 gram. de café moulu ou 25 gram. de café vert.

« Ces vivres doivent être donnés tout cuits et préparés en trois repas, à des heures se conformant au service de la troupe.

« 7. La circulation entre Lille, Roubaix et Tourcoing est permise sans avoir besoin de laissez-passer.

« 8. Il est défendu, sous peine de mort, de lancer des dirigeables, des aéroplanes, des ballons montés ou vides, de lâcher des pigeons voyageurs, d'installer des appareils radiotélégraphiques ou de s'en servir, de faire des signaux optiques, ou de faire sonner les cloches.

« 9. Les rassemblements de plus de cinq personnes sont interdits.

« 10. Tous les restaurants doivent être fermés à partir de 9 heures du soir (heure française), 10 heures (heure allemande). A la même heure, les habitants doivent être rentrés chez eux.

« 11. Pendant la journée, les volets de toutes les habitations et maisons de commerce doivent rester ouverts.

« Lille, le 15 octobre 1914.

« SCHMIDHUBER,

« Colonel et Commandant d'Etape. »

### « Proclamation

« 1. — J'ai repris le haut commandement de la place forte de Lille, des communes de banlieue et des communes situées dans l'enceinte des forts.

« 2. — Les autorités civiles de cette région, en particulier le Préfet et les Maires, restent dans leurs fonctions en ce qui concerne l'ordre public et le bien-être de la population.

« 3. — Le général von Graevenitz est chargé de régler les relations entre les troupes allemandes et la population civile de la ville de Lille. Son bureau est installé dans les bureaux du Crédit du Nord.

« 4. — Pour éviter l'emploi de mesures graves qui pourraient endommager davantage la superbe ville et ses florissants faubourgs, j'invite la population à s'abstenir de tout geste, de tout acte d'hostilité contre les troupes allemandes.

« Je désire que, dans les limites jusqu'ici ordonnées, la vie publique reprenne son cours normal, et je prends la population sous mon entière protection, à condition toutefois que cette dernière se conduise comme je le demande.

« 5. — La population est soumise aux lois de guerre, c'est-à-dire que, selon le code de guerre allemand :

« a) Sera punie de la peine de mort :

« Toute personne civile, y compris les fonctionnaires civils du Gouvernement français, qui aidera les troupes

ennemies de l'Allemagne ou qui portera préjudice aux troupes allemandes ou aux troupes alliées de l'Allemagne.

« b) Sera puni des peines les plus graves :

« Quiconque dérobera ou endommagera un objet quelconque appartenant : 1° à un soldat allemand ou faisant partie des troupes alliées de l'Allemagne; 2° à un malade, à un blessé, soit sur le champ de bataille, soit sur le parcours du champ de bataille à l'hôpital, soit à l'hôpital; 3° à un prisonnier de guerre confié à sa protection.

« c) Sera punie des peines les plus graves :

« Toute personne qui, dans la région confiée à mon administration, commettra contre les membres de l'armée allemande ou les autorités désignées par Sa Majesté l'empereur d'Allemagne un acte répressible d'après le code de guerre de l'empire allemand.

« 6. — Les articles non modifiés de la proclamation du général Wahnschaffe (13 octobre) et de celle du colonel Schmidhuber (15 octobre) restent en vigueur.

« 7. — Jusqu'à nouvel ordre, Monseigneur l'Evêque, Monsieur le Préfet et Monsieur le Maire auront à se présenter chaque matin, à onze heures (heure allemande) à la commandanture, en vue de pourparlers communs.

« 8. — Le nombre des otages de la ville de Lille et des communes situées dans l'enceinte des forts est fixé à 60. Alternativement, dix otages (cinq de Lille et cinq des communes environnantes) devront passer la nuit à la Citadelle. La désignation des otages sera faite sur mon ordre par le Maire ou le Préfet. Monsieur le Préfet me présentera le 1<sup>er</sup> novembre les nouveaux otages.

« 9. — Je rappelle les articles suivants des proclamations désignées par l'article 6 :

« a) La déposition de toutes les armes (y compris les armes tranchantes et les armes d'estoc) est obligatoire.

Ceci concerne même les maisons non habitées des communes de mon domaine administratif.

« b) La conservation parfaite des ouvrages d'art, chemins de fer, ponts, viaducs, tunnels, aqueducs, canaux et routes, ainsi que des lignes télégraphiques et téléphoniques.

« c) Obligation de tuer tous les pigeons (voyageurs et autres).

« 10. — Les réquisitions ne sont permises que sur la présentation de bons de la Mairie (ces bons représentant une autorisation de la commandanture).

« 11. — Le cours du change a été fixé comme suit : 100 marks allemands valent 125 francs.

« 12. — Tous les ordres de mobilisation du Gouvernement français pour l'armée et la marine sont annulés. Les jeunes gens qui ont reçu des ordres de mobilisation doivent se présenter sans retard au bureau de la commandanture. Quiconque n'exécute pas cet ordre, ou cache un mobilisable, ou l'aide à prendre la fuite, sera très sévèrement puni.

« 13. — Toutes les horloges publiques et celles des hôtels, cafés et auberges doivent dès aujourd'hui être réparées, mises en marche et indiquer l'heure allemande.

« 14. — A l'exception des hôtels Bellevue, Royal, Moderne et de l'Europe, qui resteront ouverts jusqu'à 11 heures du soir, tous les hôtels, cafés, auberges, etc..., doivent être fermés à 9 heures du soir (heure allemande). Les locaux qui seront trouvés encore ouverts après l'heure fixée seront fermés jusqu'à nouvel ordre.

« 15. — Le tirage et la distribution de journaux, circulaires et imprimés de toute espèce renfermant des nouvelles actuelles n'ayant pas été soumis à ma censure et publiés sans mon consentement exprès donné par écrit, sont formellement interdits.

« 16. — La population sera rendue responsable de tous les délits dont le coupable ne pourrait être connu.

« Lille, le 29 octobre 1914.

« VON HEINRICH,

« Général d'Artillerie et 1<sup>er</sup> Commandant. »

Ce premier numéro du *Bulletin de Lille* publiait aussi l'adresse suivante de M. Delesalle :

« Lille, le 5 novembre 1914.

« **Mes chers Concitoyens,**

« En plus des versements considérables que nous sommes obligés de faire presque journallement pour l'entretien des troupes, l'autorité militaire allemande vient de m'informer que la ville doit verser, comme contribution de guerre, une somme de plusieurs millions.

« Nous avons espéré que le désastre effrayant causé par le bombardement nous aurait mérité un peu de pitié. Nous n'avons pu faire fléchir la décision.

« Cette contribution doit être versée en espèces d'or ou d'argent ou en billets de la Banque de France.

« Notre caisse municipale est vide. Pour l'alimenter il faut que nous fassions appel au concours de tous.

« Nous ne vous demandons pas de donner, mais seulement de prêter à la ville les sommes, petites ou grandes, que vous pouvez avoir à votre disposition.

« Pour les souscriptions n'excédant pas 500 francs l'échange se fera de suite contre des bons communaux de la ville.

« Pour les souscriptions plus importantes, il vous

sera délivré un reçu échangeable contre des bons dans un délai maximum de huit à dix jours.

« Les versements seront reçus de 9 heures à midi et de 2 h. 1/2 à 4 heures dans les locaux suivants : Recette municipale ; Caisse d'épargne (rue Nicolas-Leblanc) ; Crédit du Nord , Banque Verley (rue Royale) ; Banque Scalbert (place du Concert).

« La tâche que nous avons à remplir est profondément pénible et douloureuse. Je ne doute pas que vous aurez tous à cœur de nous la faciliter.

« *Pour l'Administration municipale,*

« CHARLES DELESALLE. »

C'est la vie d'*occupation* qui commence, bien cruelle pour les Lillois, plutôt joyeuse pour les Allemands.

Le dimanche 19 décembre — bien avant nous — ils ont fêté Noël. Un bal eut lieu, rue de l'Orphéon, où les officiers avaient invité, dit-on, des prostituées en grand nombre. On a beaucoup bu sous les écussons de drapeaux allemands, autrichiens et turcs. La salle, décorée lourdement de girandoles aux tons criards et de guirlandes pailletées de clinquant, a longtemps résonné de leur grosse joie brutale. On dansait encore le lendemain... Mais on dit que le général Joffre est au Marais de Lomme et n'attend pour donner l'assaut que le moment propice. On espère...

Cependant ils dorment, *les autres*, près de ces

remparts de Lille qui virent leur héroïsme et leur sacrifice — près de ces remparts de Vauban où, jadis, venaient se reposer les ouvriers, jouer les enfants, se promener au bras de quelque amoureux les jeunes Lilloises en toilettes claires sous leurs ombrelles d'été. Ils dorment en la terre fraîchement remuée, parmi l'herbe verte qu'ils écrasèrent de leurs pieds aux heures de la lutte furieuse, et que les brumes et les pluies d'hiver redressent aujourd'hui. Les jours ont passé. La vie continue. Ils dorment. Sur le petit tertre qui les recouvre on voit çà et là — porte de Valenciennes, porte de Douai — un képi, un casque à pointe, un pauvre « calot » tout terni, tout pâli, des inscriptions pieusement brodées sur des bouts d'étoffes, des croix d'honneur en perles et des sentences patriotiques, sur des mouchoirs, parfois un petit bouquet de chrysanthèmes qui se fane, qui se pourrit sous la pluie d'hiver, monotone...

Et le soir un projecteur puissant promène sur la ville son long rayon pâle. Puis, chaque jour, à 2 heures, monte dans le ciel, et se promène au-dessus de Ryssel (c'est le nouveau nom de Lille) le fameux aéro teuton que le public a dénommé « le garde-champêtre ».

Des commerçants allemands, aussi, s'installent un peu partout, principalement rue Nationale. De grandes affiches de toile blanche appellent çà et là l'attention sur leurs spécialités : *Deutsche*

*Geschäften. Deutsche Waaren Litewkas* (vareuses). *Stiefeln* (bottes). *Cigarren. Hosen* (pantalons) *für militär. Firma Appet. Deutsche Wein. Hermann Tripel*, etc... Au carrefour du boulevard de la Liberté se dresse un poteau surmonté d'une pancarte : *Autos! Langsam fahren*. Ailleurs des flèches indicatrices sont peintes sur des murailles. On y lit le plus souvent : *Nach Nord Bahnhof* (Vers la gare du Nord), ou *Nach der Kommandantur* (Vers la Commandantur).

En face du charmant square Desrousseaux où « le p'tit Quinquin » repose près de sa maman, la pauvre dentellière, ils ont installé leur *Polizei Wache* (Police militaire) qu'il ne faut pas confondre avec la G. F. P. « *Geheim Polizei* » (Police secrète de campagne) en se moment en formation. Sous le péristyle du Crédit Lyonnais, toujours rue Nationale, l'agence *Stilke* de Berlin a créé un dépôt de journaux et de revues. C'est au Crédit Lyonnais, à l'angle de la rue de Pas, que se trouve l'*Offizier-Kasino* et ce bureau de la police secrète que dirige le capitaine Himmel. — Le capitaine Himmel! une figure! peu sympathique, du reste. Quelles influences ne lui prête-t-on pas? A entendre certains, le gouvernement n'est rien, le capitaine Himmel est tout. M. de Bethmann n'a rien à lui refuser; dans le civil c'était son libraire, à Berlin...

On délivre les laissez-passer dans une rue étroite aboutissant à la rue Nationale, la rue

Jean-Roisin, à la *Pass-Zentrale*. Quant aux bureaux de l'*Echo du Nord*, ils sont occupés par le capitaine Hoecker et son équipe ; ils y éditent un journal à l'usage des soldats allemands, le *Liller-Kriegzeitung*. Une enseigne polychrome voile les fenêtres du premier étage de l'*Echo*. Deux aigles, toutes serres déployées, y sont peints, et, plus en relief, en majuscules noires énormes, ces deux mots sont écrits : *Liller Kriegzeitung* (Journal de guerre de Lille). Le capitaine Hoecker, chef de rédaction de cette feuille, est un romancier allemand. Il a professé autrefois des cours de dessin et dirige, concurremment à ce journal du front, la revue *Velhagen und Klasings* à Leipzig. Il vient de faire paraître un petit volume à un mark, dans lequel il explique son rôle militaire du jour de la déclaration de guerre à celui de sa nomination au *Liller Kriegzeitung* par le Kronprinz Rupprecht de Bavière. Il raconte, entre autres choses, l'incendie des villages près de Visé et comment il fut amené à fusiller un tout jeune Belge qu'il pensait être un franc-tireur. Le capitaine Hoecker a comme collaborateur l'écrivain Von Ompteda, maître de cavalerie, que nos anthologies d'auteurs étrangers ont fait connaître en France.

Le vendredi 22 janvier 1915, une affiche allemande invite tous les hommes de 17 à 50 ans à se faire inscrire dans des bureaux spécialement désignés. Il fallait s'attendre à cette humilia-

tion ! On se réunit. On se consulte. Les cafés connaissent une animation nouvelle. — Oui, Lille est sous la botte allemande...

Et puis, pour le 26 janvier, ils préparent une grande fête ! Ils ont disposé partout, sur la Grand'Place, des ampoules électriques, accroché des guirlandes de buis au sommet de la colonne. La Déesse disparaît sous des feuillages qui retombent mollement. Superbe aussi le kiosque des tramways ! Des officiers empruntent aux appartements qu'ils occupent tentures et carpettes pour en décorer leurs balcons. C'est la vraie vie joyeuse d'aventures et de garnison. Ainsi l'on s'amuse en l'état militaire. En face, le buste du Kaiser, qu'illumine une rampe électrique masquée de gaze rose. Quel luxe ! Quel goût ! Et des palmes, au milieu desquelles il préside, ce Kaiser Wilhem ! Sur l'esplanade, ce matin, il y eut défilé et revue ; sur la Grand'Place parade et défilé devant le Kronprinz Rupprecht. La veille, une retraite aux flambeaux et des salves d'artillerie avaient préludé. Les soldats, libres ce jour-là, chantaient à tue-tête des « *Gloria ! Victoria !* » et des « *Deutschland über alles* ». Et partout des « W » en ampoules électriques. Un gamin, sous la pluie, rue Nationale, au moment de la retraite (car il faut être rentré à 8 heures sous peine d'emprisonnement), s'égosillait encore à crier : « Huit sous l'Moravie ! Caporal ! Min heer ! »

Quelques jours plus tard, le 17 février 1915, M. Trépont, qui avait beaucoup déplu aux Allemands, fut arrêté dans sa chambre. Il était poursuivi pour « offense de trahison ». Trahison envers qui ? « On ne peut être traître qu'à son pays », dit-il, un jour qu'on le harcelait de questions et de menaces. Il fut mis au secret jusqu'au 6 mars. Enfin on lui apprit que le grand quartier général le réclamait comme otage pour « des actes semblables à ceux qui entraînent la peine capitale pour des sujets allemands fusillés au Maroc ».

En compagnie de M. Lebas, maire de Roubaix, et de M. Jacomet, procureur général de Douai, il fut conduit d'abord à Hirson, puis à Rastadt, puis à Cellaschlossen, en Hanovre, et il ne fut libéré que le 17 janvier 1916.

---

## SOUS LA DOMINATION ALLEMANDE

Oui, l'on était au pouvoir de ces Boches. Ils s'étaient installés et ils pullulaient. On les voyait, on les sentait partout — lourds, bêtes, arrogants. Et l'on était obligé de les supporter, de les coudoyer, de leur parler, de leur obéir même — parfois tout au moins. D'abord, le 15 octobre, ils avaient demandé 5 millions. Quinze jours plus tard (4 novembre) le général Von Graevenitz, « général-major et 2<sup>e</sup> commandant », exigeait qu'on lui versât :

« Le 10 novembre 1914. . .	1 million.
Le 17 — — —	2 millions.
Le 24 — — —	3 —
et le 1 <sup>er</sup> décembre 1914. . .	le reste. »

*Le reste!* Alors le Maire de Lille avait adressé à la population cette lettre désespérée du 5 novembre, puis une seconde lettre le 15 novembre, puis Mgr Charost, de son côté, faisait lire une émouvante « lettre pastorale », et l'on était contraint de déclarer à Von Heinrich qu'on ne serait pas en état de payer le 24 novembre ces

3 millions, et de solliciter des délais ainsi qu'une réduction à 2 millions. Ces délais furent accordés, mais sur la somme on se montra tout à fait intraitable; en outre, on réclama 800.000 francs pour les « frais d'entretien des troupes », indépendamment des 10.000 francs par jour que versait la ville.

Il fallait les nourrir, ces Allemands, les loger. Et puis ils ne se contentèrent plus de s'approvisionner — copieusement — dans tous les magasins et de donner en échange des bouts de papier sans valeur, ils organisèrent le régime de l'inquisition, d'abord, pour en arriver au régime des réquisitions, en grand.

A la fin de décembre ils apposèrent sur les murs de la ville une affiche où il était dit :

« Les industriels et commerçants en gros doivent remettre dans le plus bref délai à la « Festungs-Intendantur », 25, Grand'Place (2<sup>e</sup> étage), le relevé global, sans trop de détails, des matières brutes des produits fabriqués et en fabrication qu'ils ont en stock. »

Puis, peu après, autre avis :

« Tous les habitants de Lille qui ont des provisions : en seigle et blé, soit moulu ou non, riz, orge, gruau, pommes de terre, sel, sucre, avoine, paille, sont sommés de remettre au Gouvernement-Intendantur, Lille, Grand'Place, 25, 4<sup>e</sup> étage, jusqu'au 18 janvier 1915, une déclaration de ces provisions.

« Des quantités en dessous de 100 kilogs de chaque sorte sont exclues de cet ordre.

« Toute personne s'abstenant de cette déclaration ou faisant des indications frauduleuses peut être punie jusqu'à un an de prison.

« *Signé* : VON HEINRICH,  
« Général d'artillerie et Gouverneur. »

Comment ne pas comprendre? Presque aussitôt, le 23 février, on réquisitionnait les selles — qui devaient être, sans plus tarder, déposées à la caserne des chasseurs, rue du Pont-Neuf. Le 12 mai, venait le tour des métaux (bronze, cuivre, étain, laiton, aluminium, nickel, plomb, zinc, etc...); puis, quelques mois après, devait venir le tour des bicyclettes, puis le tour des appareils téléphoniques... puis le tour des matelas, de la laine, etc., etc...

Et ils entraient dans les maisons, par petits groupes de 4 à 5, visitaient tout, de la cave au grenier, faisaient ouvrir toutes les portes, les tiroirs, les placards, les malles, défaisaient les lits, éventraient les matelas, sondaient les cloisons, les murs et les planchers. D'ordinaire, ils commençaient leurs tournées aux portes de la ville, remontant vers le centre. Ils prenaient les casseroles, les chandeliers, les pendules, les couvercles des chaudières et des fourneaux, les boutons des portes, les tringles des rideaux, les candélabres, les lustres, les bougeoirs des

pianos... Que de peines il fallait se donner pour soustraire le moindre objet à leurs investigations de policiers (1) ! Et ils condamnaient à de très fortes amendes quiconque cherchait à dissimuler. Ils condamnèrent à 10 ans de forteresse le doyen de Saint-Christophe, qui, du haut de la chaire, avait courageusement engagé ses paroissiens à ne pas déclarer ces métaux destinés à faire des balles, à tuer nos soldats.

Le 4 mars 1915, 300 prisonniers français, passant rue Nationale, causèrent quelque tumulte. Ils avaient été pris, disait-on, aux environs du Mont-Lorette. La foule s'agita. Les uhlands voulaient empêcher qu'on donnât des cigarettes, de l'argent, des conserves à ces poilus captifs. Des protestations, des cris s'élevèrent : « Vive la France ! » mêlés à des sifflets. Au marché de Wazemmes, ce matin-là, des Lilloises ornèrent leur corsage de cocardes tricolores.

Le jeudi 11 mars, à 5 heures du matin, deux aviateurs anglais jetèrent des bombes sur l'église Saint-Martin d'Esquermes où l'on avait installé une station importante de télégraphie. L'un de ces aviateurs, sa mission remplie, semble avoir regagné ses lignes. L'autre atterrit vers Wattignies et se cacha. Ce jour-là, beaucoup se rendirent,

(1) Pour ces réquisitions, pour les arrêts et proclamations de cette époque, lire le livre de M. ANDRÉ FAGE, *Lille sous la griffe allemande*. (Paris, Perrin.)

comme en pèlerinage, à Esquermes. La rosace du portail était en ruines ; on marchait sur des débris de vitraux. Une des bombes, sans éclater, s'était enfoncée profondément dans le parc de la clinique...

Le dimanche 14 mars, le premier ballon captif apparut au-dessus de Lille. Il faisait beau et l'on en profita pour sortir. D'ailleurs à 6 heures du soir, exactement, il fallait être rentré. Ordre de la Commandantur, en punition de ces cris de : « Vive la France ! » poussés l'autre jour sur le passage des prisonniers français. La consigne ne fut levée que le 20 mars. La ville, en outre, avait été condamnée à une amende de 500.000 francs (6 mars 1915).

En ces dimanches, le *Soldaten-Kino* (Cinéma Militaire) de la rue Esquermoise regorgeait toujours de soldats allemands. Ils en sortaient gravement, lourdement. On en voyait aussi parfois au seuil des estaminets, assis, écoutant quelqu'un de leurs camarades qui jouait de l'accordéon, — écoutant, ou bien accompagnant de leur chant, le musicien.

On s'ennuie. Comme la vie est morne — en cette ville pleine d'Allemands ! On mange du pain où il entre de la farine de châtaignes, du son et plusieurs autres matières inconnues. De sa pâte mauséabonde, roulée entre les doigts, on façonne des fleurs et des figures d'animaux

divers... que l'on vend, ou que l'on conserve — difficilement.

Le 22 avril, à la suite d'accords intervenus avec notre gouvernement, l'Allemagne a décidé d'autoriser prochainement le départ de femmes, d'enfants et de vieillards des pays envahis. On espère qu'il en partira de Lille 3.000 environ. Il faut voir avec quel entrain les Lilloises se font inscrire sur ces feuilles libératrices. Cependant la *Gazette des Ardennes* commence à se répandre en ville. La publication qu'elle fait régulièrement de la liste de nos prisonniers et de leur nouvelle adresse n'est pas étrangère à ce succès; du reste, ce malpropre journal est universellement connu sous ce nom : « *le Minteu* » (le menteur).

... Et voilà le printemps — malgré tout !... Hélas ! par ces lents et tièdes jours de mai, quelle mélancolie le long de ces fortifications désertes, entre la porte de Douai et la porte de Canteleu — en ces lieux où l'on s'est tant battu en octobre dernier — le long de ce canal où rien ne vit, où rien ne bouge, de Saint-André à Marquette ! Quelle tristesse et quel silence ! Ces eaux qui dorment sous le ciel, sans un bruit, sans un bateau, sans un de ces gros chalands d'autrefois que des hommes toujours en mouvement, suants, les bras nus, déchargeaient sur les berges ! Et ces hautes cheminées rouges d'où ne monte plus aucune fumée ! Et ces usines qui sont mortes, vides ! Plus un cri. Plus une voix.

Plus rien !... Oh ! cette existence laborieuse de jadis, avec ses grincements de scies, ses appels de sirènes, ses gros souffles sifflants de la vapeur qui s'échappe, avec ses va-et-vient d'ouvriers parmi les fours et les chaudières, les bonbonnes géantes, les cloches peintes au vermillon, les grosses roues qui tournent et les larges courroies de transmission, luisantes, dans le sombre, rude et curieux décor industriel !... Les Allemands ont passé ; ils ont tué tout cela... Dans l'herbe, des soldats boches, allongés sur le dos, fument leur longue pipe. D'autres, plus loin, jouent au foot-ball, et des enfants les regardent curieusement...

D'ailleurs, ce n'est pas ici qu'on se tient d'ordinaire, ici qu'on se rassemble et qu'on s'amuse — ou du moins que s'amuse les « occupants », car les « occupés » ne s'amuse guère, nulle part. Le lieu où l'on se voit, où l'on se promène, où l'on cause, où l'on fait des effets de dolmans, de bottes étincelantes, de moustaches et de carreau dans l'œil, pour les Allemands, c'est la Grand'Place. La Grand'Place est aujourd'hui pour les Allemands ce qu'elle était *autrefois* pour les Lillois, le cœur de la ville. Chaque jour, à midi, heure allemande, on y fait la relève de la garde, et cela — naturellement — ne se passe pas sans concert. « *Die Musik Kommt!* » (La musique vient!) Elle vient ; on l'écoute ; elle fait l'accompagnement de ces gestes, de ces regards, de ces

attitudes, de toute cette parade militaire qui leur plaît tant, à ces officiers du Kaiser Wilhem. Et comme ils sont beaux, leurs automates à musique ! Une photographie parue dans le premier recueil d'extraits du *Liller Kriegzeitung* nous les montre — épais, lourds, avec leurs épaulettes rayées, orange et blanc, et défilant au pas de parade, gravement, sans cesser de taper sur leur peau d'âne ni de souffler dans leurs cuivres. Ils sont superbes ! Leurs compatriotes les regardent tout en buvant dans ce Kiosque à tramways qu'on a transformé en buvette et baptisé du nom de *Trinkhalle* (estaminet). On y boit de la limonade, sur cette Grand'Place, parmi une dizaine de plantes en pots dont les feuillages s'accrochent au bord du toit du petit édifice. Au dessous il y a un urinoir public et tout autour des gravures et caricatures de ce *Liller Kriegzeitung* dont les bureaux et l'enseigne mirifique, polychrome, sont en face, à côté de la Grand'Garde.

Cependant, malgré tous ces spectacles et toutes ces musiques, Lille n'est pas gaie — non, en vérité — et le *Liller Kriegzeitung* s'en plaint parfois :

« La ville de Lille ne nous montre pas son vrai visage ; elle porte un masque. Avec un calme impassible elle attend un avenir meilleur. Plus d'un d'entre nous voudrait sentir le pouls de son ancienne gaieté, mais elle reste hostile et renfermée. Les petites gens dorment un peu

plus longtemps qu'autrefois. On les voit le dimanche faire un tour dans la rue, entrer dans les estaminets, puis retourner chez eux. Les quelques familles aisées restées dans la ville vivent plus retirées que jamais. »

Vous n'êtes pas psychologue, Monsieur le *Liller Kriegszeitung*. Si vous étiez psychologue, vous sauriez, vous verriez clairement que Lille vous hait, vous et tous les vôtres. Comment vos policiers, qui sont si nombreux, qui sont de si belles brutes, et si crapuleuses, et qui se donnent tant de mal, ne vous l'ont-ils pas appris?

Car ils font tous les jours de belles enquêtes, et ingénieuses, pour complaire à leur grand chef, à ce Von Heinrich qui, aidé de son capitaine Himmel, fait à Lille, depuis huit mois, de si nobles besognes ! Il font de belles enquêtes et ils savent trouver des lâches, hélas ! et s'en servir, des lâches dépourvus de toute moralité comme de toute intelligence, capables de devenir des traîtres, et, de leur mieux, ils servent les rancunes de ce reître. Hier, pour la seconde fois, ils ont arrêté Eugène Jacquet.

Eugène Jacquet déplaissait fort au général Von Heinrich. Eugène Jacquet était un Français loyal, gai, hardi, généreux, épris de justice, de lumière, toujours prêt à donner son temps, ses forces, toute l'ardeur et la clairvoyance de son esprit, à toutes les nobles causes... Et pour ce motif il ne pouvait convenir au lourd, borné, majestueux

et fourbe Von Heinrich. Il était un « marchand de vin en gros », comme il est dit sur une affiche allemande, un courtier en vins, bien connu et estimé de tous à Lille, aimé de beaucoup ; il a montré qu'il était aussi un héros.

Secrétaire général de la Fédération du Nord de la Ligue des Droits de l'homme, il avait fondé à Lille, dès le début de l'occupation, une œuvre qui porta son nom et qui était une œuvre périlleuse pour ceux qui l'accomplissaient.

Comme nous l'avons dit, lors de l'entrée des Allemands à Lille un grand nombre de soldats de la garnison, de ces héroïques défenseurs de la ville, n'avaient pas voulu se rendre, s'étaient sauvés, s'étaient cachés — notamment une partie de ceux logés à la Citadelle et en société desquels avait fui le plâtrier Cuppens en cette soirée du 12 octobre 1914. C'était à ces Français que le patriote Eugène Jacquet avait voulu fournir un asile, des vivres, des vêtements civils et les moyens de quitter le pays occupé, de reprendre du service dans l'armée française. La tâche était malaisée, mais quelle tâche, lorsqu'elle était belle, faisait reculer Jacquet ? Il s'était donc mis en campagne, avait vu des amis, parlé, et rapidement s'était procuré tout ce qu'il fallait, de l'argent, des gîtes, des associés. Des associés nombreux. Ils n'ont pas tous été découverts par la police allemande. Il y avait sa fille aînée d'abord, Geneviève, que l'attrait de cette entre-

prise, de ces dangers, passionnait ; — Eugène Jacquet avait cinq enfants, un garçon et quatre filles ; — il y avait un courtier en passementerie, Georges Maertens — celui qui, sous le couvert de sa profession, portait aux reclus les objets d'équipement ; dans la suite il y eut Ernest Deconynck, sous-lieutenant au 5<sup>e</sup> territorial, Silvère Verhulst, ouvrier belge et fraudeur, qui de longue date connaissait la frontière et pouvait, à tout instant, fournir des indications précieuses... La besogne ne manquait pas, les périls non plus au milieu de ces policiers toujours en éveil. D'abord on avait recueilli le commandant Caron. Il passa plusieurs semaines au domicile d'Eugène Jacquet. Sans doute est-ce en cette maison qu'il écrivit ces pages dans lesquelles il raconte la défense de Lille, ces pages qui furent dactylographiées, copiées, — au domicile de Jacquet, selon toute apparence, et dont un des exemplaires m'aida dans mes recherches. Ensuite ce fut un Anglais — en ce même logis où avait résidé le commandant Caron — un aviateur anglais, le lieutenant Mapplebeck, et c'est ce qui mit en une si violente fureur le général Von Heinrick, lorsque ses policiers lui révélèrent la vérité.

Le lieutenant Mapplebeck était l'un de ces aviateurs qui, dans la matinée du 11 mars, avaient jeté des bombes sur la station télégraphique de Saint-Martin-d'Esquermes, l'un de ces

aviateurs que le général Von Heinrick avait tant recherchés. Le 17 mars, une semaine après le bombardement d'Esquermes, il avait même fait placarder sur tous les murs de la ville une affiche :

« **Avis**

« Deux aviateurs anglais descendus le 11 mars dans le faubourg sud des postes ont pu jusqu'à présent se tenir cachés.

« La personne qui cachera ou qui aidera à cacher les aviateurs sera condamnée à la peine de mort et fusillée, et quiconque pourra nous donner des renseignements recevra une récompense en proportion des indications qui nous seront fournies.

« Signalement : taille 1 m. 70 environ, paletot de cuir noir, pas d'armes ni autres effets d'équipement.

« Le Gouverneur. »

Le signalement n'était pas exact ; le lieutenant Mapplebeck avait beaucoup plus de 1 m. 70, il était très grand. Après avoir lancé ses projectiles, il s'en était allé prendre pied à la Croix-de-Pierre de Wattignies, près de la porte des Postes, et il s'était caché. Ce soir même, à 11 heures du soir, tandis qu'en son honneur on fouillait maisons et fossés autour de la ville, principalement la banlieue Sud, il était tranquillement assis chez Eugène Jacquet, qui, bien vite, lui, avait su le découvrir et le faire entrer. Et il

demeura quinze jours en ce gîte, choyé, discrètement fêté par cette famille.

« Pendant ce temps, le courtier en vins, aidé de ses amis, préparait son évacion. Elle s'accomplit sans encombre le 28 mars. Sylvère Verhulst l'accompagna jusqu'à la frontière, et Mlle Jacquet se fit un devoir, intrépidement, d'être son guide pendant une partie du voyage.

« — Je vous dois une visite de politesse, avait dit en souriant le jeune Anglais en prenant congé de ses hôtes. Nous ne tarderons pas à nous revoir... »

Et fidèle à sa promesse, moins d'un mois plus tard, le 22 avril, à dix heures du matin, un avion aux couleurs anglaises venait planer au-dessus de Lille et survoler fièrement la place de la République. Le pilote, avant de s'éloigner, laissa tomber trois grandes banderoles sur lesquelles on pouvait lire les lignes que voici :

« 22 avril 1915.

« *A Monsieur le Commandant des forces  
allemandes de Lille.*

« Le lieutenant Mapplebeck présente ses respects au Commandant des forces allemandes de Lille et a le regret de n'avoir pu faire sa connaissance pendant son doux séjour passé près de lui.

« *Lieutenant MAPPLEBECK.* »

« ... Et pendant tout un mois, le même avion, aisément reconnaissable, vint tous les soirs à 5 heures, et tous les matins à 4 heures, planer au-dessus de la même place, laissant tomber chaque fois les trois mêmes banderoles, sur lesquelles étaient inscrites les mêmes condoléances (1). »

Ces railleries ne pouvaient plaire au « commandant des forces allemandes de Lille ». Aussi comme il détesta Jacquet lorsqu'il apprit que « le recéleur » c'était ce marchand de vins !

Et ce Jacquet n'avait-il pas voulu dissuader des Lilloises de travailler pour l'Allemagne, de coudre des sacs à terre destinés aux tranchées allemandes ? On l'avait pris une première fois, le 5 mai 1915, comme « adjudant s'occupant de choses militaires ». On le prit le 29 juin, en même temps que MM. Ghesquière et Delory, à propos de ces sacs, parce que, tous trois, ils avaient « fomenté une grève dans plusieurs usines et ateliers réquisitionnés par l'autorité allemande pour des usages militaires ». Mais, les preuves manquant, après quatre jours de détention au secret, il fallut les acquitter. Alors, avec MM. Delory et Ghesquière, on l'inscrivit tout aussitôt parmi les otages. Il devrait pendant trois jours et trois nuits consécutifs demeurer à la Citadelle. Ainsi on pourrait

(1) Suite d'articles dans *le Matin* (12-19 février 1916). Renseignements fournis par Mme Jacquet.

le surveiller, on l'aurait sous la main. Et le 10 juillet, dans la matinée, on l'arrêta de nouveau, chez lui. On arrêta de même sa fille Geneviève. On fouilla toute la maison, éventra les matelas, souleva les lames du parquet. On les conduisit tous deux à la Citadelle. Puis, après interrogatoire sommaire, le lendemain à 2 heures de l'après-midi, Mlle Jacquet fut remise en liberté. Le soir même, son père était emmené à Anvers. A Anvers ! livré aux mains d'autres policiers, d'autres juges, remis à une autre commandanture, qui n'était pas la commandanture de Von Heinrich ! Nouvel affront. Comme il dut être blessé, ce Gouverneur !

« Arrêté le même jour, M. Maertens y est également transféré. Deux jours après, Sylvère Verhulst, appréhendé le 8 juillet à la frontière, et le lieutenant Deconynck, arrêté à Gand, partageront leur captivité à la citadelle d'Anvers. Les quatre amis y resteront incarcérés, dans des cellules séparées, au secret, un mois durant, tandis qu'à Lille s'instruit leur procès. »

On ne s'amuse pas fort en ces geôles de Belgique. Jacquet écrit à sa femme : « J'ai fait ma promenade solitaire d'une heure dans une petite cour où on est seul et où on ne voit que le ciel à travers les barreaux. C'est l'isolement complet. Tu ne peux même pas parler à celui qui te passe tes repas par un petit guichet découpé dans la porte. Et, pour sortir à la promenade, il faut

mettre une espèce de passe-montagne blanc qui ne laisse voir que les yeux, de sorte que personne ne peut se reconnaître... »

Puis, le 9 août, il est ramené à Lille, enfermé avec ses trois compagnons à la Citadelle.

Le 17 septembre commence le jugement. On amène Geneviève Jacquet — « témoin à charge », naturellement, contre son père — ; mais elle s'acquitte mal de cette mission, de témoin à charge, et l'un des juges, le procureur Driesen, l'interrompt : — « On ne vous a pas fait venir ici pour témoigner en faveur de votre père, *mais au contraire...* »

Il est bon de conserver ce nom : *le procureur Driesen*.

Le lendemain 18, à 8 heures du soir, est rendu le *jugement par ordre*. Il ne devait être exécuté que trois jours après, le 22 septembre.

Les quatre accusés sont condamnés à mort, cela se conçoit.

Sur les conseils de ses amis et du défenseur allemand, l'oberleutenant-avocat Meyer, Mme Jacquet avait essayé d'apitoyer le bourreau de Lille. Elle n'eut pas la faveur, l'honneur de le voir. Von Heinrich a de graves occupations et ne se dérange pas pour ces petites affaires. D'ailleurs, il ne parle pas le français. La malheureuse femme obtint seulement cette réponse — dont on peut tout au moins garantir le sens et qu'un officier lui rapporta : « Le gouverneur ne

peut rien pour vous. Dans le cas présent, où il s'agit en somme de trahison de guerre, il considère l'exécution de la peine comme nécessaire au bon exemple et s'estime en droit de décliner tout appel à la clémence, *de quelque côté qu'il vienne*. Toutefois, par commisération pour votre sort et un sentiment de chevalerie auquel il tient, il m'a prié de vous informer qu'il ne se refuse pas à transmettre votre demande en grâce à l'empereur. Mais je dois vous prévenir que cette intercession ne saurait en aucune façon fournir prétexte à surseoir à l'exécution de la sentence. »

Il était aisé de comprendre ce que cela voulait dire. Si la supplique de grâce fut envoyée, elle dut parvenir en même temps que le rapport d'exécution. Il importait de se presser ! Ne raconte-t-on pas aujourd'hui que le prince Rupprecht de Bavière, — homme amoral, débauché, mais paisible et débonnaire —, s'en était allé à Berlin demander au Kaiser la grâce de ces condamnés ? Quelle preuve à l'appui de cette assertion ? Cependant ce délai de 3 jours entre le verdict et l'exécution ne serait-il pas l'indice de quelques hésitations, de pourparlers, de dissentiments ? Et ces mots : « ... *tout appel... de quelque côté qu'il vienne* » ! De qui s'agit-il ?

Enfin, le 21 septembre, à 3 heures de l'après-midi, la sentence fut apportée, fut lue, dans la prison, aux quatre victimes. La chose aurait lieu le lendemain, à 6 heures du matin, dans les

fossés des remparts, près d'une poterne désignée.

C'est la dernière soirée, la dernière nuit. Tous, depuis longtemps, ils sont fixés sur le sort qui leur est réservé, et ils s'en iront vaillamment de cette vie dont ils ont fait le sacrifice à la Patrie, à l'Honneur, contents d'en finir.

Jacquet prend ses dernières dispositions, il écrit aux siens. Ces dernières minutes qui lui restent à vivre, il veut les consacrer à ceux qu'il aime. Il fut toujours un homme actif. Il n'entend pas perdre ces heures qui fuient, si rapides. Il a tant de choses à *leur* dire. Dès 4 heures il leur écrit :

« Ma bien chère Jeanne adorée,

« Mes très chers enfants chéris,

« On vient de nous signifier que nous étions condamnés tous les quatre à mort et que nous serions fusillés demain matin à 6 heures à la citadelle. J'ai appris cette nouvelle sans surprise. Mon avocat, qui me causait pour la première fois il y a exactement huit jours, ne se faisait aucune illusion sur le sort qui nous attendait, et malgré sa plaidoirie émouvante et chaleureuse il n'a pu nous sauver. Il était du reste convaincu que nous étions jugés d'avance. Le verdict le prouve, et l'ordre d'exécution ne doit subir aucun retard d'après l'ordre du gouverneur qui refuse de laisser suivre le recours en grâce.

« J'ai demandé au conseiller de guerre de me laisser voir mon avocat, c'est impossible. Je lui ai demandé de vous envoyer chercher, il m'a promis de le faire de

suite. Si je n'ai pas le bonheur de vous voir avant ma mort, vous pourrez dire qu'il a failli à sa parole.

« Il est certain que l'affaire Mapplebeck est la plus grave. Nous sommes acquittés du fait d'espionnage. L'Angleterre aura donc à faire son devoir envers vous. Du reste, tout cela sera fait avec méthode par ceux qui s'intéressent à moi et à vous. La nation sera là, les amis aussi, et tu pourras dire que ton mari est mort face à l'ennemi comme un bon soldat, sans avoir jamais tremblé.

« Vous serez honorés de tous et on fera pour vous ce qu'on doit faire.

« A l'instant mon avocat vient de me rendre visite, je lui ai causé longuement, mais c'est fini. Je fais un recours en grâce qui va être porté au gouverneur, mais il a ordonné que le recours en grâce à l'empereur ne suspendrait pas l'exécution. Je ne le fais que pour prouver que nous n'avons pas été traités normalement, puisqu'il ne veut pas attendre la décision de l'empereur. Mais cela ne fait rien, on ne meurt qu'une fois, et je te garantis que nous allons mourir en braves. Nous n'aurons pas les yeux bandés et serons fusillés ensemble, debout.

« Il y a une heure que je t'écris et je vais continuer comme cela jusqu'à ton arrivée. Sois brave, ma chère Jeanne, ma femme chérie, que ton courage stoïque soit cité en exemple. Pardonne à tous ceux qui m'auront nuï comme je leur pardonne moi-même.

« E. JACQUET. »

Et puis, il les vit, il eut ce dernier bonheur de les embrasser. « Ne pleurez pas, leur disait-il. Pensez aux pauvres soldats qui meurent seuls,

sans consolations. Moi, je vous ai là, près de moi... Nous sommes encore des privilégiés... »

Mais comme ils passent vite, ces instants ! Et quand la mère, les enfants sont partis, il se remet à leur écrire :

« 7 heures soir.

« Ma chère femme adorée,  
« Mes bien chères enfants,

« J'ai été bien heureux de vous serrer dans mes bras une dernière fois et de vous dire tout ce que j'ai pu, malgré la difficulté que j'ai eu à le faire dans un moment aussi cruel. Vous êtes braves, et quand cette lettre vous parviendra vous saurez aussi que je suis mort en brave.

« J'ai admiré votre courage, votre résignation et enfin votre sublime dévouement, qui vous poussent jusqu'à la dernière minute à essayer de me sauver. Mais c'est peine inutile, j'en ai toujours été convaincu. Nous étions jugés d'avance.

« Mon avocat me l'avait dit clairement à notre première entrevue, et, si les démarches qui ont été faites ont été bien accueillies par le gouverneur, il a peut-être promis d'examiner avec bienveillance notre cas pour se débarrasser de visiteurs gênants. Mais au fond il était décidé à sévir. Enfin c'est la guerre.

« Je viens de dire adieu à tous nos camarades d'Anvers. Ils sont tous venus à notre cellule et nous avons passé un bon moment ensemble.

« Pauvres enfants ! Mais comme vous allez être admirées, adorées, aidées, encouragées, respectées par tous ! C'est une grosse consolation pour moi. On fera pour

vous tout ce qu'il faut. Rappelle-toi que je veux qu'on fasse pour la famille de Deconinck, pour Maertens, pour la compagne de Sylvère, tout ce qu'il faudra. On leur devra bien cela.

« Mme Sylvère arrive. Elle veut espérer. Rentrez chez vous. Faites votre deuil de moi et des démarches. Je vais donner cette lettre à Mme Sylvère qui va te la porter.

« Un millier de baisers encore à chacune de vous, mes chéries.

« Ton mari qui mourra en pensant à vous.

« E. JACQUET.

« P.-S. — Je vais t'écrire toute la nuit. »

Et à 1 heure encore, seul, tandis que ses amis reposent — avant le grand repos — tandis qu'ils dorment, tous trois, paisibles, lui, il écrit à ses aimées :

« 22 septembre 1915.

« 1 heure du matin.

« Ma bien chère femme,

« Mes très chères enfants,

« Je viens, il y a quelques instants, de te faire porter par Mme Sylvère une deuxième lettre qui faisait suite à celle que j'avais commencée et que j'avais remise à Geneviève. Voici la troisième et dernière. Comme je te l'ai dit, je vais me livrer tête nue. Nous serons debout, les mains libres, les yeux non bandés. Voici les conditions. Nous crierons : « Vive la République ! Vive la France ! » et nous nous dispenserons de rien dire aux

exécuteurs, qui paraissent consternés. Nous avons vu des soldats pleurer.

« Nous venons de souper à onze heures. Nous avons dîné de bon appétit, et nous partirons pour le dernier voyage sans broncher. Depuis le jour où nous avons été séparés des autres et mis dans cette cellule, il n'y avait plus de doute. On pouvait nous raconter des histoires, mais les allées et venues, la surveillance dont nous étions entourés depuis quelques jours indiquaient bien le verdict et le résultat.

« Nous avons été condamnés avant d'être jugés. Demande à Arthur de te montrer la lettre que je lui ai écrite il y a huit jours, et tu verras que j'avais vu clair.

« Et ma pauvre Geneviève qui n'a pas perdu son courage et sa confiance jusqu'à la dernière minute, qui m'a embrassé ce soir en partant encore essayer de me sauver. Quelle brave enfant ! Quel beau caractère !

« A toi, ma chère petite Lulu chérie et ma grosse Suzanne adorée, j'ai tant de chagrin de vous quitter aussi jeunes, mais je sais bien que vous serez bien gentilles, bien sages, que vous vous rappellerez votre petit papa qui vous aimait tant et qui désirait tant vous voir grandir.

« Vous travaillerez bien, vous deviendrez de grandes filles comme vos sœurs et vous consolerez votre chère petite maman de son gros chagrin. Vous la câlinerez, vous la gâterez et vous l'embrasserez tous les matins et tous les soirs deux bonnes fois pour moi tous les jours.

« Au revoir, mes chères petites cocottes, vous serez la gaieté de la maison, je le sais, et je vous embrasse une dernière fois du meilleur de mon cœur. Embrassez tous les jours pour moi ma belle Geneviève et ma belle Thérèse, qui seront vos petites mères, et quand Léon reviendra, il sera votre petit père. Au revoir, mes chéries.

« A toi à nouveau, ma chère femme chérie, je te sou-

haite ardemment de surmonter ton chagrin et d'être forte. Tu as des enfants, tu te dois à eux. Il faut que tu continues à les élever et que tu me remplaces. Tu t'organiseras une nouvelle existence, et au milieu de nos enfants chéris tu auras une vie heureuse de satisfaction et de souvenir.

« Tu seras honorée et tu pourras passer partout la tête haute, entourée du respect de tous.

« Tu feras mes adieux à tous mes amis.

« Voici l'heure fatale. Nous allons mourir en braves. Les Allemands tremblent de peur.

« Au revoir, mes chéries, je vous donne une dernière fois à chacune et à mon cher Léon un gros, aimant, amoureux baiser.

« Adieu, adieu, mes belles enfants.

« Adieu, ma chère Jeanne, adieu.

« E. JACQUET »

L'heure approche. Les premières lueurs de l'aube commencent à blanchir les bords de cette petite fenêtre de cellule. Il range dans sa valise de prisonnier qui, plus tard, fera retour à sa famille, son linge, ses livres. Il y prend sa photographie — une photographie familiale où sa femme, ses cinq enfants sont groupés autour de lui — et, au verso de cette photographie, au moment de partir, il écrit ces mots d'une main qui ne tremble pas :

« Citadelle de Lille.

« 22 septembre 1915.

« Ma bien chère femme,

« Mes très chères enfants,

« Au moment de partir pour le poteau d'exécution, j'embrasse une dernière et suprême fois votre image adorée.

« Mon dernier baiser déposé du fond de mon cœur pour vous. Adieu.

« Vive la France !

« E. JACQUET. »

C'est l'heure. On les emmène. Ils chantent, tous les quatre : « *Mourir pour la Patrie...* » Au bord de la poterne, dans la pâle clarté matinale, le peloton d'exécution est rangé. Ils n'ont pas voulu qu'on leur bande les yeux. Ils s'alignent, les mains libres, le front haut, face à l'ennemi. Ils crient : « Vive la France ! Vive la République ! Vive la liberté ! »

Un commandement. Un feu de salve... Quatre hommes qui tombent — assassinés. Le crime est accompli. Le général Von Heinrich a sa vengeance. Maintenant elle ne lui échappera pas. Joyeux, dès l'aube, il a déjà fait coller sur les murs une belle affiche rouge, encore tout humide d'encre grasse :

## « Avis

« Les personnes mentionnées ci-dessous ont été condamnées par le Tribunal du conseil de guerre et fusillées ce même jour à la citadelle, à savoir :

« Le marchand de vins en gros Eugène Jacquet ;

« Le sous-lieutenant Ernest Deconinck ;

« Le commerçant Georges Maertens ;

« L'ouvrier Sylvère Verhulst ;

« 1° Pour avoir caché l'aviateur anglais qui a atterri à Wattignies, le 11 mars dernier, l'avoir hébergé et lui avoir facilité son passage en France, de sorte qu'il a pu rejoindre les lignes ennemies ;

« 2° Pour avoir entretenu et aidé des membres des armées ennemies et, après avoir quitté leur uniforme, séjourné dans Lille et les environs, les avoir fait évader en France.

« Par proclamation du Gouverneur, du 7 avril 1915, ces deux cas étant considérés comme espionnage, sont portés à la connaissance du public pour qu'ils servent d'avertissement.

« Le Gouverneur.

« 22 septembre 1915. »

Ce soir-là, l'oberleutenant Meyer adresse à Mme Jacquet cette lettre :

« Lille, 22 septembre 1915. »

« Madame,

« Je regrette beaucoup qu'il n'était pas possible d'implorer la grâce de l'empereur, parce que le gouver-

neur a décidé que l'exécution ne devait pas être différée.

« Avec cette décision du gouverneur formellement inattaquable, tout était perdu pour votre mari et ses compagnons.

« J'étais présent à l'exécution du jugement. Peut-être ça peut consoler vous et vos pauvres enfants en quelque part quand je vous communique que les quatre condamnés sont morts en héros, surtout votre mari. Il est tombé et mort avec le cri : « Vive la République ! » fortifié par la sincère conviction qu'il était un martyr de son patriotisme.

« Tous les présents, officiers et soldats, étaient unanimes dans l'admiration de la bravoure des quatre condamnés.

« Le corps de votre mari est mis dans un cercueil et enterré provisoirement dans la citadelle.

« Après quelque temps on vous donnera le droit de l'enterrer où vous vous voudrez.

« Permettez-moi, Madame, l'expression de ma condoléance sincère.

« MEYER,

« docteur en droit, avocat, oberleutenant. »

Après l'exécution, les corps de Jacquet et de ses trois compagnons furent ramenés à la Citadelle *dans un tombereau de la voirie.*

Ils furent rendus plus tard à leurs parents. Quant au lieutenant Mapplebeck, il a péri accidentellement au cours d'un vol d'expérience en Angleterre, le 24 août 1915. Il devançait son hôte Eugène Jacquet, ce brave homme et ce héros qui l'avait jadis si bien accueilli.

\*  
\*\*

Ce quadruple assassinat souleva à Lille une violente indignation. Cependant la relève de la garde se faisait toujours en musique. Ces Messieurs de l' « occupation » buvaient toujours de la limonade au Trinkhalle de la Grand'Place, derrière les maigres feuillages des plantes en pots. Devant l'hôtel Bellevue et par la rue Nationale ces brillants officiers du Kaiser faisaient toujours leurs effets de dolmans et de moustaches, de bottes luisantes et de carreau dans l'œil. Et le *Liller Kriegzeitung* continuait de philosopher sur la mentalité lilloise, le *Bulletin de Lille* de publier ses Proclamations et ses Conférences de la Commandanture, la *Gazette des Ardennes* de célébrer les victoires allemandes, les mérites allemands, sans oublier d'étaler, dans toutes ses colonnes, les crimes impardonnables, les vices révoltants de la « perfide Albion ». Ces abominables Anglais ! Et ces doux Allemands, laborieux, paisibles, chastes, généreux !

« Français, j'ai salué ta femme  
« En pleurs, sur le bord du chemin.  
« J'ai même embrassé ton gamin  
« Dont la voix en vain te réclame.

« Français, j'ai veillé sur ta ferme  
« D'où les serviteurs avaient fui.

« J'ai mis ta moisson à l'abri  
« Laissant chômer mon glaive, inerme.  
« Français, j'ai cultivé tes plaines ;  
« Les grains vont bientôt lever,  
« Et — que la paix vienne à régner —  
« Tu feras tes récoltes pleines.  
« Français, pourtant si tu m'assailles,  
« Mort à toi, ennemi ! héros !  
« Mais le soir après la bataille,  
« J'irai prier sur ton tombeau. »

(*Gazette des Ardennes* — édition illustrée  
— 1<sup>er</sup> novembre 1915.)

On les voyait, — en leurs images — faisant sauter, paternellement, des petits Français sur leurs genoux tandis que la maman, de loin, les considère d'un regard tendre, lessivant avec des jeunes Françaises, aiguisant la faux, cueillant les fruits de la ferme... C'était idyllique, mou et bêta, bien dans le genre tudesque.

D'ailleurs, l'Allemagne, disaient-ils, ne voulait que vivre en paix ; les Allemands sont pacifiques. — Ils sont aussi bienveillants et libéraux. Où vit-on plus heureux, plus libre, mieux nourri qu'en pays allemand, sous la domination allemande ? De 15 à 55 ans inclus on porte dans sa poche toujours, bien soigneusement, une carte d'identité qu'il importe de présenter à toute réquisition si l'on veut circuler à sa guise, en

toute indépendance. Cette carte est revêtue de la photographie de son propriétaire et permet toutes vérifications — qui doivent être fréquentes. Elle est même indispensable et quiconque, de 15 à 55 ans, ne la possède pas s'expose à 10.000 marks d'amende ou à la prison. (Proclamation du Gouverneur, 1<sup>er</sup> août 1915.)

En outre, des revues sont passées, et doivent s'y rendre tous les mobilisables, c'est-à-dire tous les hommes de 17 à 50 ans, sous peine de « graves punitions ». Et il faut absolument se faire inscrire. Le gouverneur Von Heinrich le rappelait encore tout récemment, le 11 septembre 1915 :

« Il est rappelé que tous les jeunes gens de 17 ans doivent se faire inscrire. Ils ont à se présenter au bureau, rue de Pas, 9, cinq jours au plus tard après avoir atteint leurs 17 ans. L'inscription aura lieu les mardi et samedi de chaque semaine, à 9 heures du matin (heure allemande).

« Tous les jeunes gens âgés de 17 ans qui auraient omis de se faire inscrire jusqu'à ce jour sont invités à le faire d'ici cinq jours. Ils ne seront pas l'objet de sanctions, si l'inscription a lieu dans le délai indiqué ci-dessus.

« Quiconque ayant 17 ans accomplis ne se trouverait pas en possession du certificat délivré par le susdit bureau, se verra puni d'une amende pouvant atteindre 300 marks ou d'un emprisonnement allant jusqu'à trois mois. »

Quant aux armes — naturellement — il est tout à fait interdit d'en avoir ; de même des pigeons voyageurs. A cet égard des pigeons voyageurs le « Maître Justicier » Von Heinrich est impitoyable (1). Un homme d'ordre. Par sa proclamation du 6 mars 1915, il imposait une contribution de 500.000 francs à la ville de Lille, défendait à tous ses habitants de porter les couleurs nationales, de se réunir en plus grand nombre que dix, « de critiquer publiquement les nouvelles publiées par l'autorité allemande », de sortir de chez eux entre 6 heures du soir et 7 heures du matin, même, entre les dites heures, de se tenir à sa porte ou à sa fenêtre, et tout cela de la façon la plus formelle, sous la menace des peines les plus sévères.

On le voyait souvent ce général Von Heinrich, — grand, robuste, sanglé dans son uniforme, la croix de fer sur le cœur — du moins sur le côté gauche de sa tunique — le nez droit et lourd, le cou énorme, les lèvres minces, les oreilles larges et plates, les yeux morts, sournois, sans intelligence, la face molle, toute molle, le menton posant sur un bourrelet de graisse. Confit dans sa graisse et dans son importance, il passait sans un regard, avec sa grosse bague au doigt, et tout son être disait : « C'est moi ! »

Parfois son second, le capitaine Himmel, l'ac-

(1) Jugement du 15 décembre 1914.

compagnait. Grand lui aussi, mais vivant — à l'inverse de son chef — vivant et turbulent, maigre, nerveux, balaféré, le teint couleur d'écarlate, malheureusement très alcoolique. Un nez fort long. Un long corps serré dans un dolman gris au col liséré de bleu. Un chien noir devant lui, gambadant, flairant, à quelques mètres, il se rendait chaque matin à son bureau, rue de Pas, au « Service des Renseignements de police » qu'il dirigeait. Ses subordonnés le craignaient généralement. Il fallait le prendre au bon moment, entre deux vins de champagne. Il aime beaucoup le champagne, aussi les liqueurs. Il recevait toujours fort mal les quémandeurs. Pour les quémandeuses il faisait, de temps à autre, quelques exceptions, surtout lorsqu'il était ivre. Son règne dura quatre ans.

Chaque jour se racontait, dans le public lillois, quelque nouvelle insolence de ce pochard. Les officiers allemands eux-mêmes redoutaient ces coups de force et son hypocrisie féline. Chef du Service des Renseignements de police, il pouvait braver tout le monde. Graevenitz, d'ailleurs, un faible, ne lui opposait nulle résistance. La cravache sous le bras, il accueillait ordinairement le visiteur par un sourire — le plus insultant des sourires. Un maître!

Les autres? Des automates, tour à tour obséquieux et arrogants. Tout d'abord, ils avaient manifesté l'intention d'occuper, à eux seuls, le

trottoir. Mais des femmes, gentiment, tranquillement, à la française, leur avaient appris que parfois il est poli, élégant même, de céder le pas à des personnes civiles. Alors quelles révérences, — si la dame était jolie et bien mise ! Ainsi, peu à peu, il fut possible de circuler ailleurs que sur la chaussée, parmi les autos et les camions militaires et pour se frayer un passage, — surtout en manière de riposte, — les étudiants n'eurent plus besoin d'exécuter de temps en temps de calmes monômes par les rues, monômes qui, pour les exécutants, se terminaient toujours par des condamnations à l'amende. Et l'Allemagne encaissait.

Dans les cafés, dans les principaux restaurants, ils se trouvèrent bientôt seuls, ces brillants officiers. La vie devenait si pénible, si coûteuse ! Et puis, le plaisir de coudoyer ces Messieurs ? Donc, ils se carraient, s'étaient — « chez eux ». D'ordinaire, ils recherchaient fort les tables du devant, celles qui sont tout près de la glace extérieure et d'où l'on est bien vu. On les voyait en effet avec leur dolmans, leurs rubans, leurs dorures, leurs faces balafrées, leurs monocles, leurs courtes moustaches à l'américaine. Ils buvaient, fumaient, se saluaient l'un l'autre. Les officiers du front étaient, du reste, assez mal avec les officiers des bureaux, et des altercations avaient lieu fréquemment ; même, à Bellevue, en pleine salle de café, furent échangés des

coups de revolver. On est obséquieux mais violent. La brutalité naturelle a bientôt fait de chiffonner le plastron lustré des élégances.

Au café de la Paix — aussi sur la Grand' Place — quelques Lillois vont encore parfois, le dimanche, à l'heure de l'apéritif. « Ces Messieurs » les regardent, sournoisement, à la dérobée. On demande avec ostentation quelque journal français, le *Temps*, le *Matin*, et on l'ouvre d'un air dédaigneux, ce journal ennemi — vieux d'un mois en général. — On l'ouvre, on l'étale, on le tient à distance, on le rejette sur la table, avec un sourire froid, mauvais et narquois... Et l'on dit : « *Prenez place...* », « Combien coûte une livre ? »

Ce café de la Paix au nom séduisant, le *Liller Kriegzeitung*, dans sa rage de souiller tout ce qui est français, de même les dessins du caricaturiste Arnold, les articles d'Hoecker et ceux du docteur Weiglin dans *Simplicissimus* le représentent comme le rendez-vous de la haute société lilloise, de la Ligue des Patriotes et des jeunes bourgeois embusqués...

Les autres, les humbles, les « *feldgrauen* » (soldats allemands) boivent dans les estaminets, les petits cafés aux allures modestes, les débits de boissons. Ils vont aussi fort volontiers au Cinéma et dans les maisons publiques — tranquillement, attendant leur tour, en grand nombre, dans la rue, avec patience. — Ils sont

lourds, paisibles et ils puent. Le *Stabarzt Hesse* (Médecin-Major), dans le *Liller Kriegzeitung*, s'indigna récemment de ce qu'on osait produire, en France, des travaux à prétentions scientifiques sur ce sujet : « la puanteur allemande ». Plusieurs colonnes durant, il s'efforça de prouver à ses lecteurs, allemands, qu'ils ne puaien pas.

Ils ne comprennent pas la plaisanterie, et malheureusement on les plaisante, ces pauvres Boches. Les Français, disent-ils avec dépit, ne pensent jamais qu'à rire. On se moque de leurs parades, de leur « pas de l'oie » et de leur musique militaire. Rue de Béthune, dans une évidente intention de les blaguer, des employés de chemin de fer ont installé une cantine dotée d'un orchestre de cirque. C'est une cacophonie monstrueuse et l'on s'amuse beaucoup de ces concerts. — Les Français, eux aussi, savent déjeuner en musique... On rit au nez du gros vieux Boche de la landsturm qui, la lettre de sa femme à la main, au marché, examine les coupons d'étoffe qu'on lui recommande d'acheter dans ce pays de France, compte les fils de l'échantillon, ou bien mesure des souliers, quelque paire de godillots, « pour kind... Moi, petit kind, Madame; quatre petit kind ! »

Et lorsqu'ils réquisitionnèrent les bicyclettes, quelles bécanes on leur servit, à ce Palais Rameau, lieu désigné pour le dépôt de ces machines ! Des bicyclettes étranges, sans caout-

chouc, sans guidons, sans pédales. Deux roues aux rayons tordus, brisés, sans frein, à peine rattachées l'une à l'autre. On s'attendait à l'amende, à quelque sanction individuelle pour s'être ainsi moqué d'eux. Ils ne disaient rien, prenaient l'objet, l'étiquetaient, le classaient, rangeaient, cataloguaient, soigneusement, méthodiquement, et ils semblaient navrés, hochaient la tête, haussaient les épaules, jetaient un mauvais regard sur l'instrument et sur son propriétaire. — Encore une bien mauvaise machine!



Les exécutions, d'ailleurs, continuaient.

Le 23 août 1915, — un mois avant les condamnations de Maertens, Jacquet, Deconynck et Verhulst, — ils avaient fusillé le mineur Paul Busière, de Liévin, reconnu coupable de posséder des pigeons voyageurs. Le 18 février de cette même année, un après-midi, en pleine rue Nationale, devant la brasserie Vandamme, un soldat allemand qui cherchait à s'évader avait été abattu d'un coup de feu à bout portant, sans autre forme de procès, et ramené mourant à l'hôpital militaire. « On le suivait — disaient les témoins — à la trace de son sang. »

Le 8 novembre 1915, un avis du « Maître Justicier » portait à la connaissance du public lillois un fait nouveau qui causa quelque émotion et

quelque indignation. Cet avis nous le lisons dans le *Bulletin de Lille* du 11 novembre 1915. Il est ainsi conçu :

« L'étudiant Léon Trulin, Belge, né le 2 juin 1899, a été fusillé ce matin à la Citadelle. Il a été condamné, par le Tribunal de Guerre, à la peine de mort, pour trahison de guerre par l'espionnage.

« Le présent jugement est porté à la connaissance du public pour qu'il lui serve d'avertissement.

« Lille, le 8 novembre 1915.

« Le Gouverneur. »

Léon Trulin, Belge en effet, était né à Ath, le 2 juin 1899, d'une famille nombreuse d'ouvriers. Son père tenait une boutique de plombier-zingueur. Sa mère était « ouvrière en fourrures ». Après la mort du père, puis du fils aîné, la famille avait quitté la Belgique, était venue s'établir en France, à Lille. Léon Trulin possédait six frères et deux sœurs. De santé délicate, il travailla d'abord, à 13 ans, dans une maison de fourrures, puis, un peu plus tard, dans une usine de métallisation. Rêveur, aventureux, très actif, il étudiait l'anglais, la dactylographie, suivait les cours de l'Ecole des Beaux-Arts, le soir, la journée finie... Et la guerre avait éclaté, les Allemands, traîtreusement, avaient envahi la Belgique. Alors le tout jeune homme enthousiaste s'était exalté, avait voulu servir son

pays — tout au moins dans la mesure de ses forces — et il était parti, sans consulter personne, avait erré, *espionné*, pour son propre compte, « en amateur », désintéressé complètement, guidé par son seul patriotisme. Il avait couru les chemins, la nuit, parmi les avant-postes ennemis et les balles, et les fils de fer électrisés qui donnent la mort dès qu'on les touche. Mais il avait surpris des secrets, dressé des plans qui pouvaient sauver la vie à des centaines, à des milliers peut-être de Français et de Belges, pensait-il... Et, un soir, il s'était laissé prendre, en compagnie de Raymond Derain, — un ami, un brave, lui aussi, — tandis que, rampant, s'aidant d'un canif pour creuser la terre, il cherchait à passer sous un de ces fils meurtriers... Et il avait été conduit à Anvers, puis, le 12 octobre dans la soirée, à cette Citadelle que venaient de quitter Jacquet et ses amis. Et le 8 novembre, à l'aube, il y termina son rêve d'enfant en même tant que son martyr.

Le 8 novembre 1915. Les premières clartés du jour naissant caressaient les tilleuls de la vieille citadelle. Il allait mourir — à 16 ans. Près de lui, dans un cachot de cette prison, étaient rassemblés ses camarades, Derain, Marcel Gotti, Marcel Lemaire, Lucien Deswalt, André Hermann et un certain Marcel D. — un traître, qui venait d'être acquitté ! — Pourtant il lui pardonnait. Il était pieux et miséricordieux, ce petit Trulin.

Lui seul était condamné à mort. Pour les autres, les travaux forcés — seulement. Et c'est l'heure des adieux, après la grande aventure, si rapide! Il a demandé un prêtre. « A 6 heures 20, un prêtre, l'abbé Paullet, celui-là qui lui avait appris le catéchisme naguère, est entré dans la cellule où déjà Léon Trulin, à genoux, était en prières. Le condamné a levé la tête : « Vous êtes seul ? » a-t-il demandé, car la pensée de sa mère ne le quittait point. « Non », a répondu le prêtre. Et, entr'ouvrant sa soutane, il lui a montré l'hostie.

L'autorité allemande avait permis à tous les condamnés de se réunir une dernière fois, et comme Raymond Derain pleurait, c'est Trulin, son ami Trulin qui lui a dit : « Tu pleures, tu n'es pas un homme ! » Puis il a distribué des cigarettes à tous, et à Marcel D... il a dit : « Je vous pardonne. » Un instant après, encadré de deux gendarmes en armes, l'un devant, l'autre derrière, il se dirigeait d'un pas ferme vers le lieu de l'exécution. Un officier lui demanda :

« — Aurez-vous du courage ?

« — J'en aurai, répondit-il simplement.

« On lui demanda encore :

« — Voulez-vous qu'on vous bande les yeux ?

« — Non, j'aime mieux ma liberté.

« Au fond de la cour, près des glacis, un peloton de douze soldats attendait. Un mur faisant saillie cachait le cercueil. Devant une face de ce mur, il y avait sur le sol boueux une planche. »

Léon Trulin s'est penché vers l'abbé. Devant ce décor sinistre et précis, à l'instant affreux du sacrifice, l'enfant n'a pu retenir un faible cri :

« — Est-ce que ça fait souffrir ? »

« — Non, a répondu le prêtre, c'est instantané. »

« Mais, déjà l'appréhension s'était dissipée, et Léon Trulin, résolument, se plaçait, debout sur la planche, face aux soldats. Il embrasse le prêtre, le congédie d'un « Partez » à la fois affectueux et ferme, puis, écartant sa chemise, il montre la place où bat son grand cœur. Une salve crépita. L'enfant sublime tomba sur les genoux, puis s'affaissa en arrière (1). »

Et ce matin-là, le Maître Justicier Von Heinrich, ayant une fois de plus travaillé de son métier, put écrire avec orgueil : « L'étudiant Léon Trulin, Belge, ... a été fusillé ce matin. Le présent jugement est porté à la connaissance du public pour qu'il lui serve d'avertissement. »

\*  
\*\*

En même temps la fièvre typhoïde commençait à sévir. Elle fit à Lille un très grand nombre de victimes. On buvait de l'eau bouillie ; la vaccination florissait ; M. Delesalle multipliait

(1) Extrait du beau livre de M. MARTIN-MAMY : *Quatre ans avec les barbares* (Paris, La Renaissance du Livre).

ses recommandations : sur beaucoup de portes, par toute la ville, des affiches étaient apposées — rouges pour les Allemands ; blanches pour les Français — interdisant l'entrée dans les maisons contaminées : mais, en ces jours calamiteux, si cruels, le fléau ne causait, dans la population française, qu'une frayeur modérée.

Quant aux Allemands — aux officiers allemands, du moins — ils préparaient une fête kolossale ! l'inauguration du Nouveau Théâtre. Quelle affaire ! Quel sujet de conversations !

Cette solennité... artistique eut lieu le soir de Noël 1915. L'administration allemande avait réquisitionné partout des ouvriers, des tentures et des fauteuils pour « mettre en état » le théâtre, achevé par les Lillois en août 1914.

Donc, le 25 décembre 1915, une affiche admirable décorait le fronton du « *Deutsche Theater* » — ce qui signifie « la maison est à nous », affirme Willy. — Une protestation s'éleva : de quel droit « théâtre allemand » ? Cette protestation fut-elle entendue ? La fameuse affiche « lumineuse » ne brilla pas, ne s'éclaira pas.

La représentation se composait d'*Iphigénie* de Gœthe, d'un « Prélude symphonique » et du *Festklänge* de Liszt. Dans la loge surmontée d'une couronne de feuillage, présidaient le kronprinz Rupprecht de Bavière et Von Heinrich, gouverneur. « Le topo inaugural, dit Willy (1), a véhémentement

(1) Article, dans *La Suisse*.

mentement rasé le public de soldats en uniforme, « feldgrau », dont on avait rempli la salle ; l'auteur, M. Rudolf Presber, dans ses bouffonneries caricaturales « à la manière de » Mæterlinck et d'Oscar Wilde, m'a toujours paru morne à pleurer ; en revanche, l'emphase de son à-propos solennel prêtait à rire. Système des compensations !...

« Pendant un entr'acte, le prince Rupprecht expliquait doctoralement que cette manifestation de la Kultur germanique prouvait, une fois de plus, que « die Geschichte der Hunnen im Reich der Verleumdung gehœrt », que la prétendue barbarie allemande était du domaine de la légende, etc., etc. Il développait ce thème à grand renfort de phrases toutes faites avec une prolixité banale, j'oserai dire fâcheusement rondouillarde. » Et cela se termina dans un enthousiasme militaire indescriptible — dont on peut dire toutefois qu'il fut parfaitement exécuté.

Des représentations fréquentes eurent lieu par la suite à ce « *Deutsche Theater* ». Les meilleurs artistes de Berlin y vinrent. On y monta les *Nibelungen*, les plus récentes opérettes viennoises et allemandes. L'auteur de la *Veuve Joyeuse* y dirigea des exécutions de ses œuvres. Le foyer, la cage du premier étage, avaient été décorés par des artistes de Berlin et de Munich. Des portraits de l'Empereur et du Kronprinz Rupprecht

« ornaient » les panneaux, et, le soir, au milieu des plantes d'hiver, les officiers se pressaient au balcon extérieur du monument pour se faire admirer. Lors des représentations, une foule d'autos militaires stationnaient sur la place ; ce lieu devenait alors animé, sinon joyeux. Toujours le service commandé !

On avait informé très aimablement la population civile qu'on lui permettait d'assister à ces galas ; mais elle oublia de répondre à l'invitation. Seules, quelques demi-mondaines...

La *Gazette des Ardennes* illustrée présenta comme une œuvre de haute kultur l'organisation, la décoration de ce théâtre — en pleine guerre, presque sur le front.

Mais quinze jours plus tard une catastrophe vint déranger momentanément le cours des pensées allemandes et terrifier les Lillois.

Dans la nuit du 11 au 12 janvier 1916, vers 3 h. 1/2 du matin, une étrange secousse, un bruit épouvantable, un vacarme de canonnade, de poudrières qui sautent, de maisons qui s'écroulent, de millions de vitres qui volent en éclats. On s'éveille en sursaut. On se jette hors du lit. Qu'y a-t-il?.. Il y a tout un quartier anéanti ; un quartier industriel, habité presque entièrement par des ouvriers. C'est vers la gare Saint-Sauveur, entre les portes de Douai et de Valenciennes ; le quartier des 18 Ponts. Une formidable explosion dans une casemate — une

casemate où les Allemands avaient emmagasiné, dit-on, plusieurs centaines de milliers d'obus. « La puissance de la déflagration de l'air, dit M. H. de Favreuil (1), dépassa tout ce que l'on peut concevoir ; un véritable cratère s'était soudainement ouvert et des cités ouvrières avoisinantes y furent englouties ; les trépidations du sol furent ressenties jusque dans les faubourgs ; à plus d'un kilomètre du lieu de l'explosion, les portes et volets furent arrachés, les toitures déchiquetées, des fers tordus ; des blocs de pierre d'un poids excédant mille kilos furent projetés jusque sur la place Jeanne-d'Arc, distante cependant d'environ 1.500 mètres. Le nombre des pauvres victimes tuées dépassa cent, et les blessés plus ou moins grièvement atteints purent se chiffrer par un millier. Les rues de Douai, d'Arras et les rues adjacentes avaient particulièrement souffert, les toitures soulevées par la déflagration de l'air avaient été projetées en débris sur le sol, les murs lézardés ou renversés avaient fait crouler les maisons les plus solidement construites. Ces deux rues étaient, en quelques secondes, devenues, en grande partie, inhabitables... A Roubaix même, des glaces volèrent en éclats, notamment à l'hôtel Ferraille, rue de la Gare ; la déto-

(1) Article précité (*Conseiller des Assurances*, septembre 1916).

nation fut perçue, dit-on, à Ostende et Bruxelles, et l'ébranlement du sol y fut signalé par des appareils sismographiques.

« Les scènes de désolation furent navrantes, et jamais ne saurait s'effacer de ma mémoire ce tableau qui vous déchirait l'âme, d'une pauvre mère à peine vêtue et à demi folle, poussant des cris de bête traquée et errant dans la nuit, portant en ses bras son jeune enfant dont la mignonne tête était détachée du tronc.

« Par sa soudaineté, sa violence et ses suites, cette explosion impressionna peut-être plus la population, déjà si éprouvée, que le bombardement... Il est heureux que la vaste usine Wal-laert, de construction robuste et récente, voisine du lieu de l'explosion, ait pu, en quelque sorte, servir de bouclier à la ville. »

Une affiche du majestueux Von Heinrich attribue — est-il besoin de le dire ? — cette explosion à une tentative criminelle. Cet accident terrible ne fut-il pas produit plutôt, tout simplement, par la déflagration naturelle de poudres fabriquées dans de mauvaises conditions et entassées dans cette casemate ? Ou bien quelque aviateur anglais avait-il jeté une bombe ? On ne l'a pu savoir et sans doute ne le saura-t-on jamais. Les Allemands promirent à la Municipalité de ne plus installer à l'avenir aucun dépôt d'explosifs à proximité de la ville. C'est un indice. Mais combien de ruines ! combien de

morts ! combien de pauvres gens en deuil, sans argent et sans asile !

Les victimes, pour la plupart, surprises dans leur sommeil, avaient péri écrasées sous les matériaux de leurs maisons. Pompiers de Lille et soldats allemands travaillèrent au déblaiement pendant plusieurs jours. Les obsèques de tous ces morts eurent lieu le samedi 15 janvier, à 10 h. 1/2 du matin, aux frais de la ville.

Sur la place Déliot, en face de l'église Saint-Vincent-de-Paul, dont la façade était complètement tendue de noir, étaient placées 12 plateformes, sur lesquelles étaient rangés 89 cercueils. Aux angles de chacune d'elles, se tenait un pompier. Quelques victimes, réclamées par leurs familles, pour des funérailles individuelles, avaient déjà été inhumées.

Mgr Charost, évêque de Lille, entouré du chapitre de sa cathédrale et du clergé de toutes les paroisses de Lille, a, du haut du perron de l'église, chanté les prières des morts, auxquelles les chœurs paroissiaux ont répondu, et a parcouru la place, pour donner l'absoute.

Puis le funèbre cortège s'est mis en marche, et la foule attristée a vu passer, avec une émotion qui allait jusqu'aux larmes, le lugubre défilé des chars funèbres, conduisant à leur dernière demeure ces personnes, hier pleines de vie, ces voisins qui s'en allaient côte à côte, ces familles dont tous les membres avaient disparu ensem-

ble, au cimetière du Sud, pour y dormir un éternel sommeil.

A ces funérailles assistaient : un représentant du prince Rupprecht, les généraux Von Heinrich et Von Graevenitz, M. Delesalle, M. Anjubault, remplaçant le préfet Trépont, encore en captivité.

Puis venaient les parents, les amis, les voisins échappés au désastre.

Au cimetière, deux longues fosses attendaient. Mgr Charost donna la bénédiction. Aucun discours ne fut prononcé. Le silence ne valait-il pas mieux que toutes les paroles ?

En ce malheureux *quartier des 18 ponts*, non loin de la porte de Valenciennes, avait habité paisiblement, seul avec sa mère, dans une modeste maison de la cité de Bailleul (rue de Valenciennes), un ouvrier forgeron, Adolphe De Geyter. Il travaillait alors à l'usine Wallaert et, sur le poème du mineur Pottier, il avait trouvé et noté la musique de *l'Internationale*. Pendant la guerre il était devenu petit employé du Service des Eaux. Les Allemands le disaient typhique et voulaient l'expulser de son domicile — son nouveau domicile : 50, rue Mexico, derrière les jardins d'Esquerme —. Était-il typhique, en vérité ? Il était, par malheur, passablement alcoolique. Ces menaces des Boches l'affolèrent et il se pendit, le 15 février 1916. Dix personnes, y

compris les porteurs des Pompes Funèbres, l'accompagneront au Cimetière du Sud, où il repose (section 23, 6<sup>e</sup> ligne, 13<sup>e</sup> sépulture) dans un coin isolé, sous l'herbe haute, sauvage et drue. Il avait 57 ans.

Le 20 avril 1916 le général Von Graevenitz lançait une proclamation nouvelle qui répandit dans Lille une véritable terreur. Le papier disait :

« L'attitude de l'Angleterre rend de plus en plus difficile le ravitaillement de la population.

« Pour atténuer la misère, l'Autorité allemande a demandé récemment des volontaires pour aller travailler à la campagne. Cette offre n'a pas eu le succès attendu.

« En conséquence, des habitants seront évacués par ordre et transportés à la campagne. Les évacués seront envoyés à l'intérieur du territoire occupé de la France, loin derrière le front, où ils seront occupés dans l'agriculture et nullement à des travaux militaires.

« Par cette mesure, l'occasion leur sera donnée de mieux pourvoir à leur subsistance.

« En cas de nécessité, le ravitaillement pourra se faire par les dépôts allemands.

« Chaque évacué peut emporter avec lui 30 kilos de bagages (ustensiles de ménage, vêtements, etc.) qu'on fera bien de préparer dès maintenant.

« J'ordonne donc : Personne ne pourra, jusqu'à nouvel ordre, changer de domicile. Personne ne peut non plus s'absenter de son domicile légal déclaré, de 9 heures du soir à 6 heures du matin (h. a.) pour autant qu'il ne soit pas en possession d'un permis en règle.

« Comme il s'agit d'une mesure irrévocable, il est de l'intérêt de la population même de rester calme et obéissante.

« Lille, avril 1916.

« Le Général Commandant. »

Depuis quelques semaines déjà, des bruits effrayants couraient. Maintenant le doute n'était plus permis ; l'acte répugnant, barbare, allait s'accomplir. On revenait à l'antique sauvagerie. On verrait le vainqueur passer triomphant, traînant à son char la foule des esclaves enchaînés... L'affiche annonçait bien cela. Et les opérations commencèrent. — Comment l'éviter ? « L'attitude de l'Angleterre rendait le ravitaillement si difficile. » — On commença par Fives. On avait posté des mitrailleuses aux coins des rues, en prévision de quelques résistances. Un quartier si turbulent ! Les ordres sont donnés : on prend les jeunes gens, les femmes, les jeunes filles, de toutes classes. Seuls sont exemptés de partir, jusqu'à nouvel avis, les étudiants, une certaine catégorie de fonctionnaires départementaux et communaux auxquels la Commandanture a fait délivrer une carte revêtue de son cachet et portant ces simples mots : « *Bleibt hier* » (reste ici), — laquelle carte, rédigée en allemand, doit être présentée à toute réquisition. Puis, les opérateurs se rendent dans le foyer du typhus, c'est-à-dire le bas de la rue des Postes, vers la Porte de ville.

Puis, le lendemain, c'est le tour du quartier populaire de Wazemmes-Esquermes.

De bon matin des sentinelles détachées du 64<sup>e</sup> régiment d'infanterie sont dans la rue. Il est 4 heures moins le quart. Les femmes peureuses se penchent mi-vêtues aux fenêtres. On s'habille, on regarde dans les coins, les paquets prêts depuis plusieurs jours déjà, et l'on songe une dernière fois à ce qu'on emportera tout à l'heure si l'officier qui décide des départs vous donne l'ordre de le suivre. Combien de mères n'ont pas dormi durant ces nuits d'angoisses ! Les regards essaient de s'égayer pour les dernières heures avec ceux ou celles que peut-être on ne reverra plus. On ne sait que se dire. On a froid. On tremble. Et il ne faut pas qu'ils vous voient trembler, ces hommes qui vont venir. Le jour s'est levé. Et voilà de ces Allemands qui passent. Une mère, plus hardie que d'autres, cause avec un jeune soldat. Il parle couramment le français. Il semble avoir 19 ans au plus et se dit originaire de Hambourg. Il ne sait rien, lui. Une heure d'attente fiévreuse... Enfin, cette fois, c'est l'officier qui vient. Vingt hommes l'accompagnent, Il pénètre dans les maisons, parcourt la feuille de couloirs où doivent être inscrits, sous la responsabilité du principal locataire et de l'employé de mairie affecté à ce service, les noms et prénoms des habitants du lieu. Il fait descendre les manquants, fait son choix, accorde

le quart d'heure de grâce prévu pour les bagages et les adieux, et s'en va frapper au seuil voisin, tel l'ange de la Bible. Oh, ces pauvres mères ! Ces pauvres femmes !...

L'officier parle peu ; il prononce, d'un ton tranchant, froidement, affectant une hauteur dédaigneuse. Cette façon d'agir navre plus que toute parole, il le sait bien. Et puis, quelle besogne on lui impose !

Jeunes gens et jeunes filles partent cependant. Il le faut bien... Ils partent vaillamment, dignement, refoulant leurs larmes, s'efforçant de paraître calmes. Ils partent chargés de musettes, de paquets. On a droit à 30 kilos... Sur la place de la Nouvelle-Aventure des soldats les embarquent dans des voitures de tramways, — pêle-mêle — mais confiants dans l'issue finale, résignés. — C'est pour la France ! Et puis, ces Boches ne doivent pas savoir ! Ils se moqueraient.

Parfois cependant on relâche quelques enfants — trop jeunes. Ils s'en vont pleurant le long du chemin.

Et cela dura tout une semaine. Chaque après-midi, vers 5 heures, les sœurs, les mères vont assister au passage de ces trains, à la sortie de la gare Saint-Sauveur. Elles se tiennent du côté des fortifications, se pressent, se haussent comme elles peuvent, se dressent sur la pointe des pieds. Le soleil chauffe encore. La foule est grande, les mouchoirs s'agitent... Une minute, et déjà

le voilà passé, ce train. Comme il a passé vite!... Mais on l'a vu tout de même, la petite. On l'a vu, le petit. Non, ils ne pleuraient pas. Ils agitaient leurs mouchoirs. Il criaient : « Au revoir!... A bientôt! » Il y en avait qui chantaient la *Marseillaise*. Ils étaient debout dans des wagons de marchandises...

Et puis, quand on ne voyait plus rien, quand ils étaient tous partis, ces trains, on s'en allait, en troupeau, par le même chemin. C'était fini. Fini! On les emmenait. Mon Dieu! les reverrait-on? Et la nuit venait, douce, lente, la nuit du printemps. Parfois, d'une cour de caserne, montait une voix dans le silence, le chant d'un clairon, le couvre-feu mélancolique de ces Allemands.

14.000 femmes, jeunes gens, jeunes filles, vieillards, furent, dit-on, enlevés de Lille en cette fin d'avril 1916, en cette semaine tragique. Le Maire écrivit au général Von Heinrich :

« Monsieur le Gouverneur, ... j'apprends avec une indicible émotion une nouvelle que je veux encore me refuser à croire... Détruire et briser les familles, arracher par milliers de leurs foyers des citoyens paisibles, les forcer à abandonner leurs biens sans protection, serait un acte de nature à soulever la réprobation générale. »

Mgr Charost, l'évêque — breton — de Lille,

s'était adressé au général Von Graevenitz en des termes d'une vibrante éloquence :

« Monsieur le général,

« Il est de mon devoir de vous signaler qu'un état d'esprit frémissant se manifeste dans la population.

« Les enlèvements nombreux de femmes et de jeunes filles, des transferts d'hommes et de jeunes gens, d'enfants même, sont effectués dans la région de Tourcoing, de Roubaix, sans procédure ni cause judiciaire.

« Les malheureux ont été dirigés sur des localités inconnues. Des mesures aussi extrêmes, et sur une grande échelle, sont projetées pour Lille. Vous ne serez point étonné, Monsieur le général, que j'intervienne auprès de vous, au nom de la mission religieuse qui m'a été confiée. Elle m'implique la charge de défendre, respectueusement, mais fortement, le droit international que le droit de la guerre ne peut jamais enfreindre et la moralité éternelle que rien ne peut suspendre. Elle me fait un devoir de protéger les faibles et les désarmés, qui sont ma famille à moi, et dont les charges et les douleurs sont miennes.

« Vous êtes père, vous savez qu'il n'est pas de droit plus respectable et plus saint dans l'ordre humain que celui de la famille. Pour tout chrétien, l'inviolabilité de Dieu qui l'a instituée est en elle. Les officiers allemands qui logent depuis longtemps dans nos habitations savent combien l'esprit de famille tient à nos fibres les plus intimes dans la région du Nord et fait chez nous la douceur de la vie.

« Aussi, disloquer la famille en arrachant des adolescents, des jeunes filles à leur foyer, ce n'est plus la guerre, c'est pour nous la torture et la pire des tortures, la torture morale indéfinie. L'infraction au droit familial

se doublerait d'une infraction aux exigences les plus délicates de la moralité. Celle-ci est exposée à des dangers dont la vue seule révolte tout homme honnête, du fait de la promiscuité qui accompagne fatalement des enlèvements en masse, mêlant les sexes ou, tout au moins, des personnes de valeur morale très inégale. Des jeunes filles, d'une vie irréprochable, n'ayant commis d'autre délit que celui d'aller chercher du pain ou quelques pommes de terre pour nourrir une nombreuse famille, ayant au surplus purgé la peine légère que leur avait valu cette contravention, ont été enlevées. Leurs mères qui avaient veillé de si près sur elles et qui n'avaient que cette unique joie de les garder près d'elles dans l'absence du père et des grands fils partis ou tués à la guerre, sont seules maintenant. Elles portent ici et là leur désespoir et leur angoisse. Je dis ce que j'ai vu et entendu. Je sais que vous êtes étranger à ces rigueurs, vous êtes naturellement porté à l'équité, c'est pourquoi je prends la confiance de m'adresser à vous. Je vous prie de vouloir bien faire remettre d'urgence, au haut commandement militaire allemand, cette lettre d'un évêque, dont il se représentera facilement la tristesse profonde. Nous avons beaucoup souffert depuis vingt mois, mais aucun coup ne serait comparable à celui-ci, il serait de plus aussi immérité que cruel et produirait dans toute la France une impression ineffaçable. Je ne puis croire qu'il nous sera porté... »

Le gouvernement français protesta. A cette protestation, transmise par l'ambassade d'Espagne, le ministre allemand des affaires étrangères répondit sans contester le fait de l'enlèvement en vue du travail forcé mais en déclarant, pour

le justifier, que les personnes en question « sont employées aux travaux de récolte, au profit des provinces occupées, pour procurer des vivres à leurs habitants qui, d'autre façon, mourraient de faim à la suite de la politique pratiquée contre l'Allemagne par la France et l'Angleterre ».

La *Gazette de Cologne* produisit une lettre d'un « officier allemand ». Cet officier disait : « Pendant tout ce temps, je n'ai pas remarqué la moindre émotion parmi les gens qui devaient partir. Sans doute, plus d'une mère ou d'une jeune femme a pleuré. Mais je n'ai pas vu un seul de ces enfants que « l'on arrachait des bras de leurs parents ». (La presse française a, elle-même, indiqué qu'il ne s'agissait que d'enfants au-dessus de quatorze ans.)

« Il y avait au bureau du commandant de la place un officier âgé qui examinait les suppliques. Dans la mesure où je le connaissais, il avait beaucoup trop bon cœur pour procéder « sans merci ». Du reste, il m'a semblé que l'examen des suppliques continuait encore après le départ des intéressés, car, pendant les journées ou les semaines qui suivirent, j'en vis revenir, isolés ou par petits groupes.

« Je crois que l'on transporta les jeunes gens des deux sexes qui ne voulaient pas travailler, qui rôdaient dans la ville et causaient du scandale ; la population de la périphérie des grands centres industriels, des jeunes voyous avec de

vrais visages d'apaches et de grosses et insolentes filles de ferme.

« En se rendant à la caserne ou à la gare, les gens causaient, de très bonne humeur. Dans les gares, dans les wagons, on était aussi très gai : on chantait même des chansons françaises de soldats et nos vieux territoriaux affectés aux gares laissaient faire. » (!)

Le prince Rupprecht avait, paraît-il, désapprouvé ces mesures violentes, impolitiques. Pourtant il n'avait pas empêché qu'on les prît. Il vivait mollement, en son hôtel somptueux du Grand-Boulevard, parmi ses courtisans et ses maîtresses, loin de toutes occupations militaires et administratives, et il n'avait pas signé l'ignoble proclamation. Elle avait été signée par Von Graevenitz et inspirée certainement par le Grand État-Major de Charleville. Le Grand État-Major c'était l'auteur véritable. Ni Mgr Charost, ni M. Anjubault, préfet intérimaire, ni M. Delesalle, n'en avaient douté un seul instant.

Au moment même où s'effectuaient ces honteux enlèvements, dans la nuit du dimanche 23 au lundi 24 avril, vers 9 h. 1/2, un incendie se déclara dans les bâtiments de l'Hôtel de Ville. Tout flambait, avec une grande rapidité. Le matin, les murs seuls restaient. Cependant on avait pu sauver la « Salle du Conclave », la bibliothèque, les registres de l'état-civil et les archives, la galerie de tableaux des Maires de

Lille, et, grâce aux efforts des pompiers et des Allemands, le feu ne s'était pas propagé aux immeubles voisins. Le malheur s'acharnait sur la ville.

Et combien de misères de toute sorte, pour les pauvres gens surtout ! Combien de peines on avait pour se nourrir, pour vivre ! Pour se procurer la moindre chose il fallait passer des heures à « ces queues interminables », devant ces locaux du ravitaillement, — pour avoir un chou, du pain, quelques morceaux de charbon. Ces Boches faisaient sonner les cloches pour leurs succès en Pologne. « *Chès minteux !... Bast ! Bast ! I' povot't dire, chétot toudi l'même !* » (Ces menteurs ! Bast, bast ! ils pouvaient dire, c'était toujours la même chose !) Et ils réclamaient 23 millions de contributions de guerre ! (juin 1916)...

Et quand vint l'automne, quand vint l'hiver surtout ! Les pommes de terre 3 francs le kilo ! Le saindoux 36 francs, le café 75 francs, le sucre 24 francs, le beurre de 40 à 50 francs, un œuf 30 sous, les haricots blancs de 10 à 12 francs le kilo, les fèves 6 francs, une paire de souliers de femme 120 francs. Ça c'est pour les millionnaires. Et cet hiver 1916-1917 fut terriblement froid. Plus de charbon ! ou si cher ! On se couche tôt, sans feu. C'est dans le lit qu'on est le mieux. Malheureusement les Boches ont pris les matelas. Le long des fortifications on s'en

va ramasser les brindilles ; on arrache les écorces des arbres et les petites racines des troncs déterrés, de ces parties inférieures dont les Allemands n'ont pas voulu. Les écoles sont fermées à Tourcoing ; on dit qu'elles vont l'être à Lille. Les Boches patinent à Roubaix, sur le lac du parc Barbieux. Comme on grelotte aux docks du quai Vauban, en attendant son tour, pour ce charbon ! Le 4 février, au Cimetière de l'Est, il a fait 15 degrés au-dessous de zéro. Et quand on n'a pas mangé, quand on ne peut pas se chauffer, quand on a des vêtements tout usés, tout percés, de vieilles savates à jour... Ces Allemands peuvent bien se moquer des Lillois et de leurs cache-nez. « *On est ben héreux de n'avôr, des cache-nez, assuré !* » (On est bien heureux d'en avoir, des cache-nez, assurément !) On bat la semelle dans les rues, le long de ces quais, sur les dalles des cuisines sans feu. Ah, quand un voisin, par hasard, en a, du feu, chez lui, avec quel empressement on lui rend visite et comme on s'attarde en sa société ! « *Ce vieux Florimond, va ! Ce brav' D'siré !* » ça fait vraiment plaisir de causer avec lui.

Les maraîchers, qui pour la plupart ont gagné beaucoup d'argent, ne se dérangent plus pour venir au marché — par ces temps durs. En conséquence les prix des légumes s'élèvent encore. Un chou se vend 2 francs, un poireau 40 centimes ; les pommes de terre montent à

4 francs le kilo. Beaucoup de gens, après avoir mangé des conserves de viande de mauvaise qualité, sont tombés gravement malades.

Les épiciers vendent du tabac et des cigarettes — du tabac dans lequel il entre des feuilles de betteraves et des feuilles de châtaigniers — ; les cabaretiers, des parapluies ; les buralistes, des draps et de la lingerie. A la vitrine d'un magasin, rue des Postes, on peut lire, en belles lettres émaillées : « Appareils sanitaires. Hydrothérapie générale. » A l'intérieur, des haricots voisinent avec des cercueils en sapin verni. — On vend une foule de pauvres meubles, de pauvres choses auxquels on tenait. La misère ! Il faut bien faire argent de tout. « Encore un que les Boches ne prendront pas ! » Le malt, la chicorée s'appellent café. Les « *super ersatz* » abondent. Et que peut recéler ce joli paquet bleu de « *Cérès-Aliment* » ?

Le *Bulletin de Lille* (25 janvier 1917) annonce aux commerçants et industriels qu'ils peuvent se procurer en Allemagne des marchandises diverses, que des carnets d'échantillons et spécimens de marchandises sont déposés à la Commandanture où chacun peut les voir. En réalité, ils ne livrèrent jamais rien d'intéressant, aucun objet de nécessité, aucun article d'alimentation.

Les services de ravitaillement fonctionnent depuis le 5 mai 1915, pour la farine. La Municipalité fait ce qu'elle peut. Sa tâche est bien

lourde. Le 5 mai on délivra, pour les ménages, des cartes grises, le 6 mai des cartes roses. Le pain était distribué tous les deux jours et coûtait 50 centimes le kilo. Puis, le 30 août 1915, arrivèrent les denrées alimentaires, toujours par les soins de ce *Comité d'Alimentation du Nord de la France*. Pour la distribution du pain 55 locaux étaient prévus. Il fallut créer une nouvelle organisation et former tout un personnel de vendeuses. Concurrément au *Comité hispano-américain* fut organisé, par la Municipalité, un *Comité hollandais*. D'abord les denrées furent délivrées à certains magasins ; mais bientôt ces deux comités alternèrent. Un lundi l'Américain, le lundi suivant le Hollandais, procédaient aux distributions.

Et puis les œuvres charitables étaient nombreuses. Il y avait l'œuvre des *Courettes lilloises*, à laquelle est lié le nom de Mme Lyon, la femme du recteur de l'Académie de Lille — Mme Lyon qui se prodigua pour soulager les grandes familles des *cités ouvrières*, pour que les petits pauvres, malgré la guerre, aient leur Noël quand même, et qui fut admirable — ; l'œuvre du *Trousseau*, qui procurait des vêtements aux petits des nombreuses familles ouvrières, qui secourut tant de misères cachées ; l'*Association Philanthropique du Nord*, qui vint en aide aux Sinistrés du bombardement ainsi qu'à ceux de la Catastrophe de 1916 (4.000 sans asile), et qui fournit des vêtements, du mobilier, du linge à 500 familles

comptant 1650 personnes. Il y eut le *Comité de Secours aux Prisonniers de guerre*, sous l'active direction de Mmes Caille et Belval, le *Comité Hispano-Américain* et ses cours de « cuisine populaire ». On en avait tant besoin, de ces cours de cuisine, pour apprendre aux ménagères à préparer avec rien des repas agréables et nutritifs ! Et l'*Œuvre des Secours aux Soldats du Bombardement*, qui, pour être cachée, discrète, n'en fut pas moins efficace.

Enfin il y eut l'*Assistance publique du Nord* et son dévoué directeur M. le docteur Hamel. Combien de services rendus et d'obstacles surmontés ! Combien aussi de dangers courus, à ce poste important, parmi toutes les suspicions, toutes les susceptibilités, les arrogances, les exigences, les ruses et les méchancetés de l'administration allemande ! Ah, diriger l'Assistance publique et ses pupilles durant l'occupation, sous le gouvernement de Von Heinrich, aidé et conseillé par son kaptaine Himmel — ce kaptaine Himmel qui, selon toute apparence, fut, sous l'autorité du Haut Commandement de Charleville, le grand organisateur des Enlèvements ! Besogne qui demandait de l'attention, du courage, de l'habileté, une fermeté constante.

Dès le début de l'envahissement ennemi, l'Inspection de l'Assistance publique s'était trouvée en butte à une opposition systématique de la part de l'Autorité allemande. L'influence exercée sur

les pupilles — tous ces enfants, tous ces jeunes gens — par les fonctionnaires de l'Assistance publique et les effets produits par leur passage dans les communes portaient ombrage à ces « occupants ». Sans agir ouvertement d'abord, ils commencèrent à entraver de leur mieux les mouvements et l'action de ces « agents de désordre », à prolonger pendant des mois les délais exigés pour l'obtention des laissez-passer, à multiplier les refus aux demandes ; enfin, en novembre 1916, ils signifièrent au Service qu'à l'avenir aucune autorisation de déplacement, même dans la banlieue de Lille, ne serait accordée. Les inspecteurs en se déplaçant, disaient-ils, n'avaient qu'un but, pousser les populations des campagnes à résister aux ordres de l'autorité allemande, principalement à se refuser à tout travail d'ordre militaire et concernant l'armée allemande.

Des incidents avaient lieu presque quotidiennement : contre-enquêtes, irruptions brutales, dans les bureaux, de policiers arrogants, dont le naturel grossier se donnait libre cours au moindre refus opposé à leurs exigences. Aucune vexation n'était épargnée. Du reste, les pupilles, pour la plupart, résistaient de la façon la plus énergique, crânement, tranquillement.

Alors ces Allemands se fâchèrent tout rouge. A la fin de 1917 ils emprisonnèrent le docteur Hamel. En janvier 1918 ils internèrent M. Anju-

bault en Belgique. Plusieurs grands pupilles, d'accord avec leur inspecteur, tentèrent de traverser le territoire belge et de passer la frontière hollandaise. Pour avoir facilité leur départ, le docteur Hamel, en février 1918, fut à la veille d'être mis en jugement. Pourtant, cette fois, il put échapper à ces juges, mais ce ne devait pas être pour longtemps : à peine un mois après — à la suite d'un nouveau refus concernant le travail des pupilles — le 6 mars 1918, il était, à son tour, condamné à l'internement en Belgique.

D'ailleurs, les relations ne s'améliorèrent pas pour cela — bien au contraire — entre l'Autorité allemande et l'Assistance publique. Elles demeurèrent déplorables jusqu'au départ de ces gracieux « occupants », entraînant souvent aussi des « sanctions » contre le personnel.

On se montrait si peu respectueux, d'ordinaire, à l'égard du gouvernement boche ! On ne lui demandait même pas l'autorisation requise pour organiser des représentations cinématographiques. Oh, ces représentations données dans une salle de la Clinique d'Esquermes, avec la complicité du docteur Raviart, directeur de cette Clinique ! Il y avait là, outre les pupilles de l'Assistance, des jeunes gens évadés des bagnes allemands, de ces admirables « brassards-rouges » que l'Allemagne avait faits tels et qu'elle détestait tant ! — ces « brassards-rouges » qui ne vou-

laient pas travailler pour l'ennemi de leur patrie. Il y avait là, sous l'habit d'infirmiers, d'électriciens, même en tenue de malades, — malades bénévoles et fort bien portants — des soldats (cachés) de la défense de Lille ; et sur l'écran défilaient, interminablement, les films patriotiques. Quels enthousiasmes ! Quels bravos !... Et les policiers allemands arrivèrent le lendemain matin, de bonne heure, comme on venait de démonter l'appareil. Aussi, quelques jours après, le *Bulletin de Lille* du 22 février 1917 annonçait que le docteur Alfred Hamel, directeur de l'Assistance publique, était condamné « à 300 marks d'amende, ou, en cas d'insolvabilité, à 30 jours de détention, pour avoir organisé à Lille, en janvier 1917, sans autorisation de la Censure allemande, une séance de cinématographie », et le docteur Georges-Edouard Raviart à 30 marks d'amende ou six jours de détention pour avoir assisté à ce spectacle.

Oh, ces *brassards-rouges*, ces martyrs du camp d'Holzminden ! Il en revient de temps à autre, en ces jours d'hiver, avec des éclopées, des vieilles femmes malades. Comme ils sont anémiés tous, pâles, voûtés ! Des petits vieux ! Rue Manuel en voici plusieurs, ce matin. Une vieille à l'air bonasse, au long nez crochu, les accompagne, chargée de musettes, de paquets. Ce qu'elle en a, de ces colis appartenant à ses camarades de

voyage ! « Tiens ! l'grosse Hélène qui r'vient ! Ah ben, vrai ! Qué nouvelles ? » — Quelles nouvelles ? Elle en a, pour sûr, la grosse Hélène, depuis qu'elle a quitté Lille et vécu chez ces Boches. Et ces petits-là peuvent dire si elle ment. Car ils sont ses petits, ses enfants ! Il y a longtemps déjà qu'elle les connaît. D'abord ces Boches les avaient mis dans une cave parce qu'ils refusaient de travailler ailleurs que dans les champs, parce qu'ils ne voulaient rien faire contre leur pays. Et puis, il les avaient ornés de ces brassards rouges et conduits près de la forêt de Mormal, pour abattre des arbres et les débiter... Epuisés, à peine nourris, ces enfants avaient trouvé, un jour, au bord d'une mare, un cheval mort depuis longtemps et ils en avaient fait cuire des morceaux qu'ils mangèrent — des morceaux qui ne sentaient guère bon ; mais quand on a grand faim... Le chef qui surveillait ces jeunes prisonniers les avait alors, un beau matin, fait diriger sur La Capelle. C'est là que cette grosse Hélène les avait rencontrés. On était amis depuis ce temps-là. Elle venait justement d'arriver en cet endroit. On avait travaillé ensemble à la terre. Pour elle, tout de même, elle n'était pas trop malheureuse, parce que vieille et parlant le flamand. Elle causait avec ces Boches et, comme elle était sourde, ils pouvaient dire ce qu'ils voulaient ; et quand ils lui commandaient un travail dur, qu'elle ne voulait

pas faire, elle devenait encore plus sourde, ah, ah !... Ils disaient : « Pauvre mère ! Pauvre mère ! » et ils ont fini par lui abandonner une petite maison vide où elle faisait la cuisine pour tous ces Lillois. « Ch'est égal, disait-elle, ch'est égal, j'pinsôs ben qu'i revenrôs pus à leu'maisons ! » et elle riait ; et ils l'approuvaient, tous. Oui, pour sûr, par moments, ils ne comptaient plus revoir la ville de Lille.

Comme ils étaient maigres, pâles, exténués, ces pauvres petits, avec leurs lèvres blanches aux commissures abaissées, creusées de rides profondes, leurs paupières meurtries !... « L'on peut voir parfois au bord d'une route, écrit un correspondant de la *Gazette des Ardennes*, une troupe de jeunes gens sous la conduite bienveillante d'un gardien (un soldat allemand), faire halte, déposer les sacs lourdement chargés des provisions, des gâteries de la maison (*sic*). Il fait soleil ; les visages jeunes, brunis par l'air salubre des campagnes, sont souriants. L'on dirait une petite colonie de vacances. » On lit ces choses et l'on se rappelle quelque retour de petit « brassard-rouge » dans sa famille. Ils étaient partis confiants et jeunes, pauvres petits, soutenus par l'insouciance de leur âge. Comme ils reviennent las, voûtés, tristes, tristes surtout lorsqu'ils songent aux camarades laissés en chemin, sur quelque lit d'hôpital !... Qui n'a entendu des questions de ce genre : « Et le fils à Gus-

tave ? Et le neveu d'Henriette ? Et le plus jeune de chez Flament ? » On ne les voit pas revenir. Ils ne donnent pas de leurs nouvelles... « Ah, le fils à Gustave ?... le plus jeune de chez Flament ?... Non, en effet... on ne sait pas... » Comme elle se fait douce soudain, et bizarre, la voix du petit « brassard-rouge », quand il répond à ces questions, et comme il semble pressé de parler d'autre chose.

M. Anjubault, préfet intérimaire du Nord lors de l'occupation, livrait récemment à la publicité une lettre qu'il adressa, le 9 août 1917, à la Commandanture de Lille en faveur d'un pupille de l'Assistance publique. Elle expose des faits qui ne furent pas exceptionnels, hélas ! La voici : « Le pupille Delerue, de constitution débile et considéré comme pré-tuberculeux par le service médical de l'Assistance publique de Lille, a été évacué sur Waziers (Nord) et contraint de s'employer à l'aménagement d'abris souterrains et à la pose de fils de fer barbelés. D'après les renseignements recueillis, ce pupille, en raison de son refus de travailler contre sa patrie, aurait été, à plusieurs reprises, exposé tête nue au soleil durant de longues heures et presque privé de nourriture. A bout de forces, Delerue a quitté Waziers pour échapper à ces mauvais traitements et s'est rendu à Lille. Je réclame en conséquence le retour à la maison départementale des orphelins d'Esquermes de ce

malheureux garçon, actuellement détenu par la police militaire.

« Renouvelant en outre ma protestation du 18 juin 1917, je m'adresse au haut commandement de l'armée allemande — qui, si j'en juge par le démenti publié le 22 juillet 1917 dans la *Gazette de Cologne*, doit ignorer les faits de cette nature — pour que soit prescrite une enquête dans les localités où de nombreux Français, forcés d'accomplir des travaux militaires, se plaignent de semblables souffrances. »

Les cruautés de ce genre furent innombrables. A Sedan, à Maulde, dans plusieurs localités des Ardennes et de l'Aisne, des camps de discipline pour jeunes réfractaires furent des bagnes affreux. Les rapports des Commissions d'enquête sont des plus significatifs à cet égard. Certains de ces enfants, de ces martyrs ont été soumis à des tortures effrayantes. Le supplice de la faim surtout fut un moyen de coercition très employé. Pauvres petits Français que, par nos villes et nos villages, on traînait au travail entre deux haies de baïonnettes, entre deux rangées de soldats allemands ! Pauvres « brassards-rouges » ! ils ont voulu, dans leur mentalité teutonne, vous marquer d'infamie ; ils vous ont signalés à l'admiration universelle, à notre affection attendrie et profonde. Vous êtes la rançon de ceux qui, pendant ces jours mauvais, n'ont pas fait leur devoir, ont subi, accepté, de ceux qui furent des

Français indignes et des hommes misérables. En vous voyant on les oublie et l'on est fier. Et l'on songe à d'autres Français qui furent orgueilleux aussi, comme vous, et grands, à des Français d'autrefois à qui vous ressemblez, qui ne voulurent point supporter l'esclavage, aux beaux jeunes hommes de notre Révolution.

Et, la nuit surtout, des bombes tombaient çà et là, lancées par des avions. Les rues, sans réverbères, étaient noires. Ils avaient déboulonné non seulement les statues mais également les piliers des becs de gaz. Ils prenaient aussi des mesures contre les bombardements, s'étaient forgé des clefs afin de pouvoir, le cas échéant, abriter leurs troupes dans les sous-sols des principales églises et des grands hôtels particuliers. Ils démolissaient, à coups de marteaux, consciencieusement, les outillages des fabriques. Des équipes de démolisseurs étaient spécialement préposées à cette besogne. Ils prennent tout, le cuivre, l'étain, le bronze, les cuirs, les fils, les laines, soldent en bons de réquisitions, estimant au poids les objets d'art. Et ils emportent régulièrement, méthodiquement, sans se presser. De lourds camions, qu'ils emplissent de leur mieux et chargent le plus possible, stationnent devant les maisons où l'on opère. Des agents de la police municipale les accompagnent ou, le plus souvent, les précèdent — pour informer les futurs

« déménagés » du sort qui les attend ; maigre consolation... Enfin, du moins, on est prévenu. — Certaines équipes agissent avec une brutalité particulière, fouillent à fond. On prend donc des précautions lorsqu'on le peut. Combien de précieux dépôts, de roues de machines notamment et de bicyclettes, furent confiés à la Deûle.

Et les derniers matelas s'en vont. Seuls, les vieillards de 70 ans sont autorisés à conserver le leur. En échange on offre généreusement du varech humide, qu'on reçoit au bout de deux mois, — comme *ersatz* !

La grippe sévissait en février 1917. Ensuite au printemps vinrent d'autres maladies, la dysenterie tout particulièrement. On avait tant de peine à se nourrir et l'on mangeait tant de betteraves, de rutabagas, d'aliments indigestes et débilitants, avec accompagnement d'eau claire ; — ces « Messieurs » avaient fort soigneusement exploré les caves. — La mortalité des vieillards surtout atteignit des chiffres très élevés.

En 1912 Lille comptait 217.000 habitants. En janvier 1917 elle n'en avait plus que 145.000 ; et la proportion des naissances en regard des décès, durant le premier trimestre de 1917, fut de 14 décès pour une naissance. Ces noirs croquemorts ne savaient à qui répondre.

Un cas entre bien d'autres : Un certain M. Baillet, ingénieur des Arts et Métiers, âgé de 70 ans, ayant essayé de dissimuler des armes

anciennes auxquelles il tenait, avait été condamné à 3 mois de prison. Au bout de 2 mois, gravement malade, il fut relâché, ramené chez lui — sur une charrette — et trépassa presque aussitôt.

Mais, dans les Pompes funèbres, tout était désorganisé, par la faute de cette dysenterie. Nulle part on ne parvenait à se faire servir. Le menuisier qui devait livrer le cercueil en avait 17 à porter à l'hôpital le matin de l'enterrement de ce M. Baillet. En ce moment il ne restait à Lille qu'une vingtaine de chevaux, la plupart malades. Le corbillard allait d'une église à l'autre, transportant 3 cercueils à la fois. Quand les prêtres vinrent pour chercher le corps, le cercueil n'était pas encore livré; alors ces Messieurs bénirent le mort, — en attendant — et retournèrent à l'église où ils commencèrent de dire la Messe. Enfin le menuisier arrive avec un aide et met le défunt dans la boîte, sans cérémonie, fort prestement. On avait tant à faire! Heureusement deux voisines aimables et charitables prêtèrent un drap qu'elles étendirent sur la châsse, et l'on se mit en route vers l'église. Six dames seulement suivaient, le vieil ingénieur n'ayant pas de parents à Lille.

Le menuisier et son aide traînaient tellement vite cette charrette qu'il fallait courir pour le suivre, ce pauvre homme. Par bonheur la messe n'était pas encore finie... Ensuite on attendit

pendant 2 heures le corbillard. Il se faisait tard, très tard ; on avait faim. Seuls 2 dames et 3 messieurs se rendirent au cimetière. Ainsi fut enterré ce vieux M. Baillet (1).

Cependant le moral était bon. On joue au bouchon sur l'Esplanade. Les pêcheurs impénitents, du haut du quai Vauban, près des docks, lancent leurs lignes, du matin au soir, dans l'eau noire de la Deûle. Le dimanche, les femmes vont entendre le sermon à Pellevoisin, et puis, au sortir de l'église, on se promène en famille sous les ombrages, en parlant de la guerre. Pourrait-on parler d'autre chose ? On se rendrait volontiers au Cimetière du Sud pour voir les tombes, mais il faut un laissez-passer, et ne l'obtient pas qui veut.

Entre deux chopes de houblonnette fadasse, à l'estaminet, on se raconte les nouvelles. — Il paraît qu'il se tient en ce moment, dans un grand hôtel de la rue Basse, des conseils mystérieux auxquels participent de hautes personnalités allemandes. On a reconnu Hindenburg. D'autres affirment que c'était Von Below. « T'as entendu c'te nuit... du côté de la Bassée ? C'qui' zont dû en prendre ! C'que les Anglais leur en ont mis ! » Et si le bruit de la canonnade vient à se

(1) Renseignements fort aimablement fournis par Mlle Dubourt, de Lille, une de celles qui prirent part à cette triste cérémonie.

taire : « Que se passe-t-il ? On n'entend plus rien. » Et, que soudain vienne à donner l'artillerie allemande contre avions, tout le monde quitte sa chaise ou son tabouret, s'en va dans la rue, le nez en l'air regarder le combat. « Ça c'est un français... Deux, trois !... Tu n'les aura pas, mon vieux Boche ! Pour sûr ! T'es trop *balous* ! (bête !) Te n'sais pas viser ! » C'est la conclusion, toujours : ils ne savent pas viser, ces Boches !

Parfois ils promènent par la ville, sur un char enguirlandé de feuillages, un aéro français récemment abattu ; on jure que c'est un des leurs qu'ils ont maquillé. C'est comme ces prisonniers russes qui défilent. Toujours les mêmes ! Et avec quelle passion on suit les événements militaires ! Devant les communiqués allemands sur la Grand'Place, au *Liller Kriegzeitung*, ou bien dans le hall du Crédit du Nord, on se presse ; sans trop en avoir l'air, on blague les soldats allemands qui sont là, tout autour, qui lisent. « T'en a pus pour longtemps, mon vieux Boche, va ! » en général, le « vieux Boche » ne désire pas autre chose. Ce qu'il en est fatigué, de cette existence !

Mais les officiers font la fête et ne s'ennuient nullement. La vie d'occupant est fort agréable, et l'armée de Rupprecht de Bavière n'est plus qu'une armée de viveurs. Les Bavarois, — qui formaient la majorité des troupes d'occupation

— sont, d'ailleurs, plus fourbes, plus sournois que les Prussiens. Le Prussien montre plus vite qu'il nous hait.

Et ils s'efforcent de lancer leur 6<sup>e</sup> emprunt, qui, disent-ils, va finir la guerre. Sur leurs affiches, collées à tous les carrefours, un « felgrau » lance la grenade à travers des réseaux de fils barbelés.

Et les condamnations pleuvent. Fermeture de l'estaminet de Madeleine Fossaert, qui, en présence de plusieurs soldats allemands, a chanté « une chanson injurieuse à l'égard de l'impératrice d'Allemagne ». Six semaines de prison à Jeanne Dufrenne « pour avoir, le 10 janvier, grossièrement troublé le repos et l'ordre dans la ville de Lille, inquiété les troupes allemandes casernées ici, par des injures, des cris et gesticulations ; avoir aussi notamment par les cris répétés de « *Vive la France!* » excité l'attention publique, et en outre de s'être rebellée contre les soldats de la police militaire qu'elle injuria en les traitant de « sales Prussiens » et de « tas de chameaux ». Quatorze jours de détention moyenne au pain et à l'eau à Bazélie Delplanque « pour avoir « offensé » et menacé des Français travaillant pour l'autorité allemande, en les traitant de fainéants, travaillant pour les sales Boches (et) à qui l'on cassera la tête après la guerre ». Cinq ans de prison à la Sœur Watremez, en religion Sœur Louise, pour compli-

cité de trahison. 30 marks d'amende ou 6 jours de détention à l'élève Rogeau Noël-Charles pour avoir jeté de la terre sur un cheval militaire allemand, et s'être rendu ainsi coupable d'une « grave inconvenance ». 10 jours de détention à Derycke Eugène « pour avoir vendu des moulins à vent aux couleurs françaises ». 800 marks d'amende ou 80 jours de détention à Victor Dumoulin « pour avoir, bien que désigné par l'autorité allemande, négligé de déclarer environ 60.000 kilos de fils de coton dissimulés dans le magasin du tissage et avoir ainsi tenté de les soustraire à la réquisition ». 5 marks d'amende à Edmond Leroy ou un jour de détention « pour avoir déposé des cendres sur les ruines des maisons détruites de la rue des Ponts-de-Comines, causant ainsi un grave désordre ».

Le gouverneur Von Heinrich trouve aussi fort déplaisant de voir des enfants « jouer en ville et sur les pourtours des remparts », et il annonce que si ces jeux ne demeurent pas « dans des limites raisonnables », il se verra forcé « d'interdire ces rassemblements » et de rendre les parents responsables. — Pauvre petit Quinquin !

Et voilà que le 6 avril 1917 les Allemands ont convoqué pour une nouvelle « revue d'appel » les hommes de 17 à 52 ans. Encore un exode qui se prépare ! Les hommes et les jeunes gens qui réussirent à rentrer à Lille après quelques mois d'évacuation sont déjà repartis, peu à peu,

sur convocations individuelles. Une 4<sup>e</sup> évacuation de femmes, de vieillards et d'enfants vient d'avoir lieu vers la France, *via* Annemassee.

Ils s'en vont tous, les *inutilisables*, les vieux, les vieilles, les enfants allaités par leurs mères, enveloppés dans ces cache-nez dont les écrivains allemands se moquent si volontiers. Les heureux passent sur quelque charrette traînée par des bœufs : les autres, les plus nombreux, tirent aux brancards d'une de ces petites machines qu'on nomme « balladeuse » ou poussent une caisse montée sur deux roues de voiture d'enfant. Les hommes ont des musettes, des paquets, quelque sac sur le dos. Comme ils sont tristes, tous, maigres, blêmes, fatigués déjà ! Où vont-ils ? Reviendront-ils ? Des soldats allemands, l'arme sur l'épaule, les accompagnent. On les dirige, dit-on, ces *inutilisables*, vers Neuf-ville, près Namur.

Et puis, on opère de nouveaux « prélèvements » sur les dernières listes établies, parmi les hommes de 52 à 61 ans. Peu à peu la ville se vide. Un grand mouvement de troupes allemandes se produit. Que se passe-t-il ? La Maison Centrale de Loos est pleine de détenus de toute sorte qu'on nourrit fort mal mais que des pasteurs évangélistes de leur mieux, des détenus de toute sorte parmi lesquels des déserteurs allemands en grand nombre. Chez les coiffeurs et sur les vitres des tramways l'autorité allemande

a fait coller un placard illustré où l'on voit un *feldgrau* dessiné grossièrement et muselé d'une grosse muselière à cadenas ; et il est dit sur cette affiche : « Fais attention, soldat ! Danger d'espionnage. » C'est la riposte à M. Millerand : « Taisez-vous ! Méfiez-vous ! »

Que se passe-t-il ? On ne sait pas, mais on est content. On sent que pour ces Boches les choses vont mal. Ils peuvent parader sur la Grand'Place, avec leurs bottes luisantes et leur carreau dans l'œil, plastronner sur le balcon du Théâtre, dans les rues, à la gare, devant cet express Lille-Berlin qui jadis leur causa tant de joie et tant d'orgueil. Oui, Lille-Berlin ! c'est le moment d'y songer. Ils peuvent lire leur *Gazette des Ardennes*, leur *Simplicissimus*, leur *Liller Kriegszeitung*... et vanter leur beau monument kolossal du Cimetière du Sud, l'épaisse Walkyrie que leur sculpteur Otto Richter dressa vers le ciel en l'honneur des héros allemands. Ils pensent au départ. On le sent. On le devine. Ils sont mal en point.

Même leur surveillance à la frontière semble parfois se faire moins active et l'on fraude plus aisément. Oh, la fraude, comme elle s'est pratiquée, autour de Lille, durant toute cette guerre : la fraude en grand, par les ravitailleurs, accapareurs, monopoleurs, mercantis de tout genre et de toute immoralité ; la fraude en petit, par tout le monde — à l'insu ou grâce à la compli-

cité des sentinelles. On fraude de tout, jusqu'à des poignées de blé que des femmes cachent dans leur corsage et dont elles font de la bouillie pour les enfants. On fraude partout. Il est vrai que plusieurs contrebandiers payèrent de leur vie leur entreprise.

Cependant, vers la fin d'avril, de meilleures nouvelles sont arrivées pour les Boches. Ils racontent avec une vive satisfaction leur « grande victoire » du Mont Kemmel ; désormais donc la route est ouverte *Nach Calais !* Et le kaiser est venu ! Oui, le kaiser Wilhem, à Lille, le 25 avril 1918 ! C'était à 2 h. 1/2. De nombreuses troupes avaient été massées à la porte de Canteleu et place Cormontaigne. Il venait du front. Il descendit de son auto et décora des officiers rue de Turenne, puis il passa les troupes en revue, dans cette rue et sur la place. Il avait le visage très jaune et paraissait fatigué.

Et les *feldgrauen* qui revenaient d'Armentières, où ils avaient remporté un succès, offraient à tout le monde — moyennant paiement, s'entend — du véritable *Corned beef* des Anglais, de la véritable *chicorée française de Merville*, trouvés là-bas...

Mais voici beaucoup de gens, de nouveau, toute la première zone qui reflue sur Lille, Roubaix, Tourcoing, en attendant leur recul ; car sûrement ils vont reculer. Tous les jours il en passe, de ces paysans, sur leurs charrettes, leurs

chariots, avec leurs meubles, leurs chiens, leurs chats, leurs poules. On pense que toutes les femmes, jusqu'à l'âge de 40 ans, vont être évacuées. Mais quand la fin de la guerre? Nul ne saurait le dire. Les soldats allemands ne sont pas tout à fait démoralisés. Ils veulent une paix d'entente. Quant à ceux de l'arrière, autant qu'on en peut juger par certains aveux échappés à la presse allemande, ils ne tiennent pas aussi bien. Le bolchevisme, Trotsky les inquiètent. « C'est une honte, disent ces journaux, de souhaiter une paix de femmes. »

Les officiers prussiens (échos en cela de la presse prussienne) déclarent aux coiffeurs et dans les hôtels particuliers où ils logent que les Bava-rois les ont trahis. « La 6<sup>e</sup> armée n'est qu'un fantôme, affirmait un journal récemment ; elle a perdu toute valeur combattive. Les Bava-rois sont devenus des commerçants... Le kron-prinz Rupprecht ne fait rien... » Allons tant mieux !

Le 18 septembre on transporte de l'hôpital général à la rue Saint-Bernard, dans un hôpital improvisé, les travailleurs civils blessés. Les *Secouristes lillois* en pantalon court, les brassières à l'aisselle, se démènent parmi ces pauvres élopés, ces pauvres malades — victimes innocentes — qui font pitié.

Et les Allemands déménagent, L'État-Major de la 6<sup>e</sup> armée est parti dans la nuit, à la fin de

septembre. Les actrices du Théâtre ont aussi fait leurs grosses malles. Le 1<sup>er</sup> octobre, les hommes doivent se rendre, dès 7 heures du matin, pour visite, — ordre de la Commandanture, — tous les hommes de 15 à 60 ans, et ils seront munis de petits bagages à main. Pourtant on ne s'inquiète pas trop ; on espère tant voir partir ces Boches ! D'ailleurs, ils semblent assez désorientés, ne vous demandent même pas votre carte d'identité, ni votre permis de séjour. Et ils conduisent tout le monde à la Citadelle. On était là, bien près de 20.000, sans nourriture. Chemin faisant, les plus hardis s'étaient échappés, comptant se cacher sans peine, puisque les Allemands maintenant n'avaient aucun moyen de les contrôler. Dans l'après-midi, beaucoup d'entre eux, examinés hâtivement par les médecins militaires, furent réformés. Les autres, partagés par groupes de 500 environ, furent, dans les journées des 2 et 3 octobre, conduits par paquets successifs à Tournai, et des centaines encore de ces hommes s'évadèrent. Un grand désordre régnait, en vérité, chez ces Boches.

Pendant cet exode la ville, ainsi dépeuplée, était triste. Pourtant les divers services municipaux fonctionnaient encore — mais combien péniblement ! L'occupant, dans l'après-midi du 1<sup>er</sup> octobre, avait enlevé presque tous les chevaux, les derniers chevaux de Lille, ceux des pompiers, des boulangers, des vidangeurs,

des Pompes funèbres, tous les chevaux qui servaient aux transports de la ville, aux travaux du ravitaillement. Le service de voirie était complètement désorganisé et fut bientôt suspendu. Le service de ravitaillement s'effectua grâce à des femmes de bonne volonté qui voituraient les sacs de farine dans des charrettes. Plus de police. Tous les secrétaires, tous les agents de la sûreté s'en étaient allés. A peine une centaine d'agents, — occupés par les Allemands à des services nombreux de surveillance. Et voilà qu'ils prenaient les employés des tramways, 75 employés de la Mairie ! Le 2 octobre ils adressèrent à la municipalité une note ainsi conçue : « Envoyer cet après-midi au bureau du théâtre quelqu'un d'autorisé pour prendre possession de l'immeuble. »

On liquidait.

---

## VII

### LA DÉLIVRANCE DE LILLE

Combien de changements, combien d'étonnements, — et quelles espérances radieuses en cette pauvre ville!

Le dimanche 6 octobre, parvenait par un numéro du *Belgischer Kurier* cette nouvelle émouvante : Le nouveau chancelier allemand, Max de Bade, avait demandé un armistice général et immédiat par une note adressée à M. Wilson, président des Etats-Unis! L'agitation fut extrême sur la Grand'Place et les rues avoisinantes; les soldats allemands semblaient fous de joie.

Et leurs journaux ne se montraient plus qu'à de longs intervalles. *La Gazette des Ardennes*, le *Bruxellois* n'empoisonnaient plus les Lillois avec la même régularité. On ne les criait plus dans la rue; on ne lisait plus leurs communiqués, aux portes des divers locaux où, d'ordinaire, ils les affichaient, dans les principales voies de la ville. Ils en placardaient un seul, devant le Central Téléphonique — un seul, rédigé à la hâte, vers 5 heures. Où sont ces triomphantes éditions spé-

ciales, ces joyeux communiqués, en caractères de choix, surmontés de l'aigle et des banderoles — noir, blanc, rouge? Ces temps sont loin. On déménage. Autour des logis qu'ils occupent, ces arrogants officiers, c'est un mouvement très insolite, en vérité. Et ils établissent des canons çà et là, rue de la Bassée, non loin de la porte de Béthune, derrière une usine, à gauche de cette porte de Canteleu par laquelle leur Kaiser faisait, en avril dernier, son entrée solennelle. Vont-ils faire sauter la ville? « Nous partir, disaient ces soldats l'autre jour; nous partir... mais pauvre Lille!... Plus rien, plus rien!... Oh, malheur la guerre! » Veulent-ils, rageusement, tout détruire avant leur départ?

Et leurs canons commencent le concert. Ils démolissent les ponts sur la Deûle, le chemin de fer de ceinture aux fortifications. Les vitres volent en éclats; il est prudent d'ouvrir les fenêtres; de gros blocs de pierre, de longs fragments de rails sont projetés dans les rues, dans les jardins, entrent dans les maisons par les baies ouvertes. Sur tous les murs on peut lire: « Dans l'intérêt de la population civile, j'ordonne qu'à partir du 16 octobre les magasins restent fermés. Tous les habitants de Lille doivent rester dans leur logement de 8 heures du soir à 8 heures du matin; ceux qui seront rencontrés dans la rue seraient arrêtés. Les portes d'entrée des maisons doivent être fermées sans clef aussi la nuit. »

Ce papier est signé *Nehles, capitaine*. Non, décidément, prolonger ce séjour n'était plus possible : les mouvements de l'adversaire commandent le repli. Déjà le nerveux capitaine Himmel avait pris le chemin de Tournai. Von Heinrich et Von Graevenitz n'étaient plus là.

Et le canon continuait son œuvre, en cette journée du mercredi 16 octobre. Tous les ponts sautaient. Encore une mauvaise nuit. Quel vacarme surtout vers 1 heure du matin ! On se levait, on s'habillait ; les femmes descendaient à la cave. Et puis, cela se calma. De lourds camions passèrent, dans un grand bruit de ferraille... Mais ce matin — ce beau, cet heureux matin du 17 octobre 1918 — quand, dès l'aurore, on ouvrit sa fenêtre, et quand une femme, qui passait dans la rue, vous jeta ces mots : « C'est fini ! Ils n'y sont plus ! » et quand d'autres encore passèrent, confirmèrent l'incroyable nouvelle : « Oui, c'est fait ! Il n'y en a plus, nulle part ! Ils sont partis !... » — Ils sont partis ! Quoi ? Est-ce possible ? Ils sont partis ! Ils ont quitté ta ville, ta chère vieille ville que tu aimais tant, ô père du P'tit Quinquin, doux et joyeux Desrousseaux. Ils sont partis ! On ne les verra plus ! Et l'on pourra sortir, remuer à sa guise, revoir ceux qu'on aime et qui sont loin depuis si longtemps, recevoir tout au moins de leurs nouvelles... Alors, c'est la fin de l'esclavage ? Non, vraiment, on n'ose croire encore.

Ils ont fermé des portes de la ville, ces Allemands, ils ont dynamité des passages. On disait qu'en s'en allant ils dynamiteraient le Théâtre, la Préfecture, l'Hôtel des Postes.

Et les cloches sonnent, carillonnent à toutes les églises. Et le drapeau français flotte à l'Hôtel de Ville, flotte sur la Grand'Place, reparait aux fenêtres çà et là. Et voici le drapeau des Anciens Combattants de 70. Les Anglais — quelques Anglais, près de la passerelle du quai Vauban que ces Boches ont fait sauter — lui présentent les armes. Des avions anglais, français, survolent la ville, volant très bas. Un d'eux atterrit sur l'Esplanade. C'est celui du capitaine Carl Delesalle, fils du Maire de Lille, qui vient de Dunkerque pour embrasser son père. Quelles émotions, quels applaudissements, quelles ovations ! Et, pendant ce temps, des Allemands sans armes, la valise à la main, erraient à travers la ville — tranquillement — partant sans hâte. D'autres se cachaient, espionnaient.

Et, sur tous les murs, on affichait cette proclamation :

« MES CHERS CONCITOYENS,

« Enfin, le terrible cauchemar qui pesait sur nous s'est dissipé. Lille est délivrée et le cri si longtemps étouffé sur nos lèvres peut sortir librement : Vive la France !

« Sous la poussée infatigable de nos héroïques soldats, l'oppressé a dû prendre la fuite, ne laissant derrière lui que la trace de ses dévastations et de ses rapines.

« Au moment où nous rentrons dans le giron de la Mère Patrie, au moment où nous allons retrouver, avec une émotion dont nous sentons déjà l'étreinte, ceux qui étaient séparés de nous par une barrière infranchissable, mon premier devoir est de vous remercier de l'attitude que vous avez observée pendant ces longs jours d'épreuves.

« Je vous demande maintenant de rester aussi dignes et aussi unis dans la joie que vous l'avez été dans la douleur.

« L'ennemi, en partant, laisse nos services dans un état de désorganisation absolue. Pour satisfaire aux plus pressantes nécessités de l'heure, l'Administration municipale aura besoin de la bonne volonté de tous, de la cohésion de toutes les forces et du concours de tous les bons citoyens.

« Quiconque refuserait de s'associer à l'œuvre commune ou la compromettrait par des désordres, commettrait un véritable crime.

« Vous avez prouvé à l'ennemi, par votre contenance digne et hautaine, même aux jours les plus sombres, que vous ne désespériez jamais du salut de la Patrie. Donnez aujourd'hui, aux nôtres et à leurs alliés, l'exemple de la concorde et de l'union dans l'allégresse.

« Une seule pensée doit nous animer : celle de témoigner notre reconnaissance aux admirables soldats qui ont libéré notre sol et qui marchent maintenant de succès en succès vers la victoire finale.

« Nos morts seront vengés.

« Le soleil de la paix glorieuse se lève resplendissant déjà bien haut sur l'horizon.

« Vive la France ! Vive la République !  
« Vivent nos alliés !

« Le maire de Lille,  
« CHARLES DELESALLE. »

Nos alliés ! Oh, quand ils entrèrent, nos alliés ! Quand ils apparurent — joyeux, pressés, rouges de plaisir ! On s'écrasait pour approcher d'un Écossais, pour serrer la main d'un gendarme. « Avez-vous des journaux ? » demandaient les avisés, ceux qui n'avaient pas tout à fait perdu le sens pratique. « Voulez-vous m'expédier une lettre ? » La plupart ne savaient que crier, gesticuler, serrer des mains — follement. Sur la place de la République, trois Écossais disparaissaient sous des gerbes de fleurs. Des tomiés, entourés, embrassés, étouffés par cette foule en démente, très chargés, très embarrassés déjà par leur paquetage, ne parvenaient pas à avancer parmi toutes ces femmes. « J'en ai bien embrassé trente ! » déclarait, le soir, une jeune fille, très calme et réservée d'ordinaire en ses allures.

Et les corsages se fleurissaient des couleurs nationales. Et les drapeaux français, les drapeaux des Alliés flottaient.

Le *Progrès du Nord* reparut le soir même. Puis vint l'*Echo du Nord* sur papier bleu-blanc-rouge. Puis le *Bulletin de Lille* publia la vibrante proclamation de M. Delesalle, et ce fut le dernier

numéro de cette petite feuille, qui vivait depuis le 15 novembre 1914 et qui mourut alors...

Les drapeaux flottaient sur la pauvre ville meurtrie, salie, vidée, empestée, ruinée par tous ces Boches. Autour de la pauvre ville, combien de ruines, de tranchées, de trous d'obus, de malheureuses petites localités industrielles — actives naguères et florissantes, heureuses — mortes aujourd'hui ! combien de villages, de hameaux anéantis et qui, peut-être, ne se relèveront jamais ! combien de deuils, de pauvreté, de misères de toutes sortes ! Armentières, Estaires, Fleurbaix, Fromelles, Laventie, Bailleul, Merville, Orchies, La Bassée, Béthune, Lens !... pauvres martyres ; victimes de l'indifférence, de l'imprévoyance et des glorieuses théories d'autrefois.

FIN

## TABLE DES MATIÈRES

---

I. — Les fortifications de Lille. — Quelques opinions d'avant-guerre.....	1
II. — La guerre. — Lille ville ouverte.....	26
III. — Première entrée des Allemands à Lille. — Un parlementaire. — L'affaire de Fives...	63
IV. — Nouveaux combats. — Encore des parlementaires. — Le bombardement.....	102
V. — Installation de « vainqueurs ».....	159
VI. — Sous la domination allemande.....	176
VII. — La délivrance de Lille.....	256

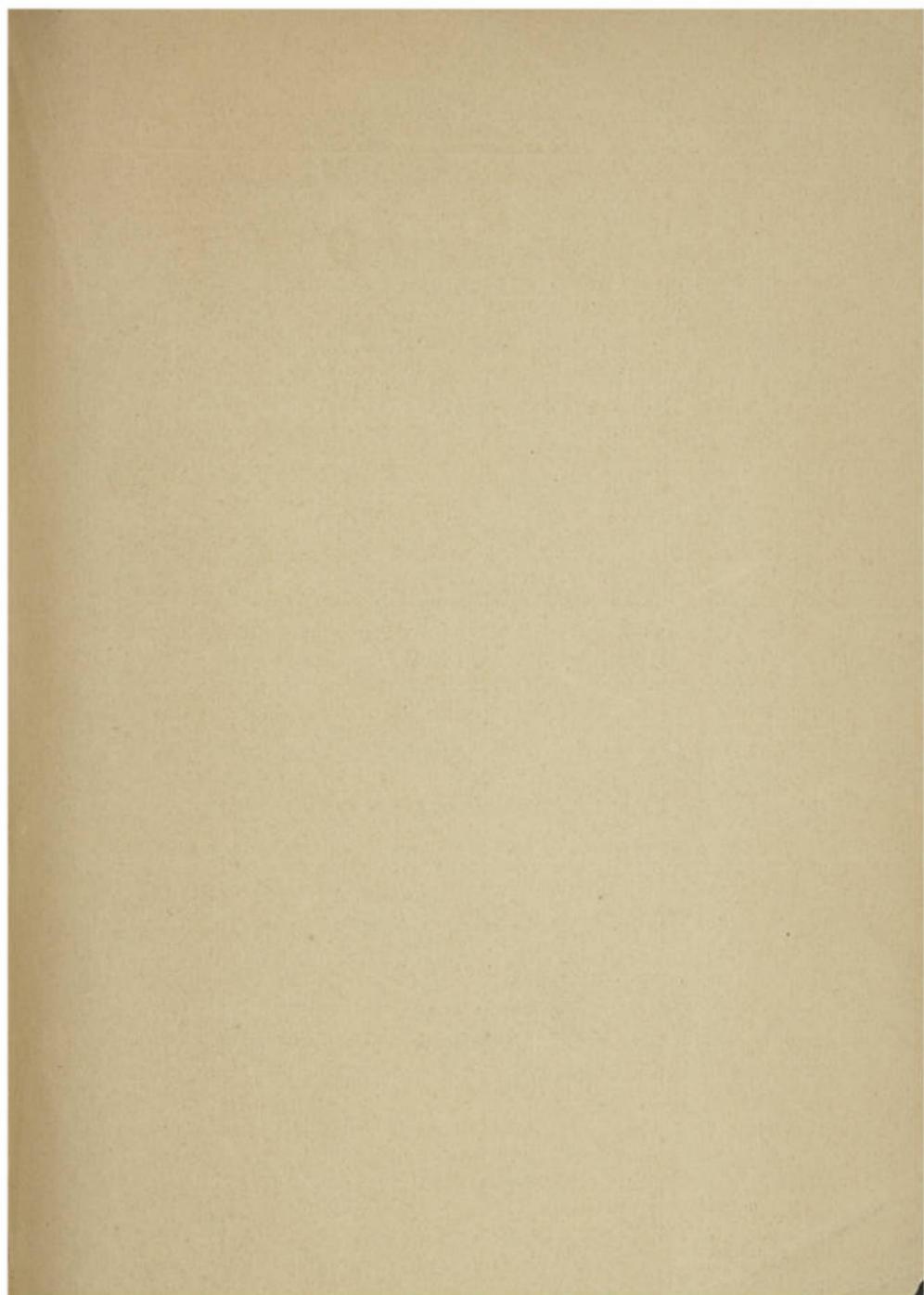
---

---

Imprimerie E. AUBIN

LIGUGÉ (Vienne).

---



*Dernières Publications parues*

- FAGE (André). — **Lille sous la griffe allemande.** Proclamations et affiches de l'autorité allemande du 24 août 1914 au 1<sup>er</sup> décembre 1915. 1 vol. in-16.
- HAZARD (Paul). — **La ville envahie.** Lille. 1 vol. in-16.
- HAVARD DE LA MONTAGNE. — **La vie agonisante des pays occupés. Lille et la Belgique.** Notes d'un témoin (octobre 1914-juillet 1916). 1 vol. in-16.
- SOMVILLE (Gustave). — **Les Crimes de l'Allemagne. Dinant. Massacre et destruction.** 1 vol. in-16.  
— **Vers Liège. Le Chemin du Crime** (août 1914). 1 vol. in-16.
- VILLÈLE (A. de). — **Allemand d'Amérique.** Roman de la vie contemporaine. Ouvrage couronné par l'Académie française. 1 vol. in-16.
- DUGARD (Henry). — **La Victoire de Verdun** (21 février-3 novembre 1917). Ouvrage accompagné de deux cartes et de deux croquis. 1 vol. in-16.
- DASSONVILLE (Joseph). — **Pour relever les ruines. Problèmes de demain.** 1 vol. in-16.
- HALLAYS (André). — **L'Opinion Allemande pendant la guerre** (1914-1918). 1 vol. in-16.
- THOMAS (Louis). — **Souvenirs d'un chasseur** (août 1914-mars 1916). 1 vol. in-16.
- J. HÉTHAY. — **Le Rôle de la Cavalerie française à l'aile gauche de la première bataille de la Marne, par un cavalier de la Marne.** 1 vol. in-16.
- MAILLET (André). — **Sous le fouet du Destin.** — 1 vol. in-16.
- KIMPFLIN (Georges). — **Le Premier Souffle.** Un fantassin sur la trouée de Charmes (août-septembre 1914). Préface de Maurice Barrès. 1 vol. in-16.
- BESSIÈRES (Albert). — **Cavaliers de France.** La bataille de Noyon, dans la deuxième Marne, de Champagne, dans la poursuite et l'occupation du général Cherfils. 1 vol. in-16.
- Discours de réception à l'Académie française de Foch, réponse de M. Raymond Poincaré. 1 br.
- Discours de réception à l'Académie française de Joffre. Séance du 19 décembre 1918. 1 brochu